

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE



XIII.

UNIVERSITÉ DE SZEGED
Département d'Histoire Moderne
et d'Études Méditerranéennes

SZEGED 2004

SZTE Egyetemi Könyvtár
Egyetemi Gyűjtemény
2

HELYBEN
OLVASHATÓ

b 201661

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

XIII.

UNIVERSITÉ DE SZEGED

DÉPARTMENT D'HISTOIRE MODERNE ET DES ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES

SZEGED

2004

SZTE Egyetemi Könyvtár



J000359701



Directeur de publication

László J. Nagy

B 201661

Comité de rédaction

Péter Ákos Ferwagner, Krisztián Komár, Lajos Kövér, György Kukovecz

Rédaction, publication

Szegedi Tudományegyetem
Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék
H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.
Tel./Fax.: (36) (62) 544-464, 544-805
e-mail : jnagy@hist.u-szeged.hu

Metteur en pages

Attila Bató

ISSN : 02388308

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Sommaire

Benjamin JANICAUD

Le rejet des Hongrois en France (1919-1939) : un exemple de rejet ordinaire..... 5

Adél MONOSTORI

La question de la réussite des missions jésuites 13

Krisztián KOMÁR

L'avènement d'Abbas Hilmi II au trône et les grandes puissances.

La diplomatie austro-hongrois 33

Ádám BALOGH

The Possibility for a Greek-Turkish Co-operation Before the Balkan Wars 45

Zoltán PRANTNER

Open to the Middle East: The establishment of the diplomatic relations

between Hungary and Yemen 51

Olga PENKE

Történetírás és modernizáció. Montesquieu római történetének példája 71

Ágnes KACZÚR

Magyar ügyek spanyol szemmel 81

Le rejet des Hongrois en France (1919-1939) : un exemple de rejet ordinaire

Benjamin JANICAUD
Université de Szeged
Université de Nice

Cet article est issu d'une contribution présentée lors de la table ronde organisée à l'université de Nice¹ sur les sources et méthodes de la recherche sur le rejet de l'immigré en France au vingtième siècle. La problématique de ce travail s'inscrit donc dans un projet de recherche plus large et le contenu de cet article s'insère dans une réflexion sur le rejet des étrangers en France. Dans ce cadre, l'étude du cas des Hongrois est abordée en tant qu'exemple, et les éléments recueillis ici ne correspondent donc pas à un objectif d'exhaustivité.

Travailler sur le rejet de l'étranger, c'est se pencher sur un phénomène particulièrement fort, caractérisé par un saut qualitatif par rapport à la méfiance ou aux préjugés : le terme de rejet, bien qu'il puisse recouvrir des comportements divers, fait référence à une hostilité concrètement exprimée et empreinte d'une certaine violence. Face à cela, parler d'un rejet ordinaire peut surprendre ; cette notion fait référence à des attitudes banales, à des réactions qui n'impliquent pas d'adhérer à une idéologie xénophobe ou raciste mais qui se font jour dans des cas où les nationaux estiment qu'il est dans l'ordre normal des choses de manifester clairement une hostilité ouverte à des étrangers. Ce sont les caractéristiques de la motivation du rejet qui, lorsqu'il a lieu, permettent de lui conférer le qualificatif d'ordinaire : la fréquence à laquelle le rejet se produit est sans rapport avec ce qualificatif.

Dans le cadre de cette problématique, s'intéresser au cas des Hongrois paraît pertinent : l'exemple d'une nationalité peu importante sur le plan numérique peut constituer une utile contribution à notre réflexion. En effet, comme le montrent les recherches de Ralph Schor, notamment sa thèse sur l'opinion française et les étrangers dans la même période², un des traits principaux de l'opinion française vis-à-vis des étrangers est la formation de portraits nationaux ancrés dans l'imaginaire collectif. On procède ainsi à un classement des nationalités, on définit une "bonne" et une "mauvaise"

¹ Le 4 juin 2004.

² SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, thèse de doctorat d'Etat, sous la direction de M. le professeur Témime, Aix-en-Provence, Université Aix-Marseille 1, 1980. La thèse a été publiée : *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

immigration ; des ouvrages y sont consacrés³. D'une manière générale, plus un étranger est différent – moins il est occidental –, plus les jugements portés à son égard sont sévères ; Ralph Schor en donne d'utiles illustrations⁴. Les Belges, les Suisses, les Anglais et les Américains sont les étrangers les plus appréciés dans l'entre-deux-guerres⁵ : ils servent de point de comparaison défavorable aux nationalités plus orientales. Dans le cadre des portraits nationaux, sans que cela implique aucun sentiment raciste ou xénophobe assumé, les réactions de rejet paraissent justifiées, aux yeux du national qui rejette, par l'appartenance d'un étranger à une nationalité plutôt qu'à une autre ; cela rend plus ardue la tâche de dégager les caractères généraux d'un rejet ordinaire de l'étranger. Pour mener à bien celle-ci, il paraît nécessaire de travailler à partir de l'exemple d'une nationalité qui ne fasse pas l'objet de telles représentations. Or, les Hongrois, formant une colonie proportionnellement peu nombreuse⁶ et dont les effectifs sont inégalement répartis sur le territoire français⁷, ne sont pas caractérisés par un portrait national dans la mesure où ils sont mal connus par les Français à cette époque : le faible nombre d'articles de journaux français qui leur sont consacrés⁸ l'indique. Ils proviennent d'un État dont les frontières sont neuves⁹, et leur langue est, pour les Français, incompréhensible et très

³ Cf. MILLET Raymond, *Trois millions d'étrangers en France. Les indésirables, les bienvenus*, Paris, Librairie de Médicis, 1938 ; MAUCO Georges, *Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 1932.

⁴ SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers*, op. cit., deuxième partie, chapitre III, pp. 135-171. L'auteur cite des sondages puis illustre les jugements portés par les nationaux sur les nationalités étrangères en s'appuyant sur les sources littéraires et sur la presse.

⁵ SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers*, op.cit., en particulier pp. 136 à 139 et 739-740.

⁶ Le recensement français de 1926 dénombre 13 577 Hongrois, pour environ 2,5 millions d'étrangers recensés (cf. MAUCO Georges, *Les étrangers en France*, op. cit.) ; les sources hongroises avancent des chiffres bien supérieurs, arguant du fait que l'administration française ne comptabilisait pas comme Hongrois ceux qui vivaient dans des territoires retirés à la Hongrie par le Traité de Trianon, et qu'une grande partie des immigrés étaient clandestins. PÉCSI Anna, dans *Magyarok a franciaországi forradalmi munkásmozgalomban 1920-1945* (Les Hongrois dans le mouvement ouvrier révolutionnaire de France, 1920-1945), Budapest, Kossuth, 1982, estime que 40 000 Hongrois en tout ont dû être présents en France à un quelconque moment au cours des années 1920. Le chiffre exact est très difficile à déterminer, mais il représenté de toute façon une proportion très faible de l'immigration en France à cette époque.

⁷ Les Hongrois sont présents dans leur très grande majorité à Paris, dans le Pas-de-Calais et le Nord, dans le Rhône, l'Isère, le Haut-Rhin, et, dans les années 1930, dans le département d'Alger et dans les Alpes-Maritimes. Ils sont très peu nombreux dans d'autres départements : par exemple, la consultation des documents des Archives départementales des Bouches-du-Rhône montre qu'ils sont presque absents dans ce département qui est pourtant un haut lieu de l'immigration en France dans la période.

⁸ Les articles concernant les Hongrois ont été en majorité rédigés à l'occasion d'événements, en particulier de scandales (voir infra) mettant en cause la Hongrie ou des Hongrois. Un article est consacré spécifiquement à la colonie hongroise dans la période : René LE GO, "Les Hongrois en France", *Le Temps*, 22 janvier 1928.

⁹ Elles ont été fixées par le traité de Trianon en 1920. Auparavant, on parlait, en France, de ressortissants austro-hongrois et les Hongrois étaient administrativement décomptés comme tels.

difficile à identifier. Leur place n'est donc pas vraiment faite dans les représentations : les manifestations de rejet dont ils ont été victimes constituent un bon exemple en vue d'une tentative d'analyse des formes de rejet qui peuvent se faire jour indistinctivement envers tout étranger de type européen.

LE HONGROIS REJETÉ EN TANT QU'ÉTRANGER

Le cas le plus classique de rejet dont aient été victimes les Hongrois est celui qui a frappé toutes les colonies d'immigrés dans l'entre-deux-guerres, en particulier dans les périodes de dépression économique : il s'agit du rejet exercé par les nationaux contre les étrangers du fait du sentiment de concurrence sur le marché du travail. Cette forme de rejet, fréquente, est souvent mentionnée dans les sources. Elle est notamment évoquée dans la presse de langue hongroise publiée en France qui consacre des reportages aux effets de la propagande xénophobe de certains journaux français à grand tirage : les Hongrois ont été, en particulier dans les années 1930, l'objet de licenciements dus au fait que leurs supérieurs hiérarchiques ne voulaient plus donner de travail à des gens qui, considéraient-ils, prenaient l'emploi des Français¹⁰. Ce rejet prend donc une forme quotidienne : il s'exprime tant dans l'espace professionnel que dans l'espace public. Ainsi le travailleur immigré et écrivain Paul A. Löffler souligne-t-il que les Hongrois, comme les autres étrangers, souffraient des insultes quotidiennes dont ils étaient victimes dans l'espace public¹¹. L'auteur donne des exemples concrets de manifestations de rejet dont ont été victimes des Hongrois :

*« En face de la gare du Nord, dans un café, joue un orchestre hongrois, habillé en costume national. Un groupe de musiciens français, sans travail, a brisé les glaces du café et blessé plusieurs musiciens hongrois. Le cafetier a supprimé la musique, mais n'a pas embauché de musiciens français à leur place. »*¹²

Le ressentiment des ouvriers hongrois face à l'expérience quotidienne du rejet était tellement fort, d'après Löffler, que, lorsque l'Association des Hongrois amis de la France – une association de gauche, proche du Parti communiste – a proposé, en 1937, une résolution selon laquelle, en cas de guerre, les immigrés hongrois combattraient aux côtés de la France, les ouvriers présents ont refusé de la voter, à cause des brimades dont ils avaient été l'objet de la part des Français¹³. Ce n'est que plus tard, après un long travail de pédagogie de la part des militants les plus engagés, que cette résolution fut adoptée. De même, Hélène Elek, mère du résistant d'origine hongroise Thomas Elek, affirme qu'il

¹⁰ Voir en particulier *Párisi Hírlap* (La Gazette de Paris, hebdomadaire d'informations générales orienté à gauche), en particulier les numéros des années 1931 et 1932 (par exemple II^e année, n° 49, page 3).

¹¹ LÖFFLER Paul A., *Journal de Paris d'un exilé*, Rodez, Subervie, 1974, à la date du 10 juillet 1926 : « souvent on entend (les Français) injurier les étrangers ».

¹² LÖFFLER Paul A., *Journal de Paris d'un exilé*, op. cit., à la date du 23 février 1934.

¹³ LÖFFLER Paul A., *Journal de Paris d'un exilé*, op. cit., à la date du 22 février 1937.

n'était pas rare de s'entendre dire : « *Rentre dans ton pays !* »¹⁴. La rivalité entre Français et immigrés dans le champ économique et social donne lieu à un rejet des travailleurs immigrés de la part des nationaux, rejet dont les Hongrois, comme d'autres nationalités, sont victimes.

De ce rejet quotidien que subissent des étrangers perçus comme concurrents se distingue une xénophobie banale qui s'exprime par le seul fait que l'étranger représente une différence jusque là inconnue. Les Hongrois y sont confrontés dans la ville alsacienne de Colmar où 270 ouvriers originaires de la région de Sárvár sont employés à partir de 1929 dans les usines de l'entreprise Soie artificielle du Sud-Est. Le cas de cette localité constitue une exception, car, contrairement à ce qu'on peut observer dans la plupart des bassins d'emploi, les Hongrois semblent avoir été, lors de leur arrivée dans cet espace, la seule nationalité étrangère représentée¹⁵. Leur présence constitue donc aux yeux de la population alsacienne une double nouveauté. Ce contact avec les Hongrois - avec une population inconnue - est mal vécu par les Alsaciens qui font preuve, dans un premier temps du moins, d'une attitude de rejet à leur égard. Ainsi, les Hongrois sont traités de « tsiganes », c'est-à-dire niés dans leur identité, et le rejet à leur égard s'exprime jusque dans la presse locale. Le rejet des Hongrois en tant que population inconnue a donc revêtu, dans cet espace, un caractère spontané et immédiat ; il semble s'être atténué avec le temps¹⁶. Les autochtones ont perçu les Hongrois comme des intrus au sein d'un espace qu'ils considéraient comme le leur.

Les Hongrois, qui ne font pas l'objet d'un portrait national, sont avant tout victimes du rejet le plus ordinaire qui soit, un rejet banal et spontané qui exclut *a priori* ce qui est différent.

L'HOSTILITÉ VIS-À-VIS D'UN « ÉTRANGER ENNEMI »

Le rejet de l'étranger peut également être marqué par des considérations plus politiques dont les caractéristiques sont ancrées dans l'imaginaire collectif. Dans ce cadre, le rejet de l'étranger présumé appartenir à une nation hostile voire ennemie s'est exprimé vis-à-vis des Hongrois dans l'entre-deux-guerres. La blessure qu'a représentée la Première Guerre mondiale a permis que ces représentations deviennent ordinaires dans l'imaginaire collectif français.

Le rejet des étrangers perçus comme alliés de l'Allemagne a surtout eu lieu dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale ; ces étrangers étaient assimilés à des « Boches ». La romancière hongroise Jolán Földes met en scène ce phénomène dans son best-seller *La rue du chat-qui-pêche*. Dans sa description du Paris des années 1920, les

¹⁴ ELEK Hélène, *La mémoire d'Hélène*, Paris, Maspero, 1977, p. 140.

¹⁵ MOLNÁR Sándor, *Magyar sors francia földön*, Paris, A Párisi Magyar Akadémia kiadása, s. d. (1931), pp 237-242. On trouve des indications similaires en consultant les rapports conservés aux Archives nationales hongroises : fonds K 71, 14e boîte, catégorie I/6, rapport (s.n., s. d.) sur la visite faite aux Hongrois de Colmar en décembre 1930.

¹⁶ Idem.

Hongrois ne sont pas identifiés en tant que tels par les Français, mais sont invariablement soumis à la question de savoir dans quel camp leur nation a combattu durant la guerre. Ceux qui avouent que leur pays était allié de l'Allemagne sont mal vus, alors que les Hongrois dont le territoire avait été coupé de la Hongrie à la suite du traité de Trianon, tel ce Hongrois originaire de la Voïvodine, sont mieux acceptés :

"Les Français auxquels il dit qu'il est Hongrois le regardent interrogativement :

- Est-ce que vous vous battiez avec nous ou avec les Boches ?

Ils ne savent même pas que la Hongrie était un pays ennemi et qu'elle a combattu dans l'autre camp.

- Tant mieux, lui avait dit le cordonnier de Szabadka qui habitait rue Monsieur-le-Prince. Tu n'as qu'à leur dire que tu t'es battu avec eux, alors ils sont contents, et ils deviennent copains comme tout. Moi, je ne m'en fais pas, j'ai un passeport yougoslave, et ici on aime les Yougoslaves.

(...)Barabas disait la vérité, et les visages se renfrognèrent. Les gens devenaient impolis, dédaigneux, désagréables. »¹⁷

La rue du chat-qui-pêche est un roman : ces éléments sont fictifs ; pour autant, l'auteur a elle-même vécu dans le Paris des immigrés au cours des années 1920 ; l'existence de ce type de réaction, de la part des nationaux, est tout à fait vraisemblable.

Un épisode resté célèbre des relations franco-hongroises dans les années 1920 en atteste. En janvier 1926, on apprend que de faux billets de mille francs ont été fabriqués en Hongrie ; parmi les individus impliqués figurent des personnalités très proches des milieux gouvernementaux hongrois – leur but était vraisemblablement de nuire aux intérêts de la France. Cette information devient un thème de choix des quotidiens français durant plusieurs semaines et la presse regorge, dans cette période, d'articles hostiles aux Hongrois¹⁸. Le fait que les Hongrois soient dès lors présents en tant que tels dans l'information donne lieu à la création d'un sobriquet - « les faux-monnayeurs » ; les Hongrois sont rejetés non seulement dans l'espace public mais aussi et surtout dans l'espace professionnel : ils sont renvoyés des emplois qu'ils occupaient, tant d'après les

¹⁷ FÖLDES Jolán, *A halászó macska uccája*, Budapest, Athenaeum, s.d. Traduction française : FÖLDES Yolande, *La rue du chat-qui-pêche*, Paris, Albin Michel, 1937, p. 25.

¹⁸ Dans les périodiques de toutes tendances, les commentaires sont hostiles et les titres concernant cette affaire, souvent placés en une, sont "le scandale hongrois", "le complot hongrois", "les faussaires hongrois", ce qui signe la stigmatisation de cette nationalité. Parmi les commentaires plus virulents, *Le Matin* (quotidien de droite), indique dans son numéro du 10 janvier 1926, dans un article en première page, que la haine de la France est perçue comme un devoir patriotique pour les Hongrois. La violence verbale est particulièrement forte dans *Le Petit Bleu* (quotidien de droite) : "Conspirateurs et faux monnayeurs. La valse rouge après le beau Danube bleu... Tel est l'air sinistre que les Hongrois, déchus d'hier, sauvés du désastre avec notre argent qu'ils falsifient aujourd'hui, veulent jouer à l'Europe !" (une du 8 janvier 1926) ; le même numéro fait également référence à l' "inamitié traditionnelle des Hongrois qui trompent la France" ; dans le numéro du 29 janvier 1926, on peut lire, en titre d'article en première page : "Aux pays des faussaires. Les Hongrois forment vraiment un joli monde !", et, dans le corps de l'article : "Des gens sans aveu, sans moralité, sans ressources, prêts à tout pour satisfaire leur ambition, capables de tout, de voler, de détrousser, d'assassiner ; de véritables bandits en uniforme. Quel joli peuple !".



sources littéraires¹⁹ que d'après les archives²⁰. On constate donc un rejet violent et largement partagé par les employeurs français qui font preuve, sans concertation, de la même réaction. Il est pourtant remarquable que l'identification des Hongrois par une grande partie des nationaux n'ait pas provoqué la formation d'un portrait national les caractérisant dans l'opinion publique française. En effet, leur rejet et leur identification par le sobriquet de « faux-monnayeurs » sont restés des épiphénomènes. Dès la seconde partie de l'année 1926, on ne trouve plus ni indication, dans les sources françaises, d'une quelconque continuité d'un phénomène de rejet frappant les Hongrois, ni remarques, du côté hongrois, concernant d'éventuelles discriminations. Le rejet qui s'est exprimé a eu lieu strictement au moment où les nationaux ont pu déceler les marques d'une hostilité envers la France de la part des membres de cette nationalité étrangère.

L'existence d'une telle forme de rejet est corroborée par le renouvellement de ce phénomène quelques années plus tard, à la suite de l'assassinat, le 9 octobre 1934, à Marseille, du roi Alexandre Ier de Yougoslavie, attentat au cours duquel le ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou est également tué. La vague d'indignation qui suit cet attentat engendre un rejet des étrangers originaires de l'Europe centrale, lequel, du fait d'un raccourci, frappe de plein fouet les Hongrois. L'assassin est un activiste croate, mais les Hongrois sont englobés dans la réprobation générale²¹. L'épisode est mentionné tant dans les sources littéraires²² que dans des documents officiels. Ainsi, l'abbé Alajos Szokolý de Bernecze, responsable de la mission catholique hongroise de Grenoble²³, note, dans son rapport trimestriel daté du 1^{er} janvier 1935, que ses compatriotes sont touchés par un fort chômage, mais que ses tentatives pour leur retrouver du travail en effectuant des démarches personnelles auprès des employeurs de la région restent vaines, dans la mesure où l'atmosphère est nettement anti-hongroise depuis l'attentat de Marseille²⁴.

Le rejet ordinaire n'est donc pas limité à l'expression, de la part des nationaux, d'une hostilité banale et quoditienne. En effet, les Hongrois ont été rejetés du fait de la présomption de leur hostilité à la France, sans que ce rejet ait pour autant impliqué une construction idéologique particulière.

¹⁹ KÁROLYI Mihály, *Faith without Illusion, Memoirs of Michael Karolyi* (Une foi sans illusions : mémoires de Mihály Károlyi), London, Jonathan Cape, 1956, pp. 231-232 ; FÖLDES Yolande, *La rue du chat-qui-pêche*, op. cit., pp. 157 et suivantes ; LÖFFLER Paul A., *Journal de Paris d'un exilé*, op. cit., à la date du 5 janvier 1926.

²⁰ AN, dossier F7 13452, rapport (s. n.) du 10 janvier 1926.

²¹ Les territoires croates, avant les modifications territoriales décidées par le traité de Trianon, faisaient partie de la Hongrie.

²² FÖLDES Yolande, *La rue du chat-qui-pêche*, op. cit., pp. 225 à 227. Les protagonistes hongrois du roman sont renvoyés de leur emploi à la suite de l'attentat.

²³ Les prêtres qui dirigeaient les missions catholiques hongroises en France étaient alors salariés par le ministère hongrois des Affaires étrangères.

²⁴ MOL, fonds K 71, dossier 41, catégorie I/6, annexe au 1015/9 adm res 1935, rapport du P. Szokolý.

L'ÉTRANGER REJETÉ EN TANT QU'ÉLÉMENT PERTURBATEUR

La figure de l'étranger s'adonnant à des activités douteuses est un stéréotype très répandu dans l'opinion française de l'entre-deux-guerres. L'étranger est volontiers perçu comme un élément perturbateur se livrant soit à des activités délictueuses²⁵, soit à une activité politique considérée comme malsaine²⁶ et au demeurant illégale²⁷. Il n'est donc pas surprenant qu'une troisième forme du rejet ordinaire trouve son origine dans ce stéréotype largement assimilé par les nationaux.

L'exemple d'un fait divers impliquant des Hongrois illustre la réalité de cette forme de rejet. Le 18 août 1929, des Hongrois communistes, aidés par des Français, perturbent très violemment une réunion du Cercle Saint-Étienne de Roubaix ; on compte plusieurs blessés. Ce Cercle était une association catholique ; fondé par les représentants en France de l'État hongrois et patronné par une roubaisienne issue d'une famille d'industriels, il était placé sous la responsabilité du prêtre chargé de la mission catholique hongroise du Nord et regroupait les ouvriers hongrois catholiques et fidèles à leur gouvernement. La nouvelle de cette agression fait scandale et monopolise les conversations à Roubaix durant plusieurs jours²⁸ ; la presse locale et nationale y consacre de nombreux articles. Il est particulièrement frappant que son traitement se caractérise par une stigmatisation des étrangers, qu'on trouve par exemple dans *Le Journal de Roubaix* : "*L'indignation publique contre les étrangers qui profitent de l'hospitalité de notre pays pour y commettre les pires méfaits, n'est pas là de se calmer*"²⁹. Ce rejet exprimé dans le cadre d'articles de presse reflète – et crée – les réactions qui existent au niveau de l'opinion publique. Le fait que l'incident, alors même que les victimes sont toutes hongroises, ait provoqué ces réactions indique que le thème des troubles à l'ordre public perpétrés par les étrangers est particulièrement sensible et constitue un moteur efficace du rejet des étrangers.

La figure de l'étranger perturbateur est en effet si fondamentale dans le mécanisme du rejet qu'elle a été utilisée par les Hongrois eux-mêmes pour disqualifier certains de leurs adversaires afin de faire en sorte qu'ils soient rejetés par les nationaux. Par exemple, à l'époque du Front populaire, le journal de tendance communiste *Szabad Szó* (La Libre parole) publie une série d'articles en français – ce fait, exceptionnel, marque que ceux-ci ont pour but d'influencer l'opinion française ; les rédacteurs y stigmatisent un certain nombre de leurs compatriotes du camp adverse accusés de mener une agitation contre l'ordre public au sein de l'immigration hongroise afin de perturber l'action du Front populaire. Le rédacteur feint de s'interroger sur la raison pour laquelle de tels individus

²⁵ SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers*, op. cit., pp. 425-435.

²⁶ SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers*, op. cit., pp. 295-312.

²⁷ Dès 1924, des instructions sont données dans ce sens par le ministre de l'intérieur Chautemps, puis formulées de manière très précise par la circulaire Sarraut du 6 octobre 1926 (cf. SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers*, op. cit., p. 276).

²⁸ *Le Journal de Roubaix*, 21 août 1929.

²⁹ *Le Journal de Roubaix*, 21 août 1929. Quant aux commentaires des quotidiens nationaux, ils sont plus spécifiquement consacrés à la question des étrangers communistes.

sont encore tolérés en France, espérant ainsi déclencher des réactions de rejet à leur égard³⁰.

La perception par les nationaux d'un trouble à l'ordre public spécifiquement provoqué par les étrangers est un élément décisif de l'image de ceux-ci dans l'opinion publique ; elle provoque, sans distinction, leur rejet.

* * *

On dénombre donc trois types de rejet ayant frappé les Hongrois dans l'entre-deux-guerres : une hostilité fondée sur la simple différence, laquelle est particulièrement perceptible dans le cadre de la concurrence économique existant entre immigrés et nationaux ; un rejet fondé sur la présomption de l'hostilité de la nation concernée vis-à-vis de la France ; un rejet des étrangers considérés comme nuisant à l'ordre public. Ces mécanismes du rejet constituent les exemples les plus fréquents, les plus banals, du rejet de l'étranger. L'exemple des Hongrois nous a permis d'élaborer une grille de lecture qui nous semble avoir une validité plus générale, en tout cas concernant les étrangers de type européen, dans le cadre d'une réflexion sur la question du rejet ; elle doit être confrontée à des recoupements et à des comparaisons avec d'autres nationalités et d'autres périodes.

³⁰ Cf. p. ex. *Szabad Szó*, II^e année, n° 14, 3 avril 1937, p. 1.

La question de la réussite des missions jésuites

THÉORIE ET PRATIQUE (1540-1773)

Adél MONOSTORI
Université de Szeged

Dans notre étude, nous cherchons à répondre à la question suivante : quelles sont les circonstances qui influencent la réussite des missions de la Compagnie de Jésus ? La question s'impose au vu des critiques¹ qui ont été formulées contre la Compagnie – au 18^e siècle et même plus tôt – et qui ont visées le plus souvent son activité missionnaire. Certes, il est clair que ces critiques doivent être considérées avec circonspection, car dans la plupart d'entre elles n'ont aucun fondement réel ; souvent elles se nourrissent de l'ambiance anti-jésuite de l'époque. Par contre, il y avait certainement des critiques

¹ Quelques exemples de critiques qui ont été formulées contre la Compagnie de Jésus:

« C'est un étrange spectacle de voir une société de prêtres et de religieux acquérir par la voie du commerce des richesses immenses, fonder des colonies et des empires, et couvrir du prétexte spécieux d'un zèle ardent pour la foi des entreprises qu'inspire une cupidité sans bornes. Tel est cependant le scandale que donnent les jésuites dans l'Eglise depuis près de deux siècles.[...] Dès la naissance de la société des jésuites, on leur reprocha une avidité insatiable des biens temporels, ils furent accusés de se conduire dans les pays où ils ont des missions, plutôt en marchands qui trafiquent, souvent avec la plus grande injustice, que comme des apôtres dont l'objet unique est de gagner des âmes à J.-C. Aussi peut-on dire que le commerce de ces pères surpasse, par son étendue, celui des compagnies de négociants les plus florissantes de l'Europe. Il embrasse l'ancien et le nouveau monde, la terre et la mer, le sacré et le profane, tout est mis à contribution pour enrichir la société. »

Cf. s.n., Les jésuites marchands, usuriers et usurpateurs, par G* de N*, Paris, chez les marchands de nouveauté, 1824, p.51.

„A peine nos pères s'étoient-ils introduits en France, que les Gouvernements des pauvres de Clermont-Ferrand qui leur dispuoient les legs fait à la Société par M. Duprat Eveque de cette ville, soutinrent qu'ils négocioient avec les Marchands, Banquiers autre pour l'entretienement de cette prétendue Religion”

„En 1594 l'Université de Paris qui demandoit leur expulsion, leur reprochoit le commerce dans les Indes et alleguoit des faits. Cette même Université produisit en 1644 un contrat passé entre les bons Pères et quelques Négocians, dans la ville de Dieppe, par lequel ils étoient intéressés de moitié à la cargaison d'un Vaisseau prêt à faire voile pour la nouvelle France : ce contract étoient de 1611.”

C.f. Jean Louis JOLIVET, Secret du gouvernement jésuitique ou abrégé des Constitutions de la Société de Jésus, Lettre à M. Le Duc de **, 1761, p.150-152.

« En 1646, ils [les jésuites] font à Séville une Banqueroute qui précipite dans la misère plusieurs Familles »

C.f. s.n., Lettre à l'auteur de l'article Jésuite dans le Dictionnaire Encyclopédique ou Compte-Rendu de cet article, 1766, p.178-180.

raisonnées. Le premier but de notre étude est donc de distinguer celles qui étaient fondées de celles qui étaient exagérées ; notre second objet est d'examiner le fondement de ces critiques afin d'y lire en creux une partie de la réalité de l'activité de la Compagnie de Jésus. Pour établir le bien-fondé des critiques², nous nous proposons d'utiliser d'une part l'*Institut* de la Compagnie, d'autre part ce que nous savons de la mise en œuvre des principes prescrits ainsi que les conditions du fonctionnement des missions de la Compagnie.

Nous allons examiner ce dernier – les conditions du fonctionnement – à la lumière d'une liste particulière – « liste des paramètres influents » – qui contient les paramètres dont nous pensons qu'ils peuvent avoir influencer considérablement le fonctionnement des missions, beaucoup plus qu'ils ne l'auraient fait dans un contexte européen ; contexte européen qui constituera notre référence étalon. L'utilisation de cette liste spéciale

² Encore quelques exemples des critiques formulées contre la Compagnie :

„Ils [les jésuites] avaient obtenu de Grégoire XIII. le privilège exclusif de prêcher, ou plutôt de trafiquer au Japon : la Bulle de ce Pape ayant été modifiée par Clément VIII. qui permit aux autres Religieux d'y porter la lumière de l'Evangile, la Société fut éclairée de près par le bienheureux Sotèle de l'Ordre des Frères Mineurs, qui dans une lettre fort étendue adressée au Pape Urbain VIII en 1624 dévoila le négoce scandaleux et les usures criantes des bons Pères. Urbain en 1633, fit de rigoureuses défences aux Missionnaires de se mêler de commerce.”

„En 1647 Dom Jean Palafox Eveque d'Angéopolis, prélat digne de la plus grande vénération écrivoit à Innocent X. qu'il avoit trouvé entre les mains des Jésuites des richesses immenses: „ils ont – disoit-il – six des plus grandes Sucreries or une de ces Sucreries, très S.Père, vaut ordinairement un demi-million d'écus, et même plus, quelques-unes approchent d'un million... ils ont aussi des mines d'argent très-abondantes, ... il faut ajouter à cette énorme opulence et à ces biens immenses, une merveilleuse adresse à les faire valoir et à les augmenter chaque jour par l'industrie de leur trafic, tenant des magasins publics, des marchés de bétail, des boucheries, des boutiques pour les commerces les plus bas et le plus indignes de leur profession, envoyant une partie de leurs marchandises à la Chine par les Philippines.”

« C'est par une suite de sa façon de procéder qu'elle [la Compagnie] refusoit de payer la dîme au Mexique, quoiqu'elle y possédât des fonds immenses, exploités avec toute l'industrie des plus habiles Négocians. La requête présentée depuis peu au Roi d'Espagne par les Chapîtres du Mexique et de la Pueble de los Angelos, nous administre une preuve toute récente du goût de l'Ordre pour la pauvreté religieuse. La banque publique ouverte à Carthagène et à Quito du tems de Dom Palafox manifestoit cette pauvreté jésuitique si ouvertement, et d'une manière si préjudiciable au commerce, que le conseil des Indes fut obligé pour arrêter le torrent de cette avidité, de défendre à « la très-petite Société de Jésus » d'avoir des canots et des magasins. »

« En 1669 Clément IX. renouvella les dispositions de la Bulle d'Urbain VIII. qui défendoient tout commerce aux Missionnaires. Quelle avoit été l'occasion de ces défenses réitérées ? Les Vicaires apostoliques envoyés par le S. Siège à la Chine et dans les Royaumes voisins avoient fait au souverain Pontife un détail si assigeant du trafic de la Société, qu'il se crut obligé de rappeler les ordres de ces prédécesseurs. Les Jésuites respectèrent sans doute pour le moment les foudres du Vatican ; mais ils eurent bientôt oublié l'orage. Treize ans après, Philippe Pardo Evêque de Manille fut obligé après des informations juridiques de les rappeler encore aux Saints Canons, et de faire cesser leur trafic dans cette Isle. »

C.f. Jean Louis JOLIVET, *Secret du gouvernement jésuitique ou abrégé des Constitutions de la Société de Jésus*, Lettre à M. Le Duc de **, 1761, p.150-152.

nécessite une définition préalable de ce qu'on entend sous « paramètres influents ». Ces derniers sont à comprendre comme étant avant tout les circonstances géographiques, économiques, politiques et culturelles, mais aussi les conditions financières et juridiques qui caractérisent la région destinée à l'évangélisation. Nous allons donc examiner le fonctionnement des missions de la Compagnie de Jésus à partir de ces points de vue.

Avant de commencer notre analyse, il nous faut encore fournir quelques explications quant à la période de l'analyse. Comme nous l'avons déjà indiqué dans le titre, nous avons l'intention d'examiner le fonctionnement des missions de la Compagnie de 1540, date de l'approbation papale, à 1773, année de la suppression papale. Cette longue période correspond à toute la première partie de l'existence de la Compagnie. Il est nécessaire de prendre en considération ces deux siècles d'histoire dans l'analyse de la réussite du travail missionnaire qui n'est possible que dans le temps long. Nombre d'éléments n'ont d'influence qu'à long terme. De plus, la suppression officielle mit fin dans quelques cas au bon fonctionnement des missions.

I. La théorie

L'arrière plan de l'analyse des objectifs de la compagnie

Dans cette première partie de notre étude nous allons examiner en général les objectifs de la Compagnie de Jésus. Le but dans lequel Saint Ignace a fondé la Compagnie.

Lors de l'analyse des objectifs d'une institution, la première question qu'il faut toujours poser est s'il y a des sources écrites. Quant à la Compagnie de Jésus, nous sommes dans une situation heureuse, car la Compagnie en dispose un. Le recueil des documents écrits de la Compagnie porte le nom de *l'Institut*³ qui contient les documents⁴ les plus authentiques et les plus prestigieux⁵ relative au fonctionnement de la Compagnie.

³ « Par le nom d'*Institut* de la Compagnie on entend désigner soit la manière de vivre et d'agir (27), soit les documents écrits qui la présentent sous une forme officielle et légitime. Parmi ces documents, il y en a qui sont de véritables lois, d'autres qui inspirent ou éclairent la spiritualité ou notre la de procéder, ou bien qui renvoient aux saines traditions de la Compagnie (28). » ((27) Cf. Paul III, "Regimini militantis" (1540); Jules III, "Exposcit debitum" (1550); *Formule de l'Institut* de Paul III, Jn. 1 et 9; *Formule de l'Institut* de Jules III, Jn. 1, 2 et 9. (28) Cf. Normes Complémentaires, Prologue, section III., ch 1., n.7. in : Constitution de la Compagnie de Jésus et Normes Complémentaires, Paris, 1997, p.301.

⁴ „Ils font partie de *l'Institut* : 1° *Les Constitutions et l'Examen Général* avec leurs *Déclarations* ; Saint Ignace les a composés en raison d'une faculté apostolique accordée à la Compagnie (32) ; la 1° Congrégation Générale les a révisés et confirmés.” Cf. Normes Complémentaires, Prologue, Section III., ch.1. n 10. in : Constitution de la Compagnie de Jésus, p.302.

⁵ „Dans *l'Institut*, le premier rang de dignité et d'autorité revient à la "*Formule*" de l'*Institut* ou "*Règle*" fondamentale de la Compagnie ; cette *Formule* a été spécifiquement approuvée par Paul III (1540), puis dans une rédaction plus exacte et plus précise par Jules III (1550) et par plusieurs de leurs successeurs; c'est elle surtout qui est passée dans le Droit Pontifical.” Cf. Normes Complémentaires, Prologue, Section III., ch.1. n. 9. 1§.in : Constitutions de la Compagnie de Jésus, p.302.

Du point de vue de notre analyse, parmi les documents de l'*Institut*, il y en a trois qui tirent notre attention. La Règle fondamentale de la Compagnie, dit la (première) *Formule*, approuvée par Paul III. (1540) ; la (deuxième) *Formule*, qui est la confirmation de la première par Jules III. (1550) et les *Constitutions*, rédigées par Saint Ignace (1556). Tous ces documents contiennent en forme plus long ou plus court, ou bien rédigé plus exactement ou plus précisément les objectifs de la Compagnie de Jésus. Parmi ces documents, le document le plus important, par son premier rang de dignité et d'autorité est incontestablement la *Formule* de 1540. Par cette raison, c'est le document que nous allons avant tout analyser. Les deux autres documents mentionnés sont également très importants car ils reflètent comment le système juridique de la Compagnie s'est constitué peu à peu. Bien sûr, nous présentons ces variations de texte, mais en raison de leur longueur et de leur contenu similaire, nous les présentons en note de bas de page.

L'analyse que nous avons l'intention de présenter aux pages suivantes, est destinée à révéler les fondes possibles des critiques et aussi à nous fournir une réponse à la question si les fonds possibles peuvent avoir leurs sources dans l'*Institut* de la Compagnie.

Les objectifs ignatiens

Pour commencer notre analyse relative à l'*Institut*, examinons d'abord très brièvement les objectifs ignatiens. Regardons tout d'abord ce que la première *Formule* (1540) en dit :

„Celui qui veut, dans notre Compagnie que nous désirons voir désignée du nom de Jésus, combattre pour Dieu sous l'étendard de la croix et servir le Seigneur seul et le Pontife Romain, son Vicaire sur la terre, se persuadera que, après le vœu solonnel de perpétuelle chasteté, il faire partie d'une Compagnie instituée avant tout pour se consacrer principalement au bien des âmes dans la vie et dans la doctrine chrétiennes, et à la propagation de la foi, par des prédications publiques et le ministère de la parole de Dieu, les Exercices Spirituels et les oeuvres de charité, et notamment par la formation chrétienne des enfants et des ignorants, et la consolation spirituelle des fidèles par les confessions.”⁶

⁶Cf. *Formule* (1540) n.l. : *Constitutions* de la Compagnie de Jésus, pp.5-6.

Nous avons trouvé également la version ancienne du texte de la *Formule* de 1540 que nous mettons maintenant à la disposition de la curiosité des lecteurs :

„Quiconque voudra, sous l'étendard de la croix, porter les armes pour Dieu et servir le seul Seigneur et le Pontife romain, son vicaire sur la terre, dans notre Société, que nous désirons être appelée la Compagnie de Jésus, après y avoir fait vœu solonnel de chasteté perpétuelle, doit se proposer de faire partie d'une société principalement instituée pour travailler à l'avancement des âmes dans la vie et dans la doctrine chrétiennes, et à la propagation de la foi, par des prédications publiques et le ministère de la parole de Dieu, par des exercices spirituels et des oeuvres de charité, notamment en faisant le catéchisme aux enfants et à ceux qui ne sont pas instruits du christianisme et en entendant les confessions des fidèles pour leur consolation spirituelle.”

Cf. *Formule* (1540), n.l. in: Herrmann MÜLLER, *Les origines de la Compagnie de Jésus*; Ignace et Lainez, Paris, Librairie Fischbacher, 1898, p.294.

L'objectif principal de la fondation de la Compagnie est donc la propagation de la foi. Pour sa réalisation, Saint Ignace et ses compagnons ont choisi une méthode inédite: une activité missionnaire active et dynamique sous la direction directe du pape. Cette volonté est exprimée par le célèbre quatrième vœux⁷. La *Formule* en dit la chose suivante:

„Tous les compagnons sauront et auront présent à l'esprit, [...] que cette Compagnie entière et chacun combattent pour Dieu sous une fidèle obéissance à Sa Sainteté notre Pape et aux autres Pontifes Romains, ses successeurs.[...] cepedant, pour une plus grande humilité de notre Compagnie, une parfaite mortification de chacun et l'abnégation de nos volontés, nous avons jugé qu'il était suprêmement utile que chacun de nous soit lié, en plus de ce lien commun, par un vœu spécial, de telle sorte que nous soyons tenus d'exécuter sans aucune tergiversation ni excuse, immédiatement, autant que cela dépend de nous, tout ce qu'ordonnent le Pontife Romain actuel et les autres qui lui succéderont, concernant le bien des âmes et la propagation de la foi, quels que soient les pays auxquels ils veulent nous envoyer, soit chez les Turcs, soit chez n'importe quels autres infidèles qui existent, même dans les régions qu'on appelle les Indes, soit chez n'importe quels hérétiques, soit chez les schismatiques, soit même chez les fidèles quels qu'ils soient.”⁸

Ces citations donnent l'impression que les objectifs esquissés et la méthode proposée par Saint Ignace sont simples et très claires. La deuxième *Formule* et les *Constitutions* ne sont pas moins claires sur ces objectifs et cette méthode, même s'ils sont plus précis⁹.

⁷ L'aspect singulier de ce quatrième vœux se retrouve dans plusieurs faits. Premièrement, les jésuites sont les seuls qui entretiennent une relation si directe avec le souverain Pontife. Deuxièmement, ils sont les premiers qui se chargent un apostolat actif et volontaire. Troisièmement le fait qu'ils aient couché par écrit leurs objectifs constitue une nouveauté dans le droit de réguliers. Cf. A. BROU, Les missions étrangères aux origines de la Compagnie de Jésus in: Revue d'Histoire des missions, 1928 (V.), p.364-365.

⁸ Cf. *Formule* (1540) n.3.: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.8-10.

La version ancienne du texte de la *Formule* de 1540 relative au travail apostolique est la suivante :

„Que tous les membres de la Compagnie sachent donc, [...] que toute cette Compagnie et tous ceux qui la composent combattent pour Dieu sous les ordres de notre très saint Seigneur le Pape et des autres Pontifes romains ses successeurs.[...] cepedant, afin que l'humilité de notre Société soit encore plus grande, et que le détachement de chacun de nous, l'abnégation de nos volontés soient plus parfaits, nous avons cru qu'il serait utile, outre ce lien commun à tous les fidèles, de nous engager encore par un vœu particulier, en sorte que, quelque chose que le Pontife romain actuel et ses successeurs nous commandent concernant le progrès des âmes et la propagation de la foi, nous soyons obligé de l'exécuter à l'instant, sans tergiverser ni nous excuser, en quelque pays qu'il puisse nous envoyer, soit chez les Turcs et les autres infidèles, même dans les Indes; soit vers les hérétiques et les schismatiques, ou vers les fidèles quelconques.”

Cf. *Formule* (1540), n.3. in: H. MÜLLER, Les origines, p.295-296.

⁹ Dans la *Formule* de 1550 nous trouvons déjà la variation suivante relative aux objectifs de la Compagnie:

„Celui qui veut, dans notre Compagnie que nous désirons voir désignée du nom de Jésus, combattre pour Dieu sous l'étendard de la croix et servir le Seigneur seul et l'Eglise son épouse sous le Pontife Romain, Vicaire du Christ sur la terre, se persuadera que, après le vœu solennel de perpétuelle chasteté, pauvreté et obéissance, il faire partie d'une Compagnie instituée avant tout

Saint Ignace propose donc à ses compagnons de travailler pour „la plus grande gloire de Dieu”, de participer dans la réalisation de bien suprême universel et être à la disposition des âmes où on en a le plus grand besoin. Pour la réalisation la plus parfaite possible de ces objectifs, Saint Ignace ne fixe pas les limites géographiques du travail apostolique, mais il laisse le choix des lieux au pape. Mais ces objectifs et cette méthode étaient-ils vraiment aussi claires et simples à réaliser ? Regardons cela en détail !

La méthode d'évangélisation proposée par Saint Ignace

Dans la *Formule* de 1540, Saint Ignace s'exprime de la façon suivante quant à la méthode de l'évangélisation à suivre: „que nous soyons tenus d'exécuter sans aucune tergiversation ni excuse, immédiatement, autant que cela dépend de nous, tout ce qu'ordonnent le Pontife Romain actuel et les autres qui lui succéderont, concernant le bien des âmes et la propagation de la foi, quels que soient les pays auxquels ils veulent nous envoyer...”¹⁰

Dans le septième chapitre des *Constitutions*, Saint Ignace parle plus en détail de la méthode de l'évangélisation qu'il propose, de manière suivante :

„Dans la septième partie, il faut parler de ce qu'ils doivent observer à l'égard du prochain (ce qui est la fin tout à fait propre de notre Institut), quand ils sont répartis dans la vigne du Christ pour travailler dans la partie de celle-ci et dans l'œuvre qui leur auront été confiées. Et cela, qu'ils soient envoyés en divers lieux, soit par le Souverain Vicaire du Christ notre Seigneur, soit par les Supérieurs de la Compagnie qui tiennent aussi pour

pour se consacrer principalement à la propagation de la foi et au bien des âmes dans la vie et la doctrine chrétiennes, par des prédications publiques, les leçons et tout autre ministère de la Parole de Dieu, et les Exercices Spirituels, la formation chrétienne des enfants et des ignorants, la consolation spirituelle des fidèles par les confessions et l'administration des autres sacrements.”

Cf. *Formule* (1550) n.1. in: *Constitution de la Compagnie de Jésus*, pp.5-6.

Et relative au travail apostolique:

„Tous ceux qui font profession dans cette Compagnie [...] que cette Compagnie toute entière et chacun de ceux qui y font profession combattent pour Dieu sous une fidèle obéissance à Sa Sainteté notre Pape Paul III. et aux autres Pontifes Romains, ses successeurs. [...] J'espérant, en vue d'une plus grande dévotion dans l'obéissance au Siège Apostolique, d'une plus grande abnégation de nos volontés et d'une plus sûre direction de l'Esprit Saint, nous avons jugé qu'il était suprêmement utile que chacun de nous et tous ceux qui feront à l'avenir la même profession soient liés, en plus de ce lien commun de trois vœux, par un vœu spécial en vertu duquel nous soyons tenus d'exécuter sans aucune tergiversation ni excuse, immédiatement, autant que cela dépend de nous, tout ce qu'ordonnent le Pontife Romain actuel et les autres qui lui succéderont, concernant le bien des âmes et la propagation de la foi, quels que soient les pays auxquels ils veulent nous envoyer, soit qu'ils estiment devoir nous envoyer chez les Turcs, soit chez n'importe quels autres infidèles, même dans les régions qu'on appelle les Indes, soit chez n'importe quels hérétiques ou schismatiques, soit même chez les fidèles quels qu'ils soient.”

Cf. *Formule* (1550) n.3. in: *Constitution de la Compagnie de Jésus*, pp.8-10.

Quant à la version des *Constitutions* voir le texte sous la note n.11.

¹⁰ *Formule* (1540), n.3. in: *Constitution de la Compagnie de Jésus*, p.9.

eux la place de la divine Majesté ou bien qu'ils choisissent pour eux-mêmes où et à quoi se dépenser, s'il a été laissé à leur jugement de parcourir tout lieu où ils penseraient pouvoir réaliser un plus grand service de notre Dieu et Seigneur et un plus grand profit pour les âmes. [...] Et pour traiter d'abord de la mission donnée par le Souverain Pontife, en tant que la plus importante parmi toutes les autres, il faut remarquer que l'intention de ce vœu par lequel la Compagnie s'est liée une obéissance sans aucune excuse au Souverain Vicaire du Christ, est que nous nous portions en tout pays où il jugerait devoir nous envoyer parmi les fidèles ou les infidèles pour une plus grande gloire de Dieu et un plus grand secours des âmes. La Compagnie n'a pas entendu être en un lieu particulier, mais qu'elle serait répandue à travers le monde en différentes régions et en différents lieux, désirant choisir ce qui serait le mieux à faire et espérant qu'il en serait ainsi si la répartition de ses membres était faite par le Souverain Pontife."¹¹

„En outre, celui qui aura été désigné par le Souverain Pontife pour se rendre quelque part s'offrira généreusement, sans demander, par lui-même ou par un autre, aucune aide matérielle comme viatique”

„S'il est envoyé par le Souverain Pontife en des lieux particuliers, sans que la durée soit déterminée, on comprendra qu'il doit y rester trois mois; et cela plus ou moins, selon le plus ou moins grand fruit spirituel qu'il lui semblera y recueillir, ou qu'il espérera recueillir ailleurs, ou encore selon ce qu'on jugera convenir davantage pour un bien universel.”

„Afin qu'on puisse subvenir aux besoins spirituels des âmes en de nombreuses régions avec plus de facilité, et plus de sécurité pour ceux qui seront nommés dans ce but, les Préposés de la Compagnie pourront, selon la faculté accordée par le Souverain Pontife, envoyer là où ils le jugeront plus opportun n'importe lesquels des membres de la Compagnie; cependant, où qu'ils se trouvent, ils seront toujours prêts à obéir au Saint-Siège.”

„En quelque lieu que le Supérieur envoie quelqu'un, il devra lui donner des instructions complètes, habituellement par écrit, aussi bien sur la manière de procéder que sur les moyens dont il veut qu'il se serve en vue de la fin à laquelle il pense. Grâce aussi à un fréquent échange de lettres, autant que cela sera possible, informé de tout ce qui arrive.”

*„Où qu'il se trouve, s'il ne lui a pas été ordonné d'utiliser tel moyen déterminé, comme serait l'enseignement ou la prédication, il se consacrera à l'un de ceux qu'utilise la Compagnie.”*¹²

Que nous indiquent ces détails ? Quelle est exactement la méthode que propose Saint Ignace pour le travail apostolique ? Il accentue l'obéissance au pape et au Général de la Compagnie afin de réaliser le plus parfaitement possible le bien suprême. Il décrit précisément les principes à suivre lors de la sélection du futur missionnaire, des voyages, du séjour, quant aux tâches à accomplir, aux méthodes à utiliser et aux compte-rendus à

¹¹ C.f. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 7e partie, ch.1., n.603. in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.213-214.

¹² Cf. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 7e partie, ch.1., n.609; n. 615.; ch.2., n.618.; n.629.; ch.3., n.634.; in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.215-216; p.218.; p.225.

faire. Il y a là une peinture fournissant une image plus nuancée et beaucoup plus concrète sur sa méthode. Et quelques paragraphes plus loin, Saint Ignace ajoute encore quelques explications, quelques précisions :

„La Compagnie ne s'efforce pas seulement d'aider le prochain en se rendant en différents lieux, mais également en résidant de façon continue en certains lieux, comme les maisons et les collèges. Il est donc bon d'avoir compris par quels moyens on peut aider les âmes en de tels lieux.”

„Ce qui importera en premier lieu est le bon exemple d'une parfaite honnêteté et de la vertu chrétienne. De même, on aide le prochain par les saints désirs et par les prières faites en présence de Dieu pour toute l'Eglise. On peut aussi apporter une aide par les messes et les autres offices divins célébrés. On pourra aussi aider le prochain par l'administration des sacrements, spécialement en entendant les confessions et en administrant le saint Sacrement de l'Eucharistie dans son église. La Parole de Dieu sera assidûment proposée au peuple dans l'église, dans des sermons, des enseignements et dans l'explication de la doctrine chrétienne, par ceux que le Supérieur approuvera et désignera pour cette charge; et ceci aux moments et de la façon qui lui sembleront convenir pour une plus grande gloire de Dieu et une plus grande édification des âmes.”¹³

„Ils s'emploieront aussi aux œuvres de miséricorde corporelle dans la mesure où le permettront les œuvres spirituelles, qui ont plus d'importance, et dans la mesure où leurs forces le leur permettront: par exemple en portant aide aux malades, spécialement en les visitant dans les hôpitaux et en envoyant des personnes pour les servir, et en rétablissant la concorde entre gens en désaccord; ou encore en soulageant personnellement les pauvres et les détenus dans les prisons publiques, autant que faire se pourra, et en veillant à ce que d'autres le fassent aussi. Nous n'irons pas plus loin au sujet des missions ou de la répartition des membres de la Compagnie dans la vigne de Jésus Christ notre Seigneur.”¹⁴

Un peu plus en haut, nous nous sommes demandés si la méthode proposée par Saint Ignace est vraiment claire et simple à réaliser. Concernant la clareté, nous pouvons maintenant dire oui. Saint Ignace a rédigé précisément ses idées. Pour ce qui est de la réalisation, la méthode qu'il a exposé se préoccupe plus de la tâche spirituelle à accomplir que des problèmes pratiques. Ainsi se pose la question de savoir si sa méthode était vraiment adaptée à l'accomplissement de la tâche du travail apostolique. Répondre à cette question revient à éclairer une autre interrogation : à qui parle Saint Ignace dans les *Constitutions* ?

Si on examine le texte des *Constitutions* et des *Formules* – ou les textes des citations – nous voyons que Saint Ignace n'adresse la parole qu'au futur missionnaire. Il ne parle donc qu'à une personne. Cela nous signifie que sa méthode ne s'adresse qu'à une personne et point à une organisation missionnaire. Pourquoi est-il important faire la distinction entre une méthode d'évangélisation s'adressant à une personne et une qui

¹³ Cf. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 7e partie, ch.4., n.636.; n.637.; n.638.; n.640.; n.642.; n.645. in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.226-228.

¹⁴ Cf. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 7e partie, ch.4., n.650.; n.654. in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.229-230.

s'appliquerait à une organisation missionnaire ? Cela est important à cause des critiques qui ont touché l'activité missionnaire de la Compagnie. Elles l'ont touché et point le comportement personnel des missionnaires jésuites¹⁵.

Partons des critiques ! Nous cherchons le possible bien-fondé des critiques et c'est dans ce but que nous analysons ici *l'Institut* de la Compagnie de Jésus. Or, ces critiques touchent l'organisation missionnaire de la Compagnie, autrement dit le système institutionnel des missions, qui est bien ultérieur – et d'ailleurs contemporain des critiques – à la rédaction des documents de *l'Institut*. Notre question – qui essaie de trouver la réponse à la question si la méthode d'évangélisation ignatienne était adéquate – peut donc paraître anachronique. Comme nous l'avons déjà vu, la méthode d'évangélisation proposée par Saint Ignace, malgré le fait qu'elle soit rédigée précisément, ne s'adresse qu'à une seule personne, au futur missionnaire. Du point de vue du travail missionnaire d'un individu, et notamment de tout ce qui concerne les tâches spirituelles à accomplir, cette méthode serait adéquate. Mais au vue des critiques, nous pouvons dire que la méthode d'évangélisation ignatienne n'était pas adéquate pour assurer la direction d'un système institutionnel des missions. Elle ne l'était pas et elle ne pouvait pas l'être. En effet, la rédaction des documents de *l'Institut* étant antérieure aux critiques et à la naissance de ce système institutionnel des missions de la Compagnie, ces documents ne peuvent rien contenir concernant ce dernier. Pourtant ce défaut de *l'Institut*, nous ne pouvons pas le reprocher à Saint Ignace. Ni lui, ni personne à son époque ne se doutait et ne pouvait se douter du développement inattendu de l'intérêt pour le travail apostolique de la Compagnie. En revanche, il apparaît légitime de se demander pourquoi, vu le développement cet intérêt et vu la transformation de la méthode d'évangélisation de la Compagnie qui s'en suivit – d'une personne à un système institutionnel – pourquoi les jésuites, les successeurs de Saint Ignace, n'ont pas modifié *l'Institut* et la réglementation relative à la méthode d'évangélisation ?

Pourtant, nous avons trouvée une indication dans les *Constitutions* et qui pourrait peut-être être interprétée comme un signe précoce de ce système institutionnel des missions. Elle est le paragraphe 636, dans le quatrième section du septième chapitre. Elle dit la chose suivante :

„La Compagnie ne s'efforce pas seulement d'aider le prochain en se rendant en différents lieux, mais également en résidant de façon continue en certains lieux, comme les maisons et les collèges. Il est donc bon d'avoir compris par quels moyens on peut

¹⁵ Les critiques que nous avons lues ne s'arrêtaient jamais sur le comportement personnel des missionnaires jésuites ou le travail apostolique qu'ils faisaient. Dans le comportement des jésuites à la Martinique, nous lisons la chose suivante: „*Quoi qu'il en soit, tandis que les administrateurs se font l'écho de bien des plaintes quand il s'agit des autres religieux, ils n'ont que des éloges à l'adresse des jésuites. En 1683, Blénac et Bergon (l'intendant et le gouverneur) écrivent: „Nous devons cette justice aux jésuites d'informer sa Majesté qu'ils n'ont dans les îles que de très bons sujets qui se sont distingués par leur mérite particulier et les soins qu'ils prennent pour l'instruction des peuples. ”*” Cf. Joseph RENNARD, *Histoire religieuse des Antilles françaises des origines à 1914*, Paris, Librairie Larose, 1954, p. 191.

*aider les âmes en de tels lieux, afin que l'on mette en œuvre ceux que l'on pourra, pour la gloire de Dieu.*¹⁶

Ce petit passage nous suggère que Saint Ignace a compté quelque part sur le développement de l'intérêt pour le travail apostolique de la Compagnie et ainsi aussi sur la transformation de leur méthode de l'évangélisation. Pourtant, sa mort précoce et le manque du nombre des expériences du fonctionnement des missions empêchèrent la modification de la réglementation de l'*Institut* relative à la méthode d'évangélisation.

Pour résumer, après avoir examiné l'*Institut* de la Compagnie de Jésus, nous pouvons dire que son principal défaut fut l'absence de prise en compte des évolutions institutionnelles de la Compagnie en matière d'évangélisation. Il pouvait donc fournir des prétextes aux critiques.

II. La pratique

Les principes de l'analyse de la pratique

Dans notre étude nous cherchons la réponse à la question suivante: quelles sont les conditions qui influencent le fonctionnement des missions de la Compagnie de Jésus ? Dans la première partie, nous avons examiné les documents écrits de la Compagnie comme sources possibles de critiques. Dans cette deuxième partie, nous allons analyser la pratique pour déterminer si oui ou non elle pouvait prêter le flanc aux critiques. Dans ce but, nous allons ici analyser comment les objectifs ignatiens se sont réalisés de manière concrète, sur le terrain. En quoi ont-ils effectivement réalisé ? Et comment les circonstances locales ont-elles influencé la réalisation des objectifs ?

Pour l'analyse des circonstances – comme nous l'avons déjà mentionné – nous proposons d'examiner une liste, celle des „paramètres influents”, qui pesaient considérablement le fonctionnement des missions de la Compagnie. Ces „paramètres influents” sont les suivants: *les circonstances géographiques, économiques, sociales, politiques et culturelles ainsi que les conditions juridiques et financières qui caractérisent la région destinée à l'évangélisation.*

Sous le terme de *circonstances géographiques*, il faut surtout comprendre la situation géographique et les conditions climatiques qui en découlent.

Les *conditions économiques* comprennent le mode de production ainsi que les plantes susceptibles d'être cultivées, elles-mêmes d'ailleurs déterminées par les conditions géographiques.

Sous le terme *conditions sociales*, nous entendons le degré d'ouverture de la société aux idées nouvelles et l'existence d'un groupe social sur lequel les missionnaires pouvait s'appuyer dans leur travail apostolique.

Les *circonstances politiques* concernent la réaction des souverains par rapport au christianisme et par rapport à la volonté des missionnaires de propager de leur foi.

¹⁶ Cf. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 7e partie, ch.4., n.636. in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, p227.

Les traditions culturelles de la région qui facilitaient ou au contraire empêchaient l'intégration du christianisme et le travail apostolique constituent les *circonstances culturelles*.

Quant aux circonstances financières, il s'agit de la possession permanente d'une rentrée d'argent couvrant les frais du fonctionnement, sous forme de subvention pouvant venir des souverains locaux ou des monarchies européennes. Par ailleurs, il faut souligner dans cette rubrique l'importance de la création des conditions financières minimales, nécessaires à la fondation et au fonctionnement d'une maison dépendant de la Compagnie de Jésus.

Enfin, les *circonstances juridiques* sont à comprendre comme les conditions qui pourraient éventuellement limiter au niveau de la géographie ou du point de vue du personnel le travail apostolique.

Ce sont donc les paramètres avec lesquels nous allons examiner les conditions du fonctionnement des missions jésuites.

Pour juger de la réalisation de la méthode et des objectifs ignatiens, ainsi que de la manière avec laquelle ils ont été réalisés, nous allons examiner les différentes régions où la Compagnie a missionné. Puisque nous prenons le contexte européenne comme référence, nous verrons d'abord l'Europe, puis les mondes extra-européens.

Pour l'objectivité de notre analyse, il nous faut préciser que les objectifs et l'action de la Compagnie en l'Europe, d'une part, et dans le reste du monde, d'autre part, s'inscrivaient dans des objectifs forts différents. En Europe, l'objectif principal de la Compagnie était le renforcement du catholicisme, rendu nécessaire par les débats théologiques du 16^{ème} siècle et par les guerres de Religions. Ailleurs, leur principal objectif ne pouvait être que la propagation du christianisme, face aux cultures et religions locales traditionnelles. Cela signifie d'une part *qu'a priori* la réussite des missions jésuites ne pouvait pas être du tout de même nature dans les deux endroits; d'autre part, que les problèmes et les défis auxquels la Compagnie était confrontée dans son travail apostolique étaient fort différents.

L'Europe

L'Europe est „le pays d'origine” de la Compagnie. Bien évidemment, dès sa fondation et tout au long de son existence et de son travail, la Compagnie bénéficiait des avantages que lui procurait une connaissance parfaite de la mentalité et du contexte européens. L'avantage le plus important était le fait que l'Europe était depuis des siècles chrétienne. Ainsi l'objectif principal de la Compagnie se limitait au renforcement du catholicisme face à la forte présence du protestantisme. Connaissant également les structures sociales et les traditions culturelles, les jésuites savaient pertinemment sur qui ils pouvaient pour un appui juridique ou sur une aide financière. Les nobles et les monarques constituaient ses principaux soutiens, l'appui ou les dons à l'institution ecclésiastique faisant toujours partie de la mentalité européenne. La Compagnie maîtrisait également naturellement les paramètres géographiques et climatiques qui déterminent les modes de production agricole et les plantes permettant d'espérer le meilleur rapport possible. Ainsi les jésuites

– dans leurs collèges¹⁷ – ont suivi aussi le mode de production traditionnel fondé sur la production de céréales. Quant aux conditions politiques et juridiques, elles étaient également imprégnées des traditions chrétiennes, même si ces conditions différaient selon les pays. Malgré cette situation somme toute plutôt favorable à la Compagnie de Jésus, les questions de subsistance restaient un problème délicat, toujours pour les maisons professes; souvent pour les collèges et les résidences¹⁸.

Pour résumer, nous pouvons dire que grâce à une situation très favorable, la mentalité européenne étant depuis longtemps marquée par le christianisme, la tâche spirituelle à accomplir de la Compagnie de Jésus – ici, la propagation du catholicisme – put se réaliser beaucoup plus facilement et avec un succès considérable. La méthode d'évangélisation ignatienne fut également une réussite. En revanche, au niveau de la réalisation pratique et de la vie quotidienne, il y avait des difficultés. La connaissance des „paramètres influents” concrets comme les circonstances géographiques ou économiques facilitaient bien sûr la vie quotidienne des jésuites et ainsi la réalisation des objectifs de la Compagnie. Pourtant; comme nous l'avons déjà mentionné, le plus grave problème demeurait la subsistance quotidienne.

Il nous paraît donc et surtout faut des critiques relatives au travail des jésuites en Europe que ces missions européennes – ou bien en Europe plutôt les résidences et les collèges – ont bien fonctionné. Pourtant ce n'était pas tellement le cas. Le secret de la réussite de ces institutions se trouvait dans la connaissance des mentalités européennes, toutes imprégnées de christianisme. Ce poids du christianisme empêcha durant longtemps l'expression de critiques à l'encontre du fonctionnement des missions européennes de la Compagnie et des défauts de l'*Institut* (notamment la divergence entre les principes écrits et entre leur réalisation).

¹⁷ Conformément à l'*Institut* de la Compagnie, seuls les collèges avaient le droit d'avoir des biens et des revenus fixes qu'ils devaient cependant obligatoirement consacrer au but indiqué par le fondateur du collège, le plus souvent à l'entretien du collège et des élèves.

„Ils pourront cependant avoir, dans les Universités, un collège ou des collèges ayant des revenus, des rentes ou des propriétés qui doivent être appliquées à la vie quotidienne et à ce qui est nécessaire aux étudiants.”

Cf. Formule (1540), n.8. in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, p.14.

¹⁸ Concernant les questions de subsistance, nous trouvons les dispositions suivantes dans les *Constitutions* :

„Dans les maisons ou les églises que la Compagnie acceptera pour aider les âmes, on ne pourra avoir des revenus pas même en les appliquant à la sacristie, ou à la fabrique, ni pour quelque autre raison, en sorte que la Compagnie n'en dispose aucunement. Mais elle mettra sa confiance en Dieu seul qu'elle sert par sa grâce et qui, sans qu'on ait aucun revenu, nous pourvoira de tout ce qui convient pour sa plus grande louange et sa plus grande gloire.” „Ce ne sont pas seulement des revenus, mais aussi des propriétés, qu'elles soient individuelles ou communes, que les maisons ou les églises de la Compagnie ne peuvent avoir, en dehors de ce qui, pour leur habitation et leur usage, leur serait nécessaire ou conviendrait particulièrement.” „Les Profès, quand ils ne sont pas envoyés à l'extérieur, vivront d'aumônes dans les maisons.” Cf. SAINT IGNACE DE LOYOLA, Les Constitutions, 6^e partie, ch.2, n.555; n.561; n.557 in: Constitutions de la Compagnie de Jésus, pp.197-199.

Les régions extra-européennes

La différence la plus importante par rapport à l'Europe – comme nous l'avons déjà mentionné – était qu'outre-mer l'objectif principal des jésuites était la propagation du christianisme. La tâche n'était pas facile, surtout face à des cultures très anciennes comme le hindouisme, le confucianisme ou le bouddhisme. De plus, contrairement à l'Europe, ici les jésuites ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'écart culturel n'était point la seule différence par rapport à l'Europe : le contexte, sous ses différentes formes, était sensiblement autre, comme nous allons l'examiner plus en détails dans les paragraphes suivants.

Par rapport à ces circonstances, nous voudrions attirer l'attention sur un „paramètre influent” très important, pourtant différent de ceux que nous avons jusqu'ici examiné. Il s'agit du rôle des monarchies européennes dans ces régions, qui, par intérêt, favorisaient la colonisation. Cependant, en raison du droit de patronnage¹⁹, elles étaient également contraintes d'organiser l'évangélisation de ces territoires. Pour ce faire, elles s'adressaient souvent aux ordres religieux. C'est ainsi que les rois portugais et espagnol, puis le roi français invitèrent les jésuites à participer dans ce travail. Le droit de patronnage avait le grand avantage de fournir une subvention régulière aux missionnaires, mais il avait également des inconvénients²⁰. Il permettait une sorte de contrôle étatique sur le travail des missionnaires et il exigeait le respect des intérêts monarchiques. Du point de vue des jésuites, cela signifiait souvent une restriction de leur champ d'activité, suscitait les

¹⁹ Le droit de patronnage est l'ensemble des droits et des obligations que les rois portugais et espagnols, en tant que patrons de l'Eglise, ont reçu du pape en leur confiant la tâche de l'évangélisation des territoires nouvellement découverts. L'une des conséquences de ce droit fut que souvent les rois portugais et espagnols ont préféré pour le travail apostolique dans leurs colonies des missionnaires jésuites de nationalité portugaise ou espagnole. Ces missionnaires au service des couronnes pouvaient bénéficier d'une subvention modeste. Puis, dès le 17^e siècle, les autres monarchies européennes, comme la France, l'Angleterre ou les Pays-Bas ont pris part à la colonisation et revendiquaient les mêmes droits. Cf. Willam, BANGERT, A jezsuiták története [L'histoire des jésuites], Budapest, Osiris, 2002. p.148, 150, 206.

Selon le droit du patronnage français, le roi prend à sa charge tout ce qui concerne le culte catholique. Il autorise la fondation de la paroisse, il désigne en même temps les religieux qui doivent la desservir et quand les édifices du culte sont construits, il ouvre un crédit pour la pension du prêtre qui en a la charge. Il s'intéresse au recrutement des missionnaires, à leur passage aux îles, à leur conduite en mission, à leur logement, à leur pension, aux édifices de culte, il rappelle les missionnaires, même les supérieurs qui ne lui paraissent pas répondre à ce qu'on est en droit d'attendre d'eux. Cf. J. RENNARD, Histoire religieuses, p.67-69.

²⁰ L'inconvénient du droit de patronnage est certainement le fort contrôle étatique. Le droit de patronnage français, issu de l'intérêt que le roi porte aux religieux et au culte catholique, prévoit le contrôle des desservants des paroisses par les administrateurs royaux. Ces derniers sont chargés de signaler au roi les désordres, s'il s'en produit, afin d'y remédier au plus tôt. Cf. J. RENNARD, Histoire religieuses, p. 74.

exigences spéciales²¹ de la part de différentes monarchies et aboutissait souvent à l'appréciation différente de la Compagnie²². Nous voyons donc que ce paramètre – le respect et le soutien des intérêts des monarchies européennes – a gagné en importance, à l'image des autres circonstances, étudiées plus haut.

Les régions missionnaires extra-européennes de la Compagnie de Jésus peuvent être groupées en trois grandes catégories géographiques : l'Extrême-Orient, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord. Voyons maintenant comment ils se sont débrouillés à chacun de ces endroits !

L'Extrême-Orient

L'Extrême-Orient représente incontestablement la région missionnaire la plus précoce de la Compagnie de Jésus. Elle comprend trois grandes zones missionnaires différentes, l'Inde, la Chine et le Japon. Les premiers essais de la propagation de la foi dans ces régions sont liés au nom du Saint François Xavier²³. Regardons les circonstances qu'il trouva !

La différence la plus fondamentale avec l'Europe fut le contexte géographique et climatique. Le climat trop humide ou parfois trop sec exigeaient de gros efforts d'adaptation de la part des Européens. Il déterminait également les productions agricoles possibles, principalement le riz. Quant aux circonstances sociales, les sociétés de ces régions étaient structurées autour de cultures traditionnelles comme l'hindouisme, le bouddhisme, le confucianisme ou le taoïsme. Elles se caractérisaient par une structure sociale plus fermée et plus hiérarchisée. Ainsi la propagation du christianisme ne signifiait pas seulement la propagation des principes d'une nouvelle religion, mais elle avait aussi l'apparence d'une tentative de transformation de la structure de ces sociétés. Pour cette raison, la présence et le travail des missionnaires jésuites n'étaient pas toujours vus d'un bon œil. Le contexte politique se caractérisait par la forte prégnance des traditions culturelles. Le soutien des souverains dépendaient de leurs intérêts locaux et internationaux. La manière la plus sûre, souvent la seule, pour les missionnaires jésuites de jouer un rôle était accepter un poste de scientifique auprès du souverain. Les

²¹ En Inde, les autorités portugaises ont exigé que les nouveaux convertis s'habillent et se comportent à la mode portugaise et même qu'ils adoptent des noms portugais. Cf. W.BANGERT, *A jezsuiták története*, p.137.

En revanche, dans le cas de la Martinique, la décision royale stipulait que „*les sauvages convertis seraient naturels français sans avoir besoin de lettre de naturalité pour jouir des droits des originaires et régnicoles (statuts du 13 février 1635, art.11; du 29 janvier 1642, art.13).*” Cf. Antilles in: *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques*, sous la direction d'Alfred BAUDRILLART, Paris, Librairie Letouzey, 1924, t.III., p.555.

²² Voir les notes n. let 2.

²³ Saint François Xavier est parti avec ses deux compagnons pour l'Inde le 7 avril 1541. Il arriva au Japon le 15 août 1549 et essaya d'entrer en Chine à l'automne 1552, mais à quelques kilomètres des montagnes chinoises il tomba malade et décéda bientôt. Cf. W.BANGERT, *A jezsuiták története*, p.34-38.

circonstances juridiques et financières variaient également en fonction des intérêts des souverains. Comme en Europe, le problème le plus grave pour les missions était la question de la subsistance. Comment assurer les besoins de la vie quotidienne des missionnaires et ceux de l'entretien de la mission ? Les solutions fondées sur l'exploitation de possibilités locales soulevaient toujours des questions, plus même, des débats et des critiques.

Nous voyons donc que la réalisation des objectifs ignatiens rencontrait tant au niveau de la spiritualité qu'au niveau de la vie pratique des défis et même des obstacles. Ainsi, nous pourrions penser que ces missions jésuites avaient moins du succès. Pas de tout ! Au niveau spirituel, ils avaient autant de succès que des missions en Europe. Le secret de leur réussite se trouvait dans une méthode d'évangélisation jusque là inédite : l'acculturation. La caractéristique de cette méthode était de tenir compte des traditions culturelles de ces régions. Elle utilisait les caractères les plus proches du christianisme pour propager des principes du christianisme, en ne renonçant pas ou en ne modifiant pas les vérités de la foi chrétienne²⁴. Grâce à cette méthode et malgré les difficultés issues des circonstances sociales et politiques, le travail apostolique des jésuites avait beaucoup de succès. Cependant elle suscitait également des débats que nous connaissons sous le nom des querelles des rites chinois et malabars²⁵. Finalement ces débats ont abouti à l'interdiction de l'usage de la méthode de l'inculturation ce qui entraîna le déclin des missions jésuites en Extrême-Orient.

Concernant la réalisation des objectifs ignatiens au niveau de la vie pratique, nous avons déjà vu que le grand problème était la subsistance. Et les solutions apportées fournirent des prétextes pour les critiques²⁶.

L'Amérique du Sud

Chronologiquement, les territoires de l'Amérique du Sud furent la deuxième grande zone missionnaire de la Compagnie de Jésus. Contrairement à l'Extrême-Orient, les jésuites y sont arrivés à la demande expresse des rois portugais et espagnols²⁷. Ils se sont chargés de participer à l'évangélisation de ces territoires nouvellement colonisés. De suite, nous voyons que les problèmes du droit de patronage se posaient ici. La pratique d'évangélisation liée à la colonisation aboutissait toujours à une activité missionnaire

²⁴Cf. Konrád, SZÁNTÓ, A katolikus egyház története, Budapest, Ecclesia, 1988,t.II.,p.201.

²⁵ Les querelles des rites chinois et malabares ont duré pendant plus de cent ans. Elles sont éclatées car les ennemis locaux et européens de la Compagnie ont mis en question la compatibilité de la méthode de l'acculturation pratiquée avec les principes et les mœurs du christianisme. Le pape Clément XI a condamné d'abord en 1704 les rites malabares, puis en 1707 les rites chinois. Finalement le pape Benoît XIV. a interdit en 1742 aux jésuites la pratique des rites chinois et même le travail apostolique en Chine. Cf. K. SZANTO, A Katolikus egyház, p.201.

²⁶ Concernant les critiques voir les notes n.1 et 2.

²⁷ Les jésuites sont arrivés dans des colonies portugaises et notamment dans la ville de Bahia de Todos os Santos le 29 mars 1549, puis en 1556 dans les colonies espagnoles. Cf. W.BANGERT, A jezuiták története, pp.39., 86.

limitée, à une réalisation limitée des objectifs ignatiens et exigeait toujours de tenir compte des intérêts des monarchies européennes en question. En fait, la tâche des jésuites était double. Ils se sont chargés – conformément aux objectifs ignatiens – de la propagation de foi parmi les indigènes et ils étaient chargés d'accompagner spirituellement des colons.

Les conséquences du droit de patronnage avaient donc une influence considérable, comme nous le savons, sur la réussite du travail apostolique des jésuites. Voyons maintenant comment les autres circonstances ont influencé leur travail.

Les circonstances géographiques et climatiques exigeaient également ici pas mal d'adaptation de la part des missionnaires. Comme en Extrême-Orient, elles n'étaient pas favorable aux productions agricoles européennes. En revanche, elles favorisaient plutôt la production des plants résistants à la sécheresse ou au climat humide comme le canne à sucre, le café ou le tabac. Conséquence du climat et des caractéristiques de ces plantes, le mode de production le plus rationnel était la production en gros dans le cadre de plantations. Pour les circonstances sociales, la difficulté consistait dans le fait que les jésuites avaient une double tâche. Le travail apostolique parmi les indigènes et l'accomplissement des besoins spirituels des colons. Les sociétés indigènes et celle des colons existaient l'une à côté de l'autre; de même, les sociétés indigènes étaient fort diverses les unes des autres. Dans les colonies portugaises, elles étaient moins développées alors que dans les terres sous domination espagnole, elles disposaient d'une culture très ancienne et de très haute qualité. En raison de la différence de leur niveau de développement, ces sociétés ont réagi différemment à la propagation de foi et aux principes du christianisme. Pourtant au total, nous pouvons considérer que le travail apostolique des jésuites parmi les indigènes fut couronner de succès. Ils utilisèrent également en Amérique du Sud, et avec succès, leur méthode de l'acculturation. Le travail apostolique auprès de colons exigeait moins d'effort de la part des jésuites car les exigences envers de la Compagnie étaient les mêmes qu'en Europe. Au niveau des circonstances politiques, financières et juridiques, nous voudrions seulement signaler que ces circonstances étaient liées au droit de patronnage. Les jésuites étaient présents en Amérique du Sud à la demande expresse des rois portugais et espagnols et conformément aux conditions prescrites par les souverains. C'est pourquoi ils bénéficiaient d'une subvention.

En résumant, nous pouvons donc dire que la réalisation des objectifs ignatiens au niveau de la spiritualité, le travail apostolique, était une réussite, autant parmi les indigènes, grâce à leur méthode de l'acculturation, qu'auprès des colons où les exigences étaient déjà connues. Par contre, au niveau de la vie pratique, comme dans les autres zones de mission, les jésuites rencontraient des difficultés. Fondamentalement à cause du droit de patronnage, et mais aussi à cause de la question de la subsistance.

L'Amérique du Nord

Le troisième endroit missionnaire de la Compagnie de Jésus se trouvait en Amérique du Nord. Ce continent intéressait avant tout les Anglais et les Français, mais ils furent

moins enthousiastes et moins résolus: la découverte, puis la colonisation²⁸ et l'évangélisation²⁹ n'ont commencé qu'au 17^e siècle. La colonisation, c'est-à-dire la présence anglaise et française, implique là aussi la problématique du droit de patronnage et ses conséquences sur le travail apostolique des jésuites.

Quant aux autres „paramètres influents”, ils étaient les suivants. Les circonstances géographiques et climatiques étaient beaucoup plus proches de celles d'Europe. Cela facilitait beaucoup l'adaptation des missionnaires et contribuait à la création d'une vie quotidienne plus similaire à celle que l'on menait en Europe. Au niveau des circonstances économiques, le mode de production européen à base de plantes européennes était également possible. Du point de vue des circonstances sociales, nous pouvons dire qu'elles étaient similaires à celles d'Amérique du Sud. Il y avait des sociétés des indiennes et la société des colons. Conséquence du droit de patronnage, les jésuites étaient chargés du travail apostolique auprès des deux. Comme en Amérique du Sud, le travail auprès des colons était beaucoup plus simple, pour des raisons déjà connues. Aussi comme dans les colonies espagnoles et portugaises, le travail apostolique parmi les indigènes rencontrait des difficultés. Le problème consistait surtout dans le caractère guerrier³⁰ de ces tribus, peu ouvertes et peu accueillantes aux principes du christianisme. En ce qui concerne les circonstances politiques, financières et juridiques, elles étaient identiques à celles d'Amérique du Sud.

L'examen du travail des missions jésuites en Amérique du Nord montre qu'au niveau de la spiritualité, le travail apostolique parmi les indigènes était moins éclatant et moins réussi que dans les autres zones missionnaires de la Compagnie. Au niveau de la vie pratique, exceptée la question de la subsistance toujours délicate, les jésuites rencontraient moins de problèmes.

Dans cette deuxième partie de notre étude, nous avons cherché à déterminer qu'elles étaient les circonstances qui influencèrent le fonctionnement et la réussite des missions jésuites ; à savoir si les objectifs ignatiens avaient été réalisés ou non et comment ces objectifs avaient été réalisés.

²⁸ Les premières tentatives de découverte sont attachées au nom du Jacques Quartier qui est parti vers l'ouest en 1534 et qui navigua sur le fleuve Saint-Laurent en 1542. Après un demi siècle d'oubli, les Français recommencèrent à s'intéresser avec Henri IV au continent américain. Samuel de Champlain fut le premier gouverneur des territoires français à contribuer de manière décisive à la fondation de la Nouvelle-France à partir de 1603, en créant la ville de Québec en 1608 et la ville de Montréal en 1643. Cf. Xavier YACONO, *Histoire de la colonisation française*, Paris, P.U.F., 1979, pp.8-9.

Les premiers essais de la colonisation anglaise se rattachent au nom de Walter Raleigh qui fonda en 1584 la Virginie. La première ville anglaise outre-mer – Jamestown – n'a été fondé qu'en 1607. Cf. W.BANGERT, *A jezuitak*, p.232.

²⁹ Les jésuites français se sont installés en 1632 dans la ville de Québec, cette fois avec succès. C'était déjà leur troisième tentative. Les jésuites anglais sont arrivés en 1634 dans la ville Saint Mary de Maryland. Cf. W.BANGERT, *A jezuitak*, p.227.

³⁰ Les tribus indiennes et surtout les Hurons étaient beaucoup plus guerrières que les Indiens de l'Amérique du Sud. Les guerres constantes rendaient très difficile et peu effectif le travail apostolique des jésuites. Cf. W.BANGERT, *A jezuitak*, p.228.

Dans ce but, nous avons examiné les endroits où la Compagnie à missionner : l'Europe, l'Extrême-Orient, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord. L'analyse a montré – ce dont nous nous doutions a priori – que le contexte propre à chacune de ces régions a influencé la réussite des missions jésuites. En Europe, les circonstances étaient plus favorables vu que la Compagnie y a été fondée selon les principes de la mentalité européenne. Dans les régions extra-européennes, les jésuites ne bénéficiaient pas de cet avantage de la connaissance du contexte qui contribua tant à la réussite de leur travail en Europe.

A propos des circonstances, nous avons distingué deux groupes : d'une part, les « paramètres influents » généraux – comme les circonstances géographiques, économiques, sociales, politiques, financières et juridiques – et d'autre part, le droit de patronage et ses conséquences. Tous les deux ont influencé en premier lieu la réalisation des objectifs ignatiens au niveau de la vie quotidienne des missions. Les circonstances géographiques, climatiques et économiques étaient liées à la question de la subsistance des missions et le droit de patronage impliquait la question de la subvention. Les missions ont trouvé des solutions à ces deux problèmes qui soulevèrent des questions et qui fournirent de prétextes pour les critiques.

Quant à la propagation de foi, nous pouvons dire que les missions jésuites furent de grandes réussites, non seulement en Europe – où leur réussite nous paraît évidente – mais aussi outre-mer. Malgré la diversité des circonstances qui caractérisait leurs zones missionnaires, ils ont fondé et fait fonctionner de nombreuses communautés chrétiennes. Le secret de leur réussite consistait dans leur méthode d'acculturation. Pourtant, cette réussite était influencée par les pratiques de la vie quotidienne qui – comme nous l'avons vu – ont fourni des raisons de critiquer l'action des jésuites. Ces critiques ont également projeté une ombre sur le travail apostolique de la Compagnie.

Conclusion

Dans notre étude nous avons analysé le problème des circonstances ayant influencé la réussite des missions de la Compagnie de Jésus. Nous avons posé cette question vu les critiques qui ont touché l'activité missionnaire de la Compagnie dès le 17^e siècle. Nous avons essayé de faire la différenciation entre les critiques fondées et celles qui étaient exagérées. Ainsi nous nous avons tenté de trouver les raisons qui pouvaient fournir des prétextes à ces critiques. C'est dans ce but que nous avons examiné, d'une part, les documents écrits de la Compagnie de Jésus – dit *l'Institut* – d'autre part, le contexte qui caractérisait chacune des zones missionnaires de la Compagnie et la réalisation des objectifs ignatiens tant au niveau de la spiritualité qu'au niveau de la vie quotidienne.

L'analyse a montré que la méthode d'évangélisation proposée par Saint Ignace n'est adéquate que dans la relation du travail missionnaire pour une personne. *L'Institut* de la Compagnie ne contient aucune indication relative à un travail missionnaire institutionnel ou à son fonctionnement. Ce manque est dû à l'absence d'expériences missionnaires. Les critiques concernant le fonctionnement du système institutionnel des missions étaient ultérieures puisqu'elles ne datent que du 17^e siècle. Logiquement, elles ne pouvaient

concerner les réglementations de l'*Institut*, qui date du milieu du 16^e siècle. Mais faute de modifications adéquates, elles le concernent à cause du décalage existant entre cette réglementation écrite et la pratique.

Après avoir analysé les contextes propres aux régions missionnaires de la Compagnie et la question de la réalisation des objectifs ignatiens – comme causes possibles des critiques – nous avons trouvé que la réalisation des objectifs au niveau de la spiritualité était une réussite dans chacune des régions missionnaires, malgré la diversité des conditions locales. En revanche, les solutions élaborées pour répondre aux difficultés de la vie quotidienne des missions pouvait fournir des arguments aux critiques. Les questions de la subsistance et de la subvention – influencées par les circonstances géographiques, climatiques et économiques ainsi que par le droit de patronage – furent toujours des points délicats. Elles aboutissaient à l'élaboration d'une solution propre à chaque région.

Nous voyons donc que les critiques qui touchaient l'activité missionnaire de la Compagnie de Jésus avaient un réel fondement, même si l'utilisation des idées du 18^e siècle les rendaient exagérer.

L'avènement d'Abbas Hilmi II au trône et les grandes puissances. La diplomatie austro-hongrois

Krisztián KOMÁR
Université de Szeged

L'avènement d'Abbas Hilmi au trône en Egypte – et ses circonstances – est un événement important de plusieurs points de vue, non seulement de celui du pays et de la région plus restreinte, mais aussi de celui des grandes puissances présentes en Egypte. Le tiraillement autour de l'avènement de ce jeune homme au trône a montré que la Grande Bretagne était prêt à défendre les territoires qu'elle tenait, contre le sultan sous sa sauvegarde, mais aussi contre son rival colonial, la France, pays contre lequel elle était même prêt à assumer un éventuel conflit armé, comme elle l'avait fait à Fachoda. A ce point, il s'avère que, malgré les promesses, l'occupation anglaise d'Egypte n'est pas que provisoire, et que le gouvernement du pays insulaire va contrôler tous les domaines de la vie, puis, à l'éclate de la grande guerre, il prendra aussi toutes les commandes.

La politique extérieure de l'Autriche Hongrie se mêle également dans cette situation tendue autour de l'avènement, et malgré qu'elle cherche à rester dans la neutralité, elle marque inconsciemment son opinion à plusieurs sujets, et à travers de son consul partial envers les Anglais, elle prend le parti du jeune khédive (vice-roi) et de Lord Cromer, délégué général anglais en Egypte. Mais avant de traiter ce sujet, il est important d'aborder la question des antécédents de l'événement.

En 1798, l'expédition militaire de Napoléon a bien bouleversé ce pays au bord du Nil, immobile depuis des siècles, et a poussé d'un jour à l'autre à l'âge moderne, où il s'est immédiatement trouvé dans le champ de vision des grandes puissances.¹ Cet intérêt a été renforcé par l'apparition de Mohammed Ali, qui, malgré l'aspect despotique de son gouvernement, a établi le système gouvernemental et administratif d'un État moderne, et est devenu, avec son armée, un personnage important de la région et un rival de son seigneur, à savoir le sultan. Sa tentative a fait faillite, pourtant à la Convention de Londres, en 1840, il a réussi à assurer le pouvoir sur le pays à soi-même puis à ses successeurs, au firman du sultan en 1841. A partir d'ici, les Alides ont occupé le trône des pharaons pour plus d'un siècle, jusqu'à la révolution égyptienne en 1952, certes ils n'ont jamais réussi à atteindre l'indépendance totale.² Jusqu'à l'avènement d'Abbas Hilmi au trône, il faut souligner trois événements qui avaient une influence primordiale sur les

¹ Sur l'expédition de Napoléon voir : Ágnes Pécsi, *Egy tudományos hadjárat: Napóleon Egyiptomban*, Budapest, 1995

² Sur Mohammed Ali et la Convention de Londres voir : László J. Nagy, *Az arab országok története a XIX–XX. században*, Bp., 1997, pp. 27-30

relations internes et externes du pays. Le premier était sans doute la construction du Canal de Suez, grâce à laquelle Egypte est devenue une des stations de transit les plus importantes dans le commerce international – surtout dans celui de la Grande Bretagne. Le deuxième était la faillite de l'Etat causée par les frais de construction du canal, et l'établissement du système de contrôle financière par plusieurs grandes puissances, alors que le troisième était l'occupation anglaise en 1882, et le soulèvement nationaliste qui l'avait précédé.³ Après 1882, une situation intéressante – bien qu'elle ait été considérée provisoire par tout le monde – s'est produite alors : juridiquement le sultan est resté le souverain du territoire, et c'était toujours lui qui a renforcé les vice-rois égyptiens au trône, alors que c'était la Grande Bretagne qui a repris la direction véritable de la politique interne et externe du pays. Cette situation disparate s'est terminée en 1914, par le déplacement d'Abbas Hilmi II, quand l'Angleterre a véritablement détaché le territoire de l'Empire Ottomane, et l'a fait devenir sultanat, signalant son indépendance de la Sublime Porte.

Quand un matin, le 7 janvier 1892, dans son palais de Héliouân, le vice-roi Taufik est soudainement mort en pneumonie bilatérale, le pays devait élire un nouveau souverain.⁴ A priori, cela ne posait aucun problème, puisque plusieurs firmans de sultan même garantis par les puissances européennes avait réglé l'ordre de l'héritage. Le premier était le firman de sultan du 13 février 1841, qui avait assuré le règne des héritiers de Mohammed Ali sur le pachalik d'Egypte et sur les territoires du Nil. L'ordre de l'héritage a été réglé à ce moment selon le système du séniorat. C'est ce système qui a été changé le 15 juin 1866, avec un accord des cinq puissances, par un décret qui a remplacé le séniorat par le majorat, c'est-à-dire on a exigé que l'héritier ait 18 ans, et, suivant le schéma européen, le premier-né a eu droit à l'héritage.⁵ Cela permettait d'éviter les intrigues continues du harem et la possibilité d'influencer le souverain mineur.⁶ Ce décret a été complété par le firman de 1873, selon lequel le successeur du khédive Taufik a pu être son fils aîné, Abbas, à condition qu'il ait 18 ans accomplis. Dans le cas contraire, il faut établir une régence.⁷ Le candidat a résidé, au jour de la mort de son père, à Vienne, en tant

³ Sur les événements ci-dessus voir : József Somogyi, *A Szezei-csatorna, I-II. rész*, In: *A Tenger*, 1929, pp. 275–283. et pp. 359–381 ; Rathmann Lothar, *Neue Aspekte des Arabi-Ausstandes 1879 bis 1882 in Ägypten*, Berlin, 1968 ; István Kubik, *Egyiptom gazdasága*, Bp., 1979, pp. 18–24 ; Mommsen, Wolfgang, *Imperialismus in Ägypten. Der Aufstieg der ägyptischen nationalen Bewegung, 1805–1956*, München – Wien, 1961, pp. 21–84

⁴ D'abord, la cour avait marquée cette maladie en simple rhume, ainsi, après sa mort, des bruits ont couru, selon lesquels, la mort du vice-roi n'était pas naturelle, et il avait été empoisonné. *HHStA PA XXXI. 12 Ägypten*, Kairo, le 11 janvier 1892, No. 2 A–C, Heidler à Kálnoky ; Hasenclever Adolf, *Geschichte Ägyptens im 19. Jahrhundert*, 1798–1914, Halle, 1917, p. 418

⁵ Hasenclever, pp. 177–178

⁶ Heinrich Stephan, *Das heutige Aegypten. Ein Abriss seiner physischen, politischen, wirtschaftlichen und Cultur Zustände*, Leipzig, 1872, pp. 151–156

⁷ Earl of Cromer, *Abbas II*, London, 1915, pp. 1–2, et Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHStA), Wien, *Politisches Archiv (PA)*, XXXI. 12. Ägypten, Kairo, den 11. Jänner 1892, No. 2, B. Egreggi à Kálnoky, strictement confidentiel.

qu'étudiant au Therezianum.⁸ Dès qu'il a été informé de la mort du khédive, il a pris les mesures de son retour, pour succéder immédiatement à son père. En revanche il n'y avait pas de navire égyptien à sa disposition, ainsi le conseil des ministres égyptien a demandé le consul général chevalier Károly Egreggi Heidler, siégeant à Alexandrie, à faire des démarches auprès du gouvernement austro-hongrois, afin d'assurer un navire spécial pour l'héritier du trône, tandis que Abbas est parti de Vienne pour Trieste.⁹ Cette hâte a eu plusieurs raisons. D'une part – certes, pour un temps très réduit – le frère du khédive Taufik s'est offert parmi les candidats possibles, d'autre part le conseil des ministres égyptien a retenu le courrier au sultan sur la mort du khédive – probablement pour attendre le départ d'Abbas (finalement, par une forte pression française, le conseil a bientôt abandonné cette tendance). On a pu confier l'organisation du voyage du successeur à la Monarchie, parce qu'elle n'a pas eu de tels intérêts stratégiques dans le pays des pharaons que l'Angleterre et la France – qui, par ailleurs, avaient une relation assez tendue l'une avec l'autre. Naturellement, cette solution a aussi été évidente parce que le successeur résidait en Autriche-Hongrie, et pour des raisons politiques, Sir Evelyn Baring (Lord Cromer) lui-même a demandé que ce soit la Monarchie qui pourvoie au voyage du khédive.¹⁰ Cette demande a été exaucée, et on a mis le navire marin Ferdinand Maximilien de l'Autrichien Lloyd, à sa disposition, avec l'escorte militaire assurée par François-Joseph.

Pour des raisons météorologiques, le navire a eu un retard de deux jours, et des navires français et anglais se sont mis à sa recherche, quand le 18 janvier, il est arrivé dans le port d'Alexandrie. Après la réception solennelle, le successeur s'est retiré dans le palais Ras el- Tin, d'où le lendemain il est parti pour le Caire, afin de participer à la réception officielle organisée dans le palais Abdin.¹¹

Les événements diplomatiques ne sont pas non plus cessés pendant le voyage du successeur, puisque toutes les parties concernées en Egypte cherchaient à retourner le changement du souverain en sa propre faveur. La puissance la plus forte présente dans la région, l'Angleterre a encouragé le changement de trône sans à-coups, pour pouvoir garder et continuer la politique qu'elle avait suivie depuis 1882, et dans laquelle Taufik s'est montré un très bon partenaire, ainsi la Grande Bretagne a pu espérer à juste titre que

⁸ Il a commencé ses études en 1887, à l'âge de 13 ans, mais après la mort de son père et après son retour en Egypte, il ne les a jamais terminées. Angstner Rudolf, *Die Habsburger-Monarchie und Ägypten. Eine Bestandaufnahme*, In : Österreich und Ägypten : Beiträge zur Geschichte der Beziehungen vom 18. Jahrhundert bis 1918, Schriften des Österreichischen Kulturinstitutes, Kairo, 1993, Band IV, pp. 25-26

⁹ HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, le 8 janvier 1892, No. 4, télégramme de Heidler au KÜM.

¹⁰ HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, le 18 janvier 1892, No. 3. C. Heidler à Kálnoky

¹¹ Il a été accompagné par deux savants et 4 officiers, avec, parmi eux, le suisse Louis Rouiller, professeur de droit international du khédive à l'Académie de l'Est à Vienne, qui a été, jusqu'à sa mort, un conseiller très important du souverain. Plus tard, on a remercié officiellement les membres de l'escorte de leur service. HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, le 11 janvier 1892, No 8, télégramme de Heidler, HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, 18 janvier 1892, No 3, Heidler à Kálnoky, et *The last Khedive of Egypt, Memoirs of Abbas Hilmy II*, Translated and edited by Amira Sonbol, Lebanon, 1998, p. 65

le jeune Abbas continuerait cette politique. Cependant la France, avec le soutien de la Russie, a essayé de mettre « la situation sans roi » à contribution d'améliorer ses positions dans la région. Ainsi, elle a appuyé le sultan qui cherchait à récupérer une partie de son pouvoir en étranglant les droits du jeune candidat de vice-roi, et a essayé d'exercer des pressions sur Abbas afin d'agrandir ses autorités égyptiennes.

C'est l'Angleterre qui a fait des démarches en premier, quand deux heures après la mort du khédivé Taoufik, Sir Evelyn Baring a déjà expédié 22 télégrammes, démarrant ainsi l'action diplomatique du pays insulaire, afin de promouvoir le changement de trône sans à-coups. L'élément le plus important de cette action était « le firman d'investiture du sultan » qui a légalisé le personnage et les autorités du nouveau vice-roi. Cependant l'Angleterre a dû être très vigilante, parce que son objectif consistait à renforcer et non à affaiblir la Sublime Porte contre les Russes. La France agissait d'une manière amicale envers l'Empire Ottoman, et d'une manière sérieuse envers le gouvernement égyptien, certes la chance de soutenir un éventuel candidat contre Abbas a été très réduite. Ceci n'était pas le cas, que prouve le fait que le consul français et russe ait aussi légitimé le nouveau vice-roi, et Carnot, président de la France a exprimé ses compassions au gouvernement et ses félicitations à Abbas.¹² Le sultan – de l'aveu des mémoires d'Abbas Hilmi II – a aussi fait ses démarches sans retard. Il a félicité le jeune homme avant même son arrivée à Trieste, et lui a conseillé d'aller tout de suite, avant son voyage en Egypte, à Constantinople. Le jeune a refusé cette proposition, parce qu'il a reconnu les dangers d'un tel voyage. Même si on ne l'avait pas « gardé » dans le pays, sans doute, il fallait prendre en considération qu'on aurait imposé le jeune, qui ne connaissait pas suffisamment les rapports du pays, à passer une convention ou une obligation désavantageuse pour lui.¹³

La réponse, à savoir le télégramme de Djéhad, grand vizir est rapidement arrivé de Constantinople, et, à priori, elle légitime le changement du trône.

Le grand vizir a affirmé : « J'ai exposé à Sa Majesté Impériale le Sultan qu'en vertu du Firman réglant l'hérédité du Khédivat d'Egypte, la succession de feu Thewfik Pacha est dévolue à Son fils aîné, S. A. Abbas Pacha Helmy, et qu'en attendant Son arrivée en Egypte, Votre Excellence aura, avec le concours de ses collègues, la direction de l'administration du pays. Sa Majesté Impériale a donné Ses ordres dans ce sens (pious cercaval) ; je m'empresse de vous en informer. »¹⁴

Malgré tout cela, plusieurs questions se sont posées concernant le personnage d'Abbas. La première était la question de la majorité, puisque – comme on l'avait déjà mentionné –, la condition de l'avènement au trône était que le khédivé ait 18 ans. Cependant, Abbas Hilmi est né au 14 juillet 1874, c'est-à-dire il aurait dû attendre encore six mois jusqu'à son avènement. Dans cette période un comité de régents aurait régné à sa place, auquel – déjà à cause des membres délégués – certains auraient pu exercer leur pression. L'argument des Anglais était qu'on comptait une année selon l'ère musulmane, et une année civile n'avait que 354 jours. Ainsi, le jeune avait atteint sa majorité le 24

¹² HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, le 11 janvier 1892, No 2, B. Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

¹³ *The last Khedive of Egypt*, p. 64

¹⁴ *Journal Officiel du Gouvernement Égyptien* 19^{me} Année, Samedi 9 Janvier 1892, No. 5

décembre 1891, deux semaine avant la mort de son père, et l'héritage ne présente aucune difficulté.¹⁵ Cependant le gouvernement, quant à lui, a affirmé que le khédivé a atteint sa majorité cinq jours avant la mort de son père, et à cette occasion, prétendument, on a dit la prière dans les mosquées, pourtant le gouvernement a avoué de ne pas avoir effectué l'investiture obligatoire. La France ne s'est pas prononcée sur l'affaire, mais « *selon certains milieux français chauvin, pour qui la politique de la République est toujours très modérée – et qui refusent l'affirmation qui compte selon l'année cave – le khédivé n'est pas encore majeur [...].* »¹⁶

Finalement tout le monde a accepté que le khédivé soit majeur, et la diplomatie austro-hongroise a aussi pris un rôle intéressant dans cette affaire. Le 16 août 1890, la Monarchie Austro-Hongroise et l'Égypte ont signé un contrat bilatéral de commerce et de navigation. La Convention, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1891, a assuré que les citoyens et les produits des deux États pouvaient entrer librement dans tous les ports, et jouissent des mêmes droits que les citoyens et les produits du pays concerné. Le contrat a mentionné une large gamme des produits, permettant ainsi l'élargissement du commerce entre les deux pays. Ainsi, à cette époque la Monarchie est devenue la troisième, quatrième partenaire commercial de l'Égypte.¹⁷ Avec le contrat, l'Autriche-Hongrie a été le premier à contracter avec de telles conditions, et a augmenté la sympathie envers cet État. L'ambiance favorable a été aussi influencée par la visite de plusieurs membres de la famille du khédivé aux pays de la couronne Habsbourg : en 1869 Taoufik a rendu visite à Vienne, Abbas Hilmi II a suivi ses études au Theresianum, ainsi que son frère, le prince Mohammed Ali et d'autres jeunes de la famille du khédivé. Il n'était point surprenant que le consul a trouvé que la situation du gouvernement commun au bord du Nil a été encourageant.¹⁸

Le contrat commercial a été une des raisons pour laquelle, le 13 juillet 1891, dans la cour au Caire, le consul hongrois a remis le Grand-croix de l'Ordre François-Joseph à Abbas qui était en train de passer ses vacances d'été dans la cour. Lors de la cérémonie, que le khédivé a entouré de « *toute pompe possible* », Heidler a affirmé : « *Son Excellence est entré dans l'année de sa majorité.* » C'est cet acte qui a été suivi par les Anglais, et ont nommé Abbas ferik, puis pacha, et à partir d'ici, Abbas a été traité de majeur. « *Notre Grand-croix a ainsi créé la majorité pour le khédivé, et cela est actuellement très rentable.* »

L'un des obstacles les plus importants a été donc éliminé, pourtant le problème n'était point entièrement résolu. La date de la légitimité de la souveraineté du khédivé était

¹⁵ Earl of Cromer, *Abbas II*, London, 1915, pp. 1-2.

¹⁶ HHStA PA XXXI. 12 Ägypten, Kairo, le 11 janvier 1892, No 2, B. Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

¹⁷ Die Handelsverträge Österreich-Ungarns. Separatarausgabe des österreichischen wirtschaftspolitischen Archivs. Herausgegeben vom k. k. Handelsministerium, Wien, 1909, pp. 265-270.

¹⁸ HHStA PA XXXI. 11 Ägypten, Kairo, le 18 mai 1891, No. 47, A-F. Heidler à Kálnoky, et Angstner Rudolf, Die Habsburger-Monarchie und Ägypten. Eine Bestandsaufnahme. In: Österreich und Ägypten : Beiträge zur Geschichte der Beziehungen vom 18. Jahrhundert bis 1918. Schriften des Österreichischen Kulturinstitutes. Kairo, 1993, Band IV, pp. 25-26.

toujours douteuse. A l'avis des Anglais, le nouveau vice-roi obtient le trône, selon les firmans de réglementation de l'héritage précédents, après la mort de son père, tandis que selon la Sublime Porte, c'est son admission, c'est-à-dire le firman d'investiture du sultan qui légitime le pouvoir du khédivé.

Cependant, il était évident, que le seigneur légal du khédivé, Abdelhamid II, imposerait des conditions avant l'envoi du firman, comme il l'avait déjà essayé auparavant. Avant l'avènement de Taoufik au trône, en 1878, il a cherché à rapporter les permissions de l'Égypte à quatre points – au niveau de la primogéniture, de l'effectif de l'armée, de la liberté de contrats commerciaux et de l'appellation des prêtres. A ce temps, avec une collaboration franco-anglaise (les Français prenaient, à cette époque, la partie d'Égypte), les modifications importantes ont été empêchées. Par ailleurs, le sultan avait le droit de composer le firman d'investiture comme il le voulait, c'est-à-dire il avait la possibilité de diminuer les droits du khédivé. Toutefois, la délégation turque en Égypte a trouvé que ceci était possible, malgré le fait que l'Angleterre a officiellement annoncé qu'elle s'y opposerait. Cependant, le sultan devait manœuvrer d'une manière prudente, puisqu'il n'avait pas l'intérêt de modifier le status quo contre ce pays insulaire.¹⁹

Ils ne se sont pas donc pressés à composer le firman d'investiture, mais certains événements ont donné l'impression de diminuer les droits du nouveau vice-roi. L'antécédents de cette impression consistaient dans le fait que l'armée turque est entrée au côtes du péninsule de Shina, et a occupé Dubbah. Bien que le gouverneur de Médine ait nié qu'il avait reçu des ordres à occuper des territoires égyptiens, et qu'il ait confirmé qu'il allait bientôt replier ses troupes, la question se posait si cela n'a pas été une opération consciente. La preuve est bientôt arrivée, dans la forme d'une question. La Sublime Porte a demandé le gouvernement égyptien, pourquoi il a autorisé l'installation sur les territoires sur lesquels il n'avait que des droits d'administration.

Ensuite, d'après les rapports sur l'installation, fournis par le pacha Moukthar, gouverneur des territoires voisins turques, et le délégué de la Sublime Porte en Égypte, le sultan a envoyé un délégué, le pacha Rustem à Lord Salisbury, et lui a communiqué que les firmans d'investiture des khédives ne sont valables que sur les anciennes frontières, définies dans le firman de 1841, ainsi les occupations d'Égypte sont illégales.²⁰ Ce document de 1841 a complété la description des territoires et de l'héritage de Mohamed Ali par un plan annexe. A ce qu'on a dit, ce plan avait représenté les frontières d'Égypte comme une ligne droite d'Arish à Suez. Le problème était tout simplement que ce plan s'est perdu. Selon Lord Cromer, il s'était consumé dans l'incendie qui avait démoli une grande partie des archives égyptiennes, et malgré que le firman d'investiture s'ait rapporté à ce plan au sujet des frontières, la partie turque ne pouvait pas non plus présenter son propre exemplaire.²¹

¹⁹ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 18 janvier 1892, No. 3, C. Heidler à Kálnoky

²⁰ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 21 mars 1892, No. 9, C. Heidler à Kálnoky, confidentiel

²¹ Le texte du firman concernant les frontières : „je t'accorde le gouvernement de l'Égypte dans ses anciennes limites telles qu'on les trouve dans la carte qui t'est envoyée par mon Grand Vizir actuellement en fonctions”. In: Hasenclever, p. 446

On a donc répondu au sultan que lors de l'investiture en 1879, non seulement les frontières avaient été définies, mais aussi les „territoires annexés”. La Sublime Porte était d'accord avec cet argument, mais à son avis, ces territoires n'étaient que Soudan, Messua et Zeyla, et pas la péninsule de Shina et les côtes d'Arabie, d'Akaba à Hedjaz, puisque ceux-ci, elle ne les avait offerts qu'à Mohamed Ali, pour assurer le passage des pèlerins égyptiens à Mecque.²²

Le rôle principal de la querelle a, bien sûr, été joué par l'Angleterre et non pas par l'Egypte, pour le pays insulaire, la protection des intérêts égyptiens n'avait pour but qu'assurer sa propre certitude géopolitique. Les territoires d'Arabie peu habités n'avaient aucun avantage pour le khédivé, cependant les soulèvements des tribus beduins de l'arrière-pays pour la protection du pèlerinage étaient un bon prétexte pour que la Grande Bretagne intervienne, d'une manière indirecte, à la politique intérieure égyptienne. L'Angleterre ne voulait en aucun cas abandonner la partie d'Ouest du péninsule de Shina à la Turquie, mais la garder sous son contrôle, entre les frontières égyptiennes, car ce territoire avait une importance primordiale du point de vue du contrôle du Canal de Suez.²³ Bien évidemment, il a été hors question que l'Angleterre soit ouverte à la moindre concession dans le sujet de la propriété du trajet le plus court pour l'Inde.

Ainsi, l'administration britannique aurait voulu que la Sublime Porte définie les frontières d'Egypte selon les frontières de 1841, sur les territoires entre el-Arish – Suez – Akaba. En revanche, cela a été impossible, puisque le sultan n'a eu aucun penchant à cette solution, d'autant plus qu'il a aussi été soutenu du côté français et anglais. Cependant, le délégué du sultan n'est toujours pas arrivé avec le firman, en augmentant encore l'inquiétude.

Il est à ajouter que, d'une façon intéressante, le cible de ce comportement des deux pouvoirs n'était pas le sultan, mais l'Angleterre, et il est évident que l'auteur de la tactique était la France. Après 1882, les Français ont eu du mal à accepter que le pays modernisé lors de l'expédition de Napoléon, avec une aide française, puisse être perdue. Leur premier échec s'est produit en 1840, avec la Convention de Londres, où leur bénéficiaire, Mohamed Ali a dû supporter une grande défaite politique. L'occupation de 1882 a été une désastre encore plus importante, qui – de plus – d'abord a été approuvée de leur côté, mais qui, à cause de leur tactique tardant, a finalement été effectuée par l'Angleterre seule, qui a acquiert ainsi la priorité le long du Nil. Bien que les Anglais aient trouvé que l'occupation ne serait que provisoire, pour les Français, il était humiliant de voir que sans l'accord du délégué général anglais, ils ne pouvaient quasiment rien faire en l'Egypte francophile, et leur ascendant sur le khédivé a vite perdu de son importance. Leur amour-propre a aussi été amoindri par le fait que la majorité des actions du Canal de Suez, construit par eux, avait été acquise par le gouvernement anglais. En 1892, il s'est produit une bonne occasion de prendre revanche sur les Anglais, et bien qu'il soit impossible de reprendre l'Egypte, ils auraient impérativement voulu augmenter leur ascendant. La Russie, en tous cas, n'avait pas trop d'intérêt en Egypte, et le Canal n'était pas non plus un territoire stratégiquement important pour elle. Le fait qu'elle s'ait mélangé à cette

²² <http://www.golan.org.il/article1.html>

²³ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 21 mars 1892, No. 9, C. Heidler à Kálnoky, confidentiel

affaire, s'explique par le pacte dit consultatif – et un an après l'alliance militaire – qui a été signé en 1891 par la France et le tsar, craignant l'isolement.²⁴

Pour exercer une pression sur la Grande Bretagne, en mars 1892, la France et la Russie ont effectué un exercice de flotte commun près des côtes d'Égypte, et Dordolot des Essart a reçu le sultan.²⁵ Pourtant, le danger n'a pas attiré le recul espéré des politiciens anglais, mais leur violence, et – signalant qu'ils n'acceptent aucun empiètement sur leurs intérêts – l'Angleterre a décrété la mobilisation d'une flotte plus grande et plus nombreuse que celle des Français – Russes. Les navires anglaises ont même visité Alexandrie, puis, dans des unités moins grandes, elles ont quitté les bas-fonds du port, or elles sont restées près d'Égypte. Prétendument, ils ont aussi envisagé de mobiliser quelques milliers de matelots et de marins à Alexandrie, pour pouvoir « recevoir » le délégué du sultan, et l'accompagner, d'une façon adéquate, à la gare (jusqu'au train du Caire). L'Angleterre a voulu ainsi signaler au sultan, que dès que le délégué apportant le firman arrive en Égypte, il entre sous la puissance anglaise. En guise de réponse, la délégation turque en Égypte a affirmé, que le délégué de la Sublime Porte ne viendrait en aucun cas, jusqu'à ce que la dernière navire anglaise ait quitté le port. Ensuite ils ont confirmé, d'une manière plus conciliante, que *« l'honneur des Anglais envers le sultan, pour eux, n'est pas un geste politique, et politiquement il est plus favorable si la partie anglaise se replie complètement pendant la présence du porteur du firman, et cela aurait des influences positives à l'humeur du sultan ; une telle influence qui aurait des effets favorable à la négociation de la question des frontières. »*²⁶

Le pacha Ahmed Ayyub, délégué du sultan est arrivé à Alexandrie à bord du yacht Izzedin le 4 avril 1892, reçu par la flotte anglaise retournée entre-temps. Ensuite, il est parti directement pour le Caire, où il a rencontré le khédivé. Cependant, Sir Evelyn Baring a mis tout le monde au courant que malgré que les Anglais ont effectué toutes préparations nécessaires chez le khédivé et le gouvernement égyptien pour l'investiture, ils attendent encore la déclaration écrite de la Sublime Porte sur le fait que le territoire bordé des frontières de 1841 (c'est-à-dire le territoire entre el-Arish – Suey et el-Arish – Akaba, le péninsule de Shina) reste durablement sous l'administration égyptienne. L'attente anglaise a été légitime, car le firman n'a toujours pas contenu cette remarque. L'investiture du jeune khédivé tardait encore, puisqu'il était impossible de la forcer malgré la police, l'armée et l'administration sous l'autorité anglaise.²⁷

La situation est devenue alors de plus en plus tendue, puisque aucun des deux pouvoirs dominants – l'Empire Ottomane et la Grande Bretagne – n'a pas été prêt aux compromis, tandis que la France, a toujours télégué la discorde entre eux, en faisant attention à ne pas les aider d'une façon concrète. Il s'est avéré que le pacha Ayyub n'a pas reçu

²⁴ István Diószegi: *A Ferenc József-i kor nagyhatalmi politikája*, Bp. 1987, pp. 75-77, et. A. J. P. Taylor : *Harc a hatalomért. Európa 1848-1918*, Bp. 2000, pp. 410-411

²⁵ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 28 mars 1892, No. 11. B. Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

²⁶ id.

²⁷ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 3 avril 1892, No. 14, Télégramme de Heidler à Kálnoky, et HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 4 avril 1892, No. 12, B Heidler à Kálnoky, confidentiel

d'autorisation de négocier sur les frontières, et a déclaré de nouveau, qu'il trouvait que le firman de 1841 suffisait pour régler les problèmes des frontières. En guise de réponse, Lord Salisbury a pris la partie de Sir Evelin, et a souligné que l'investiture ne pourrait pas être possible sans la garantie écrite des frontières. Tout cela signifiait que le sultan, d'une manière paradoxale, grâce aux démarches françaises, avait acquiert la colère de son défenseur, et il a été fort difficile de se retirer de cette situation sans une perte de prestige. Cela a aussi été confirmé par le consul Heidler, quand il a informé le ministre commun des affaires étrangères sur le fait que « *le marquis de Reverseaux [consul français] et Monsieur Koyander [le consul russe] ont donné leurs conseils avec le pacha Moukhtar chez le pacha Ayyub, le soir de son arrivée, pendant des heures, jusqu'à nuit.* » Ensuite, sur la question de leur comportement contradictoire, il remarque : « *Bien que mes collègues français et russes n'ait rien à dire contre le fait que le péninsule de Shina reste sous l'autorité égyptienne semble être inévitable, ils ont aujourd'hui clarifier chez le khédive que le refus du firman [! – K. K.] pourrait attirer que le sultan demande sa démission.* »²⁸

La situation du jeune qui avait à peine 18 ans, est devenue très difficile, puisque c'est hors de sa volonté que son investiture a été rendue un moyen de la politique des grandes puissances, et bien qu'il n'ait pas voulu rompre avec son seigneur légal, afin de pouvoir garder sa puissance, il a été obligé d'accepter la tutelle anglaise. Pour stabiliser sa situation, il a cherché un autre protecteur, et a demandé le consul austro-hongrois à soutenir son gouvernement selon l'opinion anglaise – égyptienne. Heidler, qui auparavant s'était déjà mis d'accord avec la délégué général Sir Evelin Baring a conseillé de « *ne pas prendre cette affaire à cœur, et de se tenir, en respectant les formules de la cour, à son opinion. Je lui ai expliqué que malgré son seigneur [...] le gouvernement égyptien n'a aucune responsabilité à prendre dans l'évolution des telles affaires.* » Après la visite du consul hongrois, le khédive a contacté le consul italien et allemand.²⁹

Sur la question de la politique extérieure austro-hongrois, il a dû agir d'une façon très prudente, car l'Empire n'avait pas d'intérêt en Egypte qui aurait supposé une éventuelle intervention active. Cependant, dans les années 1890, grâce aux alliances établies, la sympathie envers les Anglais a été dominante. A cause de l'approche ouverte de la France et de la Russie, les puissances de la Triple Alliance ne se sont pas senties à l'aise, et ils ont tous cherché – certes, pour des raisons différentes – l'amitié et le soutien de l'Angleterre.³⁰

Cependant le consul Károly Egreggyi Heidler a maintenu une très bonne relation avec le délégué général britannique, et – peut-être trop vite – il a anticipé l'appui de l'Autriche-Hongrie. Bien que, au début du mois de février, la ministère des affaires étrangères ait conseillé à Heidler de rester loin et de ne pas se mêler à l'affaire – et il avait respecté ce principe et n'avait pas pris en considération les approches pareilles –, début d'avril, il a déjà conseillé à Abbas – sans l'autorisation du ministre des affaires étrangères – de

²⁸ et HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 6 avril 1892, No. 13, Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

²⁹ id.

³⁰ En détail voir : Taylor : pp. 403-413

résister à toutes initiatives turques dans la question du statut international du Canal du Suez, puisque cela peut éveiller l'intérêt des grandes puissances. Ensuite, il argumente ainsi au ministre des affaires étrangères Kálnoky : *« je crois que nous avons de moins en moins de possibilité de nous abstraire [de la demande du khédive], car Sir Evelyn m'a confidentiellement avoué que, pour l'Angleterre, il serait plus difficile de régler la question sous un aspect international, puisque dans ce cas, il faudrait aussi faire intervenir la France et la Russie ; il accepterait avec plaisir le soutien de la Triple Alliance. »*³¹ D'abord, la ministère commune des affaires étrangères a envisagé la prise de position des Anglais d'une manière assez calme, mais quand il a demandé ses supérieurs à donner l'ordre au délégué austro-hongrois de Constantinople de soutenir les Anglais, Kálnoky a répondu : *« Ne vous y mêlez pas, nous n'avons pas d'intérêts en Egypte, c'est cela que vous devez prendre en considération quand vous entretenez avec le khédive. »*³²

Finalement, la situation s'est subitement résolue à la fin du mois d'avril, car, dans un télégramme, le grand vizir a chargé le khédive de reprendre l'administration de la péninsule de Shina. Sur ce point, la date de la remise du firman d'investiture a été fixée pour le 14 avril. La diplomatie anglaise a signalé l'importance de recevoir – jusqu'à cette date, si possible – une déclaration écrite du même sens que le télégramme du grand vizir. Par contre, la Sublime Porte, afin de redorer son blason, voulait que quelqu'un prenne la responsabilité. Ce fut le gouvernement égyptien, quand le pacha Moukhtar a demandé Mustapha Fehmi à donner sa démission. De cette occasion, le consul français et russe ont reproché à Abbas que malgré que ce soit lui le responsable de la perte de prestige du sultan, le rôle de la victime a été pris par le gouvernement. Mais Lord Cromer n'a toujours pas cédé à la Sublime Porte, et a convaincu le khédive de protester directement chez le sultan, en disant que c'était la violation de la souveraineté de l'Egypte.³³ La flotte anglaise s'est retirée, et dans la mesure du possible, a voulu éviter de réapparaître. La flotte française, afin de ne pas croiser son rival anglais sur la Méditerranée, s'est retirée à Port Saïd. Toutefois, le corps officier français voulait impérativement être présent à l'investiture, signalant ainsi, que c'était bien eux qui avaient aidé à résoudre les difficultés concernant le firman.³⁴ C'est cela que les journaux français en Egypte ont aussi souligné, accentuant le fait que ce soit uniquement les Anglais et les Français qui ont sauvé le khédive de la situation pénible.

L'investiture d'Abbas Hilmi II et l'énoncé du firman et du contrat sur la péninsule de Shina ont eu lieu au Caire, dans le palais Abdin, à la date fixée auparavant. Le pacha Ayyub n'a participé qu'à l'énoncé du firman, et il est parti avant l'énoncé du contrat, signalant qu'il n'était pas d'accord avec la contenu. Cependant, le pacha Moukhtar a

³¹ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 6 avril 1892, No. 13, Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

³² HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 11 avril 1892, No. 19, Télégramme de Heidler à Kálnoky, secret, et HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, No. 19 Pr. 13/IV 92, Kálnoky à Heidler

³³ et HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 11 avril 1892, No. 15, Heidler à Kálnoky, secret

³⁴ HHStA PA XXXI 12 Ägypten, Kairo, le 11 avril 1892, No. 14, Heidler à Kálnoky, strictement confidentiel

affirmé que son opinion concernant la démission du gouvernement n'était qu'un avis personnel, qu'il l'a traitée comme un conseil, et non pas comme un ordre.

Après la cérémonie, le délégué du sultan s'est vite précipité à la gare, pour pouvoir rentrer le plus tôt possible, mais en arrivant, un télégramme l'attendait déjà. Après l'avoir lu, il s'est retourné et a rendu visite au khédive. En lui faisant les compliments paternels du sultan, il a réprouvé les démarches du pacha Moukhtar, et a souligné leur plaisir de voir l'avènement du jeune khédive au trône.

Il est à noter alors, qu'après avoir reconnu qu'il ne pouvait réaliser aucun résultat concret dans les affaires d'Egypte, afin de « sauver les meubles », le sultan s'est replié dans toutes les questions, et a choisi la coopération, au lieu de l'hostilité.

The Possibility for a Greek-Turkish Co-operation Before the Balkan Wars

Ádám BALOGH
Université de Szeged

I would like to demonstrate the possibility of a Greek-Turkish co-operation, namely, when, what concrete ideas appeared between the two nations until the outbreak of the first Balkan War. For this, I deem it necessary to review the meaning of two substantial concepts – “Intermediate Area” and “Graeco-Turkism” – until the Young Turk Revolution.

Concepts: the meaning of the “Intermediate Area” and “Graeco-Turkism”, their occurrences in Greek history until the first Balkan War.

In Greek historiography, the Eurasian continent is divided into three cultural or civilisational regions through its history of several thousand years:

-West: Western Europe, nowadays also North America, South America, Australia and New Zealand.

-East: Middle East (India, Southeast Asia with Indonesia, China with Japan and Korea).

-Intermediate Area: Its western border runs from the Northern Baltic Area to the Adriatic Sea. It is the boundary between the eastern (orthodox) and the western countries. The eastern border extends from the Sea of Okhotsk (Kamchatka Peninsula) to the Gulf of Aden. The area includes Russia, the Balkan countries without Croatia, the Arabian countries (from Morocco to the Arabian Peninsula), Ethiopia, Iran, Afghanistan, Pakistani territory west to the Indus and Tajikistan.

In the 20. century, mainly after the First World War (April 1920, San Remo; August 1920, Sèvres), the differences between Christianity and Islam, the “impossibility” of co-operation became emphasised. However, the distance between the two religions was not always big (one would rather talk about the feud between Roman Catholic and Greek Orthodox Christianity), moreover, from the 11. century, ideas were born even about a religious co-operation. For thousands of years, every significant people has tried to unify the Intermediate Area¹, the centre of which has always been the Eastern Mediterranean

¹ Persians in the 5. century BC; Macedonian/Greek Empire of Alexander the Great; Byzantine (Greek) Empire; Arabs; Mongols; Turks; Russians. (According to the Peace Treaty of Küçük Kaynarca in 1774, besides commercial privileges, Russia was given protectorship over the orthodox

Region, and localising its conflicts of “internal affairs” is also easy: app. 1660 years ago, they broke out around a city and for a city, for the occupancy of Constantinople.² In the last thousand years, Greeks, Turks and Russians fought for the city, which has had many names. I would like to highlight two among them: Greeks have called it “i Póli”, The City, while Russians “Cargrad”, Czar City³, both showing its significance well. The severe crisis of the area also started from inside from the 18. century (historiography usually defines it as Eastern Question in short), yet we are not talking about a religious conflict between Christianity and Islam, but a social, economic and political crisis. In spite of the external and internal problems, the reformation of the Ottoman Empire was the central idea for the Greeks, the Arabs and mainly the Turks until the beginning of the 20. century, without the will to disintegrate the empire. Greeks, Turks, Arabs are all brothers and sisters, sounded Rigas Fereos in 1797 – so did the Young Turks in 1908.

Graeco-Turkism is a term used since the 1960's, a political phenomenon, which means the mutual interlocking of interests of the Greek and the Turkish nation occurring since the 11. century. On the other hand, it is a solid ideology within this political phenomenon, aiming the establishment of a common Greek-Turkish state. An ideology that ascribes main role to the Greek-Turkish political phenomenon actually (therefore, to the statement that nations living within one political region – in this case, within the Eastern Mediterranean Region – are very similar to each other regarding their social formation, religious and cultural intellectuality, thus, they constitute one political “unity”), and the establishment of Greek-Turkish political unity is needed for this. The believers of Graeco-Turkism agreed in that nothing better than a confederation between the two states could be established, however, there were serious discrepancies in the manner of the implementation. (Evidently, the question occurred differently in the 15. Century, and differently at the beginning of the 20. century.)

In order to see the origins of the ideology, we shall go back in time to the 14-15. century (regarding both the Greek and the Turkish side), when the Eastern Party in Byzantium resisted the Western Party's endeavour to establish the religious unity with Rome and co-operate with the West against the Turks. Georgios Trapezuntios /George of Trebizond/ (1395-1484) is considered to be the “father” of the ideology and one of its earliest representers. In 1439, together with three other philosophers, he was elected to be the advisor of the Byzantine Empire at the Synod of Florence, where the central question was the union with the Catholic Church. Trapezuntios signed the union (as well as the other delegates), but when the Greeks attacked this act furiously – considering it as a capitulation against the West –, he obeyed the Greek people's will. Following the synod,

living in Ottoman territory. From this time, controlling the straits became the aim. After that, the Greek Plan of Catherine II. was born: by ousting the Turks from the Balkan, she wanted to create a new Greek Empire with Constantinople as the capital, headed by a Russian prince.)

² Owing to this conflict series lasting for a long time, many legends have appeared in connection with the city. (E.g.: According to the tradition, the last Byzantine Emperor, Konstantinos Palaiologos XII. did not die actually during the siege of Constantinople in 1453, just hardened into stone, and will revive, on the day of which the city will also become free from the Turks.)

³ Further researches would be necessary to examine, to what extent this name was inside the Russian political and social consciousness/thinking. For as far as the Greek name is concerned, very deep.

he expressed his affection for his country, the universal Byzantine Empire and even the Sultan in one of his letters:

“Nobody doubts that You are the legitimate ruler of the Romeoses⁴. Actually, the ruler, who occupies the throne of the empire legally. This throne is Constantinople in the Roman Empire; the ruler is who possesses the city legally. And You occupy the aforementioned throne from God, not from people...therefore, You are the legitimate Roman Emperor...But the Emperor of the Romans is simultaneously the emperor of the entire globe.”

He repeated all the attempts of the past in order to get Islam and the Orthodox religion come closer to each other, and to back this, he compiled a discourse called *On the Truth of the Christian Religion*. He sent it to Sultan Mehmed II in July 1453, only two months after the conquest of Constantinople (29th May 1453.), in order to prove that there was no essential difference between the two religions. Actually, he did not realise that the sultan could not handle the Greek and the Turkish residents of the empire on an equal footing, since the jurisdiction of the Intermediate Area has always been based on the recognition of the religious differences: subjects, whose faith was different from the dominating religion, have always had to pay an extra tax⁵ as well.

From the 18. century, the influence of the West became more and more sensible in the Ottoman Empire, which concerned the Greeks first, the Turks (due to the lack of a Muslim civil class) only later. However, the stronger this influence and more intensive the change was, the more popular the ideology of Graeco-Turkism seemed to be, making both peoples realise their otherness against the West. In this atmosphere, in 1797, the constitution plan⁶ of Rigas Fereos (1757-1798) was born. Following the overthrow of the Ottoman Empire, he wanted to establish a new state with the empire's old borders, but with a new name: he would have called the reformed empire Greek Republic. For the implementation, he would have liked to break out a revolution in the Balkan, but he was arrested by the Ottoman authorities, then executed in July 1798 – with the assist of the Patriarch of Constantinople. The patriarch had threatened the Greeks earlier, namely, that he would anathematise those who read the revolutionary work of Rigas. The attempt of Rigas is interesting, because the characteristics of his revolution occurred again during the Young Turk Revolution. His aim was to organise a civil revolution (not only national, but political and social as well), however, this was foredoomed to failure in such a multinational state as the Ottoman Empire, where so many different nations lived. (Such a revolution was unable to be successful even 110 years later.) He compiled his programme in 1797 according to the French Jacobinic constitution of 1793, in some features even more radical than that. (E.g. He deemed compulsory education necessary for everyone, in addition, women would have also been obligated to compulsory military service. This

⁴ Following the downfall of the Western Roman Empire, Byzantine people with Greek mother tongue still called their country the Roman Empire, and themselves Romans. Today: Romeos = New Greek.

⁵ The tax of non-Muslim subjects was the djizya (poll tax).

⁶ Title of his work: “New Political Constitution of the Inhabitants of Rumeli, Asia Minor, the Islands of the Aegean, and the principalities of Moldavia and Wallachia”.

way, Rigas leaned towards the standpoint of considering men and women as equal, by which he exceeded the French constitution of 1793.) Some parts of his constitution plan:

Article 7: "The people of the empire [leader], every resident living all over the state, with no religious and dialectical exception, is of Greek [thus, Orthodox Christian: Greek, Slavic, Arabian], Albanian, Vlach [thus, Romanian], Armenian, Turkish [thus, Muslim: Arabian, Kurdish and Turkish] and other extraction."

Article 21: "The entirety of the people together constitutes the nation, not only the rich and the highborn."

Article 53: "Every act and order...will be in Greek, so that every judgement and state decree may be read better by everyone all over the empire."

Article 112: "The legislative power certainly [ensures] equal rights, security, freedom and landed property possessory right for every Turk, Greek, Armenian..."

He did not see that his constitution plan was irreconcilable with the wishes, concerning religion and nationality, of the peoples in the Ottoman Empire. This contradiction is absolutely obviously shown within his liberty hymn of 1796, called *Battle Song*, in which he suggested that the Christian and Muslim residents of the Ottoman Empire accept the Cross as the symbol of the insurrection.

The Young Turks and the Constantinopolitan Organisation

In the second half of the 19. century, ideas urging the empire's reformation and different organisations established for this aim occurred sharper and sharper. Among the Young Turks, the group with the biggest role was the Committee of Union and Progress, founded by four medical students in Constantinople in 1889 (an Albanian, a Caucasian Circassian and two Kurds). They published their entire programme in their official paper, the *Mesveret* on 3rd December 1895: "We clamour for the implementation of the reforms...not only in favour of one nation, but the independence of every Ottoman, [were they] Jews, Christians, or Muslims...We have decided to preserve our particular Eastern characteristics and culture, and for this, we adopt only the West's general scientific developments."

The first congress of liberal Ottomans got together in Paris in February 1902, with the participation of 47 representatives; Turks, Arabs, Greeks, Kurds, Albanians, Armenians, Jews, Circassians. The followings were accepted there as aims: the preservation of the Ottoman Empire's territorial integrity; the maintenance of the monarchy as the indispensable link of the empire's different peoples; equality before the law for every citizen of the empire, without any religious and ethnic discrimination; the restoration of the constitution of 1876. (This constitution was not in force for a long time, because the sultan suspended it a year later, but it meant rather extensive representation for every resident of the empire – so it left good memories in the mind of the nationality of Turkey.)

The Young Turk Revolution became victorious on 23rd July 1908. The officers of the committee proclaimed the restoration of the constitution of 1876 and kept their promises towards the empire's non-Turkish communities, which is perfectly demonstrated by the

composition of the Parliament⁷, the distribution of the 288 places: 147 Turkish, 60 Arabian, 27 Albanian, 26 Greek, 14 Armenian, 10 Slav and 4 Jewish representatives managed to get in. The Young Turks were Ottomans, and not Turkish or Greek nationalists. They had not realised the significance of the nationality problem, therefore, their rise to power generated enormous enthusiasm both among the Arabs and the Greeks. There was a beam of hope for the fulfilment of the Greek-Turkish co-operation within one state, the most dominant representatives of which were Jon Dragumis and Athanasios Suliotis-Nikolaidis. The intellectual leader was Suliotis, who created a secret society in Constantinople among the Greeks living in the territory of the Ottoman Empire, called the 'Constantinopolitan Organisation', existing between 1908-1912. This organisation closely co-operated with Dragumis, and was supported by the Greek representatives of the Ottoman Parliament, the Patriarch of Constantinople and the Athenian government as well. The ideology of Suliotis was neither the Byzantine-Ottoman universal state conception of Rigas, nor the nationalism of the Megali Idea. It was an ideology that unified both, and was based on the political identity of the Eastern Mediterranean Region and the identity of the nations living in this territory. Its final aim was to establish an Eastern Federation, which would have unified every nation living here in one state. He did not believe in one Byzantine or one Ottoman nation, but in many separate nations, like the Greek or the Turkish, and they should negotiate on the establishment of a confederation, which would preserve the substantial political identity of the Aegean peoples. Following the implementation of the confederation, the transition into the second stage would have become possible, the stage "over nations", the development of an "Eastern race". Suliotis wrote the following in his work *Constantinopolitan Organisation*:

"...We, the nations of the Balkan Peninsula and Asia Minor, are in much closer relationship with each other than our fanatic education and studies let us imagine that. For long generations, our ancestors have mixed with each other, so that no matter how we are differentiated now, by nations or by states, every one of us has different anthropological types inside, and still it is easy to tell us apart from the other European and Asian peoples. For generations, our ancestors have lived in the same state, for more than a thousand years as the citizens of the Byzantine, and today, of the Ottoman Empire... There were more and more moments in the City⁸, when I could not stand being touched while thinking of the relationship and common misfortune of the nations in the Balkan and Asia Minor, and I realised that none but unity might mean the only hope for throwing off the external pressure."

Nevertheless, the euphoric mood following the success of the Young Turk Revolution did not last for a long time among the Christian nationalities of the Ottoman Empire, it was shaded already by the events of October 1908⁹. Later, following the defeat of the counterrevolution of 1909, the more liberal representatives of the Young Turks were

⁷ The first meeting was on 17th December 1908.

⁸ The City means Constantinople for Suliotis as well.

⁹ On 5th October 1908 Bulgaria proclaimed its independence, on 6th October Austria-Hungary annexed Bosnia-Herzegovina, and a day later the residence of Crete proclaimed its union with Greece – although the latter did not come true, only after the first Balkan War.



completely obscured, and instead of the principles promising the equality of every subject in the empire, Turkish nationalism became the policy increasingly. Simultaneously, acts disadvantageously concerning Christians were born, and the possibility of co-operation changed more and more into opposition, which lead to the first Balkan War, as well as to the almost total division of the Ottoman Empire's European territories. The outbreak of the war put an end to the Greek-Turkish co-operation, just before it actually could have been established.

My aim was to outline the ideological similarity of the Ottoman Empire's reformational conceptions until the spread of Turkish nationalism. And these concepts all originate in the thought of the unity of the Eastern Mediterranean Region (as a common political region).

Open to the Middle East: The establishment of the diplomatic relations between Hungary and Yemen

Zoltán PRANTNER
Université de Szeged

Hungary's activity in the Arabian region dates back to the 1880s. These initial contact had their roots in economic relations. The First World War put an end to the prosperous trading connections. Between the two World Wars Hungary made some efforts to renew the former relations without any success. Although many honorary Hungarian consulates were established in cities of this region in the 1930s – e.g. Alexandria, Beyrouth, Aleppo, Algir, Bengazi – the commerce has been quite weak.¹

After 1947 the Hungarian foreign policy followed the diplomacy of the Soviet Union which was not interested in the situations of the Arabian regions this period.² This tendency has not changed until the crisis of Suez after which some socialist countries – among others Hungary – turned towards the Arabian states.

Hungary's former relations went through some changes due to the events of 1956. The United Nations internationally condemned the Hungarian leadership. According to this Hungary's relations to foreign countries were limited to the "friendly" socialist countries in the first half of 1957.

The Kádár Government – taking advantage of the strong influence of the Soviet Union after the crisis of Suez – made a successful attempt to break out of the international isolation in Augustus, 1957. The establishment of relations with developing countries was the first opportunity to this.

The first chance to build up diplomatic relations with Yemen presented itself in 1957 when al-Badr, the crown prince, made tours in socialist countries to sign agreements with them. The Hungarian foreign policy took advantage of the given opportunity which resulted in the establishment of the diplomatic relations between Hungary and Yemen on 16th March 1959.

This study aims to refer to those factors of internal and foreign affairs on both Hungary's and Yemen's side which made it necessary to establish relationship. The study tries to demonstrate the events of one and a half year from the first meetings to the signing of the contact. We set the aim to refer to the consequences in practice.

¹ J. Nagy L. Az arab országok a magyar külkapcsolatokban. *Külgügyi Szemle*. 2 (1) pp. 114.

² This statement refers not only to the Arabian region but to all the developing countries. Out of these countries Hungary established diplomatic relations with Egypt, India and Argentina until 1950, with 16 countries between 1950 and 1960, and with 38 countries between 1960 and 1970 (Puja F. *Szocialista külpolitika*. Kossuth Könyvkiadó, 1973, pp. 90).

Internal policy of Yemen in the first half of the 20th century

Yemen, which was named by the Romans Arabia Felix – “lucky country” – is situated in the south-western part of the Arabian Peninsula where the Indian Ocean and the Red Sea join.

In 1962 Yemen's territory made out 195 000 km² and it had 4-5 million inhabitants. It had earlier two capitals: Sanna, the most important and the most populated and Taiz, the one which became residence of the Imam³, Ahmed, between 1948 and 1962.

The country's inhabitants were mostly Persians and Arabs but there lived many people from India and Somalia, too.

The majority of the people lived in tribes, they were nomads and half-nomads. Most of them lived in the mountains of Yemen.⁴

As for their religion most of the population were Muslims – Shiites (Zaidits and Ismailits) and Sunnis (Shafis) – and a considerable religious minority was represented by the Jews until 1952 when 90% of the Jews moved to Israel. The wordly and the sacral power were united in one hand; in the hand of the Imam, who claimed he was descendant of the prophet himself, was a Zaidit Shiite high priest.⁵

Yemen has been an absolute monarchy until 27th September, 1962.⁶ The administrative, legislative and executive power was concentrated in the ruler's – the Imam's – hand. As the head of the executive power he had the right to appoint all the officials, not only the ministers, but the simplest doorkeeper, too. The ministers had no

³ „The expression means a leader, example, model or pattern to be followed. In its commonest sense the word is applied to be leader of prayers in a mosque. It is not the equivalent of a priest for there is no priesthood in Islam. The founder of a theological system or school of Islamic law is also termed an Imam but the principal meaning of the word is that of leader of the Muslims. In this sense it is more generally used by writers on jurisprudence than Khalifa (Caliph). The title is generally used by Shiite sects (Ingrams, H. *The Yemen, Imam, Rulers & Revolution*. London, 1963, pp. 154). About the expectations concerning the position of the Yemenite Imam and Shafi's relations to him see more: Messick, B. *The Calligraphic State, Textual Domination and History in a Muslim Society*. Berkeley and Los Angeles, 1993, pp. 37-40.

⁴ Only half million people out of the hole inhabitants of the country lived in to cities or their outer districts (Hottinger, A. *Der Bürgerkrieg im Jemen: Wegbereiter des Kommunismus auf der Arabischen Halbinsel*. *Europa-Archiv*, 21, Apr. 1966, pp. 297).

⁵ The requisite qualifications for an Imam, based on an eleventh-century declaration, were: „*The Imamate belongs by right to that person, descended from Ali and Fatima, the daughter of the Prophet, who is wisest in religious questions and bravest in battle, who is of age, of the male sex, sound in mind and body, of legitimate birth, suitably gifted for government, righteous, generous and pious – and wins the Imamate with the blade of his sword.*“ (Boxhall, P. G. *The Yemen – background to recent events*. *Army Quarterly & Defence Journal*, 88, July, 1964, pp. 203).

⁶ Then 80 soldiers led by Abdullah as-Sallal attempted a coup and overthrew the system of Imamate. The republic has been announced, which resulted in an 8-year-long civil war affecting not only the Yemenites but further states in the region, like United Arabian Republic, Jordan, Great Britain and Saudi Arabia, too.

real government offices, they were in fact advisors of the Imam. The Imam who was distrustful against everyone had to be consulted concerning each and every case which made the governing awkward slow.

The Yemenites lived under terrifying sanitary circumstances. Even in the 20th century epidemics were not rare due to the starvation and the lack of hygiene.⁷ Medical care was practically unknown in the country.⁸

Beside the basic educational institutions – which were mostly Koranic schools under the leadership of the ulema – there were only two grammar schools and an elementary military academy where 5% of the children were educated.⁹ The schools offered religious education for money, children were taught only to read and write so that they could study the Koran themselves. In the country there was no university and only a few of the students who could go abroad to study at university after 1930 were given classic university education. Coming home they had to realise that their progressive way of thinking and their desire to act are contrasted with the expectations of the Imam.

As for the economy had been one of the most underdeveloped country of the world in the middle of the 20th century. The country lacked the appropriate infrastructure and there was not even a small mechanical industry. The domestic industry and the small industry were not well developed. For want of industry all the goods which could not be made by craftsmen were bought by merchants in Aden and sold the inhabitants at a profit.¹⁰

The natural resources of the country stayed unopened until the 1960s though, according to the experts, the deeper strata of the ground hid mineral resources like gold, silver, rock salt, coal, manganese, iron ore, lead or oil which can be found on the Tihama plain, in Salif.

⁷ The two most often devastating epidemics were smallpox and malaria; the malaria has been one of the causes of the high death rate in Yemen. Moreover tuberculosis was considered a general illness and intestinal worms were not rare. According to a report of 1960 which was made by the FAO 80-90% of the inhabitants suffered from trachoma (which could lead to utter blindness in the worst case), and 50-80% of the men and women in Yemen had syphilis. The rate of the infant mortality belong to the very high ones on the world scale; it was at least 50% but it reached 90% in some regions. Another problem was that the adults consumed kat in a very big quantity – on average 4 hours long a day – which could destroy the liver and the teeth and deform the face and the mouth cavity – especially by underfed people – within 4 years (Milenkovics, M. A kábítószér – Dél-Arábia rákfeneje. *Cikkek a Nemzetközi Sajtóból*. 8 (3) 1962. pp. 27; MTI Világpolitikai dokumentumok. Jemen. Szerk. Györfly Tibor. Budapest. 1963, pp. 5).

⁸ By the end of the 1950s there were only 15 doctors, some European (Czechoslovakian and Eastern or Western German) and Soviet doctors were employed to take care of the Imam, his family and his friends. The civil servants and the soldiers of the government were looked after by some doctors from Egypt (Rouleau, É. „Arabia Infelix”. *Cikkek a Nemzetközi Sajtóból*. 7 (78) 1962. pp. 69).

⁹ (Halliday, F. *Arabia without Sultans*. Manchester, 1974, pp. 92) About the education in the schools of the Koran see more: Messick *ibid*. pp. 81-98.

¹⁰ 90-95% of the import goods entered the country through Aden. Some goods from Hungary were also imported e.g.: textile and padlock (*A Jemennel való kereskedelem feltételei* 1959. április 24. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz 003055/szig. titk. 1959).

Determining basis of the economy were animal husbandry and agriculture; they provided the living of 80-85% of the inhabitants.¹¹ Because of the crumpling of the cultivated land agricultural production was achieved in the small valleys of the bare, rocky mountains, where they worked with hands and adopted the terracing method which had been used in ancient times. The means of production were quite simple and primitive. The fact that the most of the peasants produced only goods which were necessary to life because of being afraid of the taxes which were imposed if there was a sign of welfare contributed to the stagnation of economy.¹²

The most famous and the most important export article was the coffee. In the middle of the 1950s about 60 000 ton of coffee were exported which went down to 10-12 000 ton in 5-6 years and at the end in the 1960s export was at on the same level as during the World War, 20 years before.¹³

In regard of the low living standard, the market of Yemen could import small quantities.¹⁴ Not even in the second half of the 20th century had there been a unified market in Yemen. There was no commercial law, the arrangement of business depended on the wish of the Imam. There were no regulated customs and the measure of the customs depended on the expectations of the local governor, it was varied in the different frontiers.¹⁵

The basic conditions of the international commerce were not present in Yemen. Only one bank functioned in the country, the Saudi-Arabian Bank in Hodeida, which could not transfer money, there could not even be established a letter of credit because of the given conditions. The backwardness was indicated by the fact that there was no common currency in Yemen in the 1960s. The bartering had a significant role, first of all in the underdeveloped regions of the country, the existing money circulation the Maria Theresa rial-silvercoin with the 1780s lines was the leading one. Although this currency was not suitable for its role in the commerce, but it was impossible to introduce paper money due to the series of conflicts in the internal politics. Additionally this had made it necessary to establish financial institutions and to train financial experts.¹⁶

¹¹ Stookey, R. W. *Yemen, The Politics of the Yemen Arab Republic*. Colorado, 1978, 170.

¹² The "zakat", the tax, stated by the Islamic law, reached 12,5% of the income. Sometimes its multiple has been collected, which could reach 70% of the taxpayer (Rouleau „Arabia Infelix" 1962, 69).

¹³ According to the balance of trade in 1961 the import reached 16.836 million dollars (out of which 29% were food stuffs, 7% were tobacco, 17% were textile) while the export reached only 8.161 million dollars trade: the total value of the import goods were 52% higher than that of the export goods (Attar, M. S. al- La République Yéménite et son context interarabe. *Politique Etrangère*. 32 (3) 1967. pp. 281; Halliday ibid. pp. 90).

¹⁴ The GDP reached 300 million US dollar, which meant 70 dollars for one person. The loss of the balance of payment was 58%. The fact that the situation didn't become worse was due to loans and donations (Attar ibid. pp. 281).

¹⁵ MTI ibid. pp. 4.

¹⁶ *A jemeni gazdasági helyzet* 1959. április 8. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz 79/5/szig. titk. 1959.

Many Yemenites left the country to look for better chances in the neighbouring and in more distant countries. Ethiopia, Aden, Somalia, Sudan and Saudi-Arabia gave home to many Yemenites, until the decay of the monarchy more than 1 million Yemenites – more than 20% of the inhabitants – left the country.¹⁷

Considering all this, the statement of János Veress, Hungary's chargé d'affaires of Khartoum, seems to be right, as in 1959 analysing the inner conditions of Yemen he claimed that the system of the Imamate could not be upheld in its condition longer than 1-2 years.¹⁸

Foreign affairs of Yemen in the 1950s

After the country gained independence until the end of World War II. Yemen isolated from the outside world. When it stopped being isolated, established contacts with Arabian countries – it joined to the Arabian League in 1945 – and with some international organisation (It became the member of the United Nations on 30th September, 1947.).¹⁹

In the scope of its attempts to establish contacts with foreign countries at first Yemen concluded an agreement Egypt in 1945 which was followed by reciprocal delegations of diplomats. The same steps were taken in 1946 towards Iraq but this relation could not develop because of the confused situations after the dead of Yahya Imam in 1948. The foreign politics with the Aden-Protectorate ended in failure, which resulted in taking compulsory steps on Yemen's side. This was the reason of the three-side military agreement signed in Djidda on 21st April, 1956 by Yemen, Egypt and Saudi-Arabia.

Yemen was one of the first countries, whose independence had been acknowledged by the Soviet Union on 1st November, 1928, when the two countries made a friendly agreement. The harmonious relations were interrupted for a short time, when the diplomats of the Soviet Union withdrew from the region in 1938. The political, economic and cultural relations were renewed in the first half of the 1950s. The trade agreement, signed on 8th March, 1955 proved the success of the renewed relations. On 31st October,

¹⁷ Beside the countries mentioned above a high number of people lived in Baghdad, Port Said, Cairo, Marseille, Cardiff and London (O'Ballance, E. *The War in the Yemen*. London, 1971. pp. 32). About the stages, tendencies and destinations of the emigration from Yemen see more: Swanson, J. C. *Emigration and Economic Development: The Case of the Yemen Arab Republic*. Colorado, 1979. pp. 50-55.

¹⁸ *Jemen belpolitikai helyzete* 1959. április 5. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-200-79/szig, titk. 1959; *Belpolitikai helyzet Yemenben* 1959. Augusztus 3. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-200-187/szig, titk./ 1959.

¹⁹ Yemen was member of FAO – Food and Agricultural Organization –, WHO – World Health Organization –, UPU – Universal Postal Union –, and ITU – International Telecommunications Union – within the UNO membership. Moreover it was supported by the United States Technical Assistance Board by the UNESCO and by the WHO (Cortoda, J. *The Yemen Crisis*. Los Angeles, 1965. pp. 4).

1955 the second friendly agreement was concluded. Then, in June of 1956 prince al-Badr paid a visit in Moscow, and the 2 countries made an economic co-operation agreement.

Yemen established diplomatic relations with the People's Republic of China on 24th September, 1956. China entered a credit contract with Yemen, China's support amounted to 70 million Swiss franc, which had to be paid back in 10 years.²⁰

Yemen concluded a friendly agreement and trade agreement with Czechoslovakia on 5th July, 1956. Ahmed Imam accepted the offer of the Czechoslovakian government, according to this youngs of Yemen could study free of charge at Czechoslovakia universities on Faculties of Medicine and Engineering. Czechoslovakia and Eastern-German experts worked in Yemen, mainly doing business. The Czechoslovakian doctors were paid by the Yemenites.

The Imam found it important to influence the South-Arabian tribes which lived in the Aden Protectorat. The Imam regarded South-Yemen, which has been under English occupation since 1839, part of his country and required the abandonment of the foreign supremacy. The Imam's policy on this issue wasn't successful. The first reason for this was that the situations in Yemen were not attractive enough for the Arabian tribes, which lived in the Protectorat as they had a bit higher living standard than the Yemenites. The Imam could not go too far concerning the activities against the British would make difficulties over the transport of the relatively cheap imports from the harbour of Aden to Yemen.

The United States established diplomatic relations with Yemen after the World War II., on 11th May, 1946; the two countries made friendly-, trade- and shipping agreement. According to the agreement of 24th May, 1947 Yemen got a support of 1 million dollar for buying American surplus products. In July of the following year prince Abdullah made a tour in the USA, he met President Truman and had a talk with several American industry concerns.²¹ Ahmed Imam seized power in 1948 after the death of Yahya. The contacts made with the USA had not been fulfilled during Ahmed's regime. Consequently the diplomatic relations between the two countries were interrupted for a short time and the USA acknowledged Ahmed Imam's regime only in February 1950. The relation of the two countries stayed tense.

As the western powers did not manage to get a foothold in Yemen the Italian legation fulfilled the tasks of the Western countries. Italy had influence on Yemen between the two World Wars, as well, some Italian doctors and experts worked continuously in the country. The Italian embassy had good relations to the leaders of the country.

Yemen strove for good relations with Saudi-Arabia, it was weaker than its neighbour and tried to promote the interest of the Yemenites who lived there. Because of the debate over the province Asir Yemen and Saudi-Arabia were on bad terms with each other for a long time. According to the "Islamic Friendly and Arabian Fraternity Contract" which was signed on 20th May, 1934 in Taif – become known as Contract of Taif – and the

²⁰ Its relations with the Soviet Union and China have became worse by the end of the 1950s. It was the result of the fact that the Imam has denied to fulfill his duties which were recorded in the credit contracts or to give any kind of concession to these countries in Yemen by way of compensation.

²¹ Lenczowsky, G. *The Middle East in World Affairs*. London, 1982. pp. 616.

relation between the two countries got back to normal. Though, Yemen had some troubles because of the invasions of the Saudi-Arabian tribes.²²

By the year of 1959 in the capital, Taiz existed embassies of the Soviet Union, China, Italy, Ethiopia, Western Germany, America and Great Britain, in the former capital Sanaa existed embassies of Egypt and Saudi-Arabia and trade branch offices of Czechoslovakia and Eastern Germany. The abandonment of the isolation didn't mean the ceasing of the exaggerated suspicion and fear of the outside world.

Effects of the events of 1956 on Hungary's foreign affairs

Although the UN seemed to be unable to stop the intervention of the Soviet Union in Hungary, or to bring the terror under control, it offered to put pressure on the Kádár's regime to form the basis of a more liberal internal policy. The Mandate Examining Committee of the UN proposed on 8th November, 1956 to postpone the decision concerning the credentials of the Hungarian legation. The motion had been adopted by the general assembly, additionally in 12th November, 1956 the Hungarian issue was put on the agenda and according to the proposal of the Secretary General it had been decided to set up a special committee with five members, which had the task to look into the matter, hoping that the UN's observers will be admitted to Hungary. The facts that the Hungarian issue was kept on the agenda and that the credentials' acceptance was postponed were disadvantageous concerning the international judgement of Hungary. Consequently, the foreign policy of the Kádár's regime was limited in the first half of 1957, it extended to the members of the Warsaw Pact, China and Yugoslavia.

The first chances of the outbreak of the isolation, which was comparable to the country's international position of 1945, meant the establishing of relations with some developing countries. János Kádár found it important to get into touch with newly liberated countries and in his speeches emphasised the importance of the liberation movements. He adopted the point of view of the valid communist doctrine on this issue, regarding all the former provinces allied and antiimperialist independently of their political system.

As the Hungarian Foreign Office from the beginning found it significant to be on good terms with developing countries, it succeeded to break out of the international isolation in August, 1957, taking advantage of the growing prestige of the Soviet Union in the Arabic region. Thanks to this a "goodwill delegation" led by Károly Szarka, deputy Foreign Minister went to India, Burma, Indonesia, Nepal, Ceylon, Syria, Egypt and Sudan. The most influential politicians of the third world among others Nasser, Nehru received them.

During the tour of the "goodwill delegation" the UN's five membered committee made an official report on the Hungarian issue and it planned to introduce the report on the meeting of the general assembly in autumn. So, it was not surprising that the Hungarian delegation paid visit in developing, non-aligned countries which were members of the

²² *Yemen külpolitikája* 1959. Április 8. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-10 79/6 szig. titk./ 1959.

UN. The delegation endeavoured to obtain UN votes and it succeeded in achieving it in the Arabic region as – especially in Egypt and in Syria – they related the Hungarian situation to the conflict of Suez.

The USA's unsuccessful politics in the Middle East contributed to strengthening the relations. The Eisenhower Doctrine of January, 1957 stated that there is a power vacuum, which contradicted to the widely spread and fruitful Arabian nationalism. The leaders of the Arabian states found it humiliating to be controlled by another state on the pretext of the war against communism. Because of this, Nasser assured the Hungarian government of his support on 29th Augustus, 1957, when he had a talk with the "goodwill delegation" at his home, he said "*the Hungarian issue is used as a propaganda in the UN, namely first of all against the Soviet Union*".²³

Yemen had been mentioned among the range of Arabian countries which would abstain or assure Hungary of their support. Nasser added that Yemen store for independency in its foreign affairs, so it was sure that the country would support Hungary's issue. It was a very important statement for the delegation and it had a significant role in making effort to establish relations between Hungary and Yemen, which was previously present in the conception of the Hungarian foreign policy.

The chance of diplomatic relations between Yemen & Hungary

In 1957 Saif as-Islam Mohamed al-Badr, crown prince of Yemen, deputy President, Foreign Minister, Minister of Defence – leading an official delegation – made a longer tour in several socialist countries to have a talk with the governments of the visited countries with the aim of establishing economic-, cultural- and diplomatic relations. The delegation has gone through Hungary four times during its tours.²⁴

The delegation of Yemen paid visit in Poland, Yugoslavia, Rumania, China and the Soviet Union. Surprisingly they had not initiated to establish contact with Hungary, they had not even mentioned the possibility of this during their tour. The reason for this must have been the fact that – thanked to Yemen's membership in the UN – Yemen was informed about the events of 1956 in Hungary and it must have suspected that Hungary's internal situation is not stable enough, so they were not interested in making efforts to get nearer to Hungary.

Hungary may have thought of establishing relations with Yemen when the delegation from Yemen went through Hungary, or perhaps short after that. On 5th June, 1957 a record

²³ The politicians in Syria – like those in Egypt – supported the efforts of the Hungarian foreign politics. According to the opinion of the politicians of Syria, the fact that the Western Powers keep the 'Hungarian Issue' on the agenda, was a distraction to hide their intervention in Algeria and Oman, and their conspiracy against the Arabs. (J. Nagy *ibid.* pp. 127)

²⁴ About the first three journeys through the country there's no detailed official report, it's referred to in some following documents. The 4th visit took place in the morning of 15. January 1958, when a government delegation led by prince al-Badr travelled from Moskow through Hungary. (*Jemeni kormányküldöttség útutazása* 1958. január 14. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-00329/1958).

was made which contained a proposal of the establishment of diplomatic relations through the Hungarian embassy in Cairo.

The diplomatic relations offered numbers of advantages for Hungary. The most important viewpoint for Hungary was the abandonment of the cordon which existed around the Hungarian foreign policy. The competent Hungarian authorities agreed that Yemen would be accepted the diplomatic approach the most willingly among the Arabian countries. This hope was confirmed by the record of the embassies of Damaskus and Cairo.

It was a further deciding viewpoint of the foreign policy that Yemen was the member of the UN. It is needless to emphasise how important it was for Hungary whose issue had been on the agenda of the UN.

The facts that Yemen "has had an anti-imperialist policy for years" and that it "resist the aggression on the British imperialism's side" gave an ideological basis for taking the initiative steps. Additionally the delegation of the USA did not succeeded in making Yemen accept the Eisenhower Doctrine, "because the monarch of Yemen was not willing to accept a common declaration which claims that both countries fight together against the international communism and he was not willing to commit himself to identify with the Eisenhower plan."

It was assured that the Hungarian initiation would not lead to disapproval of the socialist countries, as Yemen had signed numerous contracts or agreements with the majority of the socialist countries by then. Yemen made a friendly agreement with the Soviet Union and had diplomatic relations with China and Czechoslovakia. Besides it had trade agreements with some friendly countries – f.e. with Eastern Germany and Poland – and these socialist countries made steps even in 1957 to establish diplomatic relations with Yemen.

The initiations had not only foreign political reasons. It was not a deciding but a considerable reason that Hungary could widen the number of its commercial partners with the establishment of relations with Yemen, and it could discover further markets for the Hungarian products. Another reason was that the Hungarian experts were aware that Yemen attempted to seek out its natural resources, which was attractive for Hungary in respect of its trade. The fact that Yemen's neighbouring country, Saudi-Arabia, had oil in large quantities, made it quite obvious that Yemen had also some oil, even if not so much as Saudi-Arabia had. The Hungarian Ministry of External Trade may have hoped for it as they planned to participate in seeking out and developing the natural resources.²⁵

The initiation of the establishment of relations with Yemen began on 22nd December, 1957, when the delegation of Yemen went through Hungary for the second time, coming from Poland. Károly Szarka, the deputy Foreign Minister had a long talk about the relations of the two countries with the leader of the delegation, crown prince Mohamed al-Badr. The prince said that the delegation had the aim to establish economic, cultural and diplomatic relations with the mentioned "people's democracies".

²⁵ *Diplomáciai kapcsolatok Yemennel 1957. június 5. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-627.*

They established that both countries had common interests, like fighting against the imperialism, preserving the peace. They agreed on the chance of the establishment of further extensive relations between Yemen and Hungary. The prince added to this point that he wanted to build up cultural, economic and political relations with Hungary.

Károly Szarka agreed with the intention of al-Badr and explained that Hungary had the same intentions. He asked how Yemen received a possible Hungarian initiation of the establishment of diplomatic relation. The prince stated there was nothing to stop establishing diplomatic relations, the country was ready to enter negotiation at any time through Hungary's foreign representation, for example in Cairo.²⁶

After the talks of the crown prince and Károly Szarka deputy Foreign Minister the Ministry of Foreign Affairs thought, it was the time Hungary took the first steps to build up the diplomatic relations. according to this it was decided that the issue should come to the Cabinet to be investigated. After the Cabinet had made the decision, Lajos Sziogyártó the ambassador in Cairo had the task to have talk about this issue with the ambassador of Yemen in Cairo.²⁷

Endre Sik, the first deputy of the Foreign Minister made his motion on this issue by the Hungarian Revolutionary Labour Peasant Government on 30th January, 1958.²⁸

According to the decision No. 3044/1958 of 6. February 1958 the Government, led by Ferenc Münnich, assented that the Foreign Minister have talks with the government of the Kingdom of Yemen on the issue of diplomatic relations, and depending on the results of the negotiations he should make a motion by the Presidential Council of the People's Republic to establish diplomatic relations.²⁹

Unexpected complications

On 10th February, 1958 Péter Kós, leader of the 4th Political Department informed Lajos Sziogyártó, the ambassador in Cairo about the decision of the Hungarian Revolutionary Labour Peasant Government. He told that the Foreign Minister would make a motion by the Presidential Council of the People's Republic on the issue of the establishment of the relations, depending on the results of the negotiations.

Lajos Sziogyártó was reminded that being an ambassador in Cairo, he was responsible for having talks with the ambassador of Yemen in Cairo on the given issue. The ambassador was ordered to visit the ambassador of Yemen in Cairo, after he had taken over the decree. He had to refer to the conversation of crown prince Mohamed al-Badr

²⁶ *Jemeni kormánydelegáció útutazása* 1957. december 30. MOL Küm. Jemen 1945-64. Admin. XIX-J-1-j 1. doboz 156/k.

²⁷ *Diplomáciai kapcsolatok Jemennel* 1958. január 13. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113.

²⁸ *Diplomáciai kapcsolatok felvétele Jemennel (Kormány-előterjesztés)* 1958. január 30. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-00329/1/ szig. titk. saját.

²⁹ *A Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány 3044/1958. sz. határozata a diplomáciai kapcsolatok felvételéről Jemen Királysággal* 1958. február 6. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-00329/2/1958.

and the deputy Foreign Minister and had to emphasise that the Hungarian Government was ready to have talks with the Government of Yemen on the issue of the diplomatic relations.³⁰

On 18th February, 1958 Lajos Sziogyártó reported that it was not expedient to begin talks with Yemen on this issue in the near future, as after the new President of the United Arabian Republic had been elected (21st February) Yemen may abruptly join the Union on federal basis. Following this it would be decided whether Yemen could have own authority on its foreign affairs or it would be represented by the Union's foreign delegates. In case Yemen had the possibility to arrange its foreign affairs after the joining, the ambassador of Yemen assured the Ministry of Foreign Affairs to be ready to negotiate.³¹

On 28th April Lajos Sziogyártó visited the Foreign Minister of Egypt, Mr. Favzi. As Yemen had no diplomatic representation in Egypt that time, Sziogyártó asked the Foreign Minister whom and how should the delegates of Hungary consult with about the started conversations with Yemen. The Foreign Minister said the issue was not yet decided. However, he stated that his country preserved its own diplomatic relations with foreign countries. He could not say anything about how to establish new diplomatic relations.³²

Péter Kós ordered Lajos Sziogyártó in his reply that he should get some pieces of information from the responsible quarters about some important issues and then inform the Ministry of Foreign Affairs about these while Favzi could not give satisfactory

³⁰ *Diplomáciai kapcsolatok Yemennel* 1958. február 10. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-00329/ szig. titk. saját.

³¹ (*Diplomáciai kapcsolatok Yemennel* 1958. február 18. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-035/1958 szig. titk. saját.) According to the forecasts of Hungary's ambassador in Cairo on 8. March 1958 Yemen joined the United Arabian Republic, which has been proclaimed on 1. February and has been confirmed on 23. February. Three factors forced the Imam establish the federation: 1, Hadn't he come to an agreement with Egypt, Nasser would have supported the anti-Imam Yemenites in Cairo, the leaders of the organisation 'Free Yemenites', who killed the father of the Imam in 1948 attempting to establish republic in Yemen; 2, The Arabian nationalism had a big response in Yemen. The Imam could hide for a short time that the followers of the Arabian nationalism and Nassers men turn against him; 3, The pressures of England coming from the direction of the Protectorat in Aden were also a reason of the establishment of the confederation with Egypt. The United Arabian States didn't seem to be efficient during its short existence. Finally, the relations between Yemen and the United Arabian Republic became worse and worse, so Ahmed Imam left the United Arabian States on 23. December 1961. Due to this the United Arabian States on broke up on 26. December on Nasser's initiative. About the conflicts between Yemen and Egypt see more: Botzat, R. Közlekedés az „öselenséghez”. *Cikkek a Nemzetközi Sajtóból*. 5 (22) 1960. pp. 13; Halliday *ibid.* pp. 8; Hopkins, H. *Egypt, the crucible*. London, 1969. pp. 426-427; Ingrams *ibid.* pp. 115-116; MTI *ibid.* pp. 11; *President Gamal Abdel Nasser's Speeches and Press-Interviews*. Cairo: Information Department. 1961. pp. 347; Schmidt, D. A. *Yemen: The Unknown War*. London, 1968. pp. 45; *Yemen külpolitikája* 1959. Április 8. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-10 79/6 szig. titk./ 1959; Wenner, M. W. *Modern Yemen*, 1918-1966. Baltimor, 1967. pp. 186-187.

³² *Diplomáciai kapcsolatok Yemennel* 1958. május 1. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-035/2/1958.

answers to the questions concerning the diplomatic relations with Yemen. Sziogyártó had to seek for answers to the following questions:

1./ Is it necessary to conclude an extra agreement with Yemen on the issue of the establishment of diplomatic relations?

2./ Is it necessary to request for an extra agreement for Lajos Sziogyártó for accreditation with Yemen?

3./ Which is the most appropriate place and what are the necessary and the most advantageous forms in the view of the technical arrangements of the establishing of diplomatic relations?

Lajos Sziogyártó reported on 30th June, 1958 that Yemen's joining to the Union was not followed by any kind of practical consequences. Yemen could arrange its foreign affairs like before. As Yemen had its own foreign diplomacy,

1./ The diplomatic relations had to be consulted with Yemen;

2./ It was necessary to ask for an extra agreement for the delegate;

3./ The question connected to the diplomatic relations could be discussed in any of the countries where both states had diplomatic delegation and where the ambassador of Yemen had good relations.

As the question was theoretically decided when the crown prince of Yemen paid a visit, Lajos Sziogyártó thought the establishment of the relations could have been fulfilled by any of the embassies of Hungary.³³

János Radványi, the leader of the 4th Political Department told János Veres, chargé d'affaires in Khartoum on 24th September that he had been charged with negotiating on the issue of the diplomatic relations between Yemen and Hungary in Taiz.

Veres was told to go to Taiz after he had come back to Khartoum he had to visit the protocol head of the Ministry of Foreign Affairs, explained the aim of his coming and ask for hearing by a crown prince al-Badr, whom he had to talk about the establishment of the diplomatic relations.

The antecedents let one conclude that there was no hinder of the establishment of diplomatic relations on Yemen's side. János Veres was authorised to have talks beside the crown prince with all the statesmen of Yemen, whom he thinks to be important to talk with on this issue; but he had to win the crown prince over to the aim of his mission.

³³ *Diplomáciai kapcsolatok Yemennel* 1958. Június 30. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-035/3/ 1958.

Veres' scope of duties reached further. After the agreement on the diplomatic relations he had to achieve that Yemen give an agrément for Lajos Sziogyártó, ambassador in Cairo on the spot. Sziogyártó was planned to represent Hungary as an ambassador beside the Imam of Yemen after the conclusion of the agreement.

The chargé d'affaires of Khartoum had to obtain the whole list of names of the government in Taiz and he had to get to know how to address accurately the credentials. He was asked to inform the Ministry of Foreign Affairs in time about all these. He had the task to build up as wide-ranging relations as possible, first of all with civil servants and he had to send a detailed reports all about his relations concerning each person.

Although the Hungarian Ministry of Foreign Affairs had not aimed to establish a foreign delegation in Taiz, but the chargé d'affaires had to pay attention to the composition of the diplomatic corporation of Yemen, the possibilities of renting a building for the delegation, and he had to study the circumstances of life in Yemen. Without having particular talks, he had to form a notion of the possibilities of Hungary concerning the foreign trade with Yemen.

As some socialist countries had diplomatic delegations in Taiz and their former experiences could come in handy for Hungary furthermore, they could help Veres to carry out his task, Veres was told to try to get in touch with them. This should be one of his first arrangements after he gets there.³⁴

János Veres visited Kirpicsenko, the soviet chargé d'affaires in the embassy of the Soviet Union while he stayed in Cairo, who accompanied the ambassador of the Soviet Union to Yemen at that time to hand over his credentials. Kirpicsenko told them about curiosities of the Yemenites and calmed Veres down as he worried about the postponing of his entrance to the country. Kirpicsenko said it was not a single example and the lingering on Yemen's side is not an unfriendly way of behaving only against Hungary.

Kirpicsenko advised Veres to visit Hassan Ibrahim, the delegate of the Imam in Cairo to solve the problem, he did so. Hassan Ibrahim welcomed friendly the Hungarian delegate and promised to do his best to promote his way to Yemen. They agreed that the tour would be arranged with the help of the chargé d'affaires of Yemen in Kahrout, and he himself – having a permanent contact with the Imam – would support this.

Veres contacted with the chargé d'affaires of Yemen in Khartoum and informed him about his conversation with the representative of Yemen. The chargé d'affaires set about the administration with great enthusiasm. As there has been no reply for three weeks form Taiz, he told the same about the curiosities of the Yemenites as Kirpicsenko.

The chargé d'affairs visited Veres on 21st October and reported that he got a letter from prince al-Badr. He wrote he would welcome him with pleasure after he came back to the capital from his tour from the country.

On 6th November János Veres visited the ambassador of Egypt and he refered to the dragging on of the tour to Yemen. The ambassador did not found it strange that it lasted so

³⁴ *Diplomáciai kapcsolatok Yemennel* 1958. szeptember 24. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-0329/7/ szig. titk.

long. He added that it would be reasonable to send a letter to the Imam himself and call on him for a visit at first, as he was very distrustful against everyone.³⁵

On 17th February prince Hassan Ibrahim, delegate of the Kingdom of Yemen in Cairo received Lajos Sziogyártó, ambassador of Hungary. After the usual formalities Sziogyártó came on the point. He said that after the talks with the crown prince in Budapest, the negotiations on the issue of the establishment of diplomatic relations began between him and the predecessor of Hassan Ibrahim. After the ceasing of the embassy the negotiations broke down, and Hungary did not know how and whom to contact with. The Hungarian Foreign Minister charged János Veres, the chargé d'affaires on Khartoum to travel to Yemen and continue the interrupted negotiations. Both in Khartoum and in Cairo entrance permissions were asked for Veres, but Yemen had not given any announcement concerning the issue of a visa so far.

Hassan Ibrahim said he knew about the matter and Hungarians delegate in Khartoum told him about Veres' tour. He – Hassan Ibrahim – was informed by the cabinet boss that it was not reasonable for Hungary's chargé d'affaires to go there at the moment, as the king was sick and no one was allowed to negotiate with delegates from abroad without him. This was why Veres hadn't got any entrance visa. Ibrahim added that the king knew about the former negotiations between Hungary and Yemen and he was not against the relations. It was only his sickness which hinders him to deal with the issue. He promised that he would do his best to promote the negotiations, after he was informed that the king was on the way of recovery.

Finally they agreed that he urgently would turn to the king and ask him to let arrange the formalities, either he should be charged by the king with negotiating with the ambassador of Hungary in Cairo or Veres should be asked to go to Yemen. He promised that he would inform the embassy about the reply as soon as possible.

Having no options Sziogyártó had to accept this proposal and asked the delegate of Yemen in Cairo to promote the quick arrangement of the issue by means of his personal influence. He promised this willingly.³⁶

Parallel to the postponing of Veres's tour in Yemen, István Sebes, deputy Foreign Minister suggested on his motion of 11th October, 1958 that the Presidential Council should permit the establishment of relations between the People's Republic of Hungary and the Kingdom of Yemen on the basis of the decree No. 3044/1958 of the Hungarian Revolutionary Labour Peasant Government. The Presidential Council approved it in its decree No. 112/1958 on 14th November, 1958 and decided to establish diplomatic relations with the Kingdom of Yemen.³⁷

³⁵ *Diplomáciai kapcsolatok felvétele Jemennel* 1958. november 11. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-132/sz. titk. 1958.

³⁶ *Beszélgetés Hasszán Ibrahimmal, a Yemeni Királyság kairói képviselőjével* 1959. február 18. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-83/szig. titk. 1959.

³⁷ *Az ET 112/1958. sz. határozata Diplomáciai kapcsolatok felvételéről Jemennel* 1958. november 14. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-113-00329/ 1958.

Establishment of diplomatic relations

János Veres arrived in Taiz on 3rd March, 1959 to establish diplomatic relations between Yemen and Hungary. On 4th March he was received by Onadi Mohamed al-Amri, Minister of State and deputy Foreign Minister. In the absence of the crown prince al-Amri was responsible to deal with all the affairs of state. Veres told him about the reason of his visit in Yemen and reported that he bought a letter from the Hungarian Foreign Minister. Al-Amri had been very cordial and said that Hungary's chargé d'affaires in Khartoum would be the Imam's guest during his stay in Yemen and he would have the possibility to get to know the country. The Minister of State had not made any declaration concerning the diplomatic relations on the first negotiation. He advised Veres to go to Sanaa on 6th March, after his coming back they would continue the negotiations.

Veres took the opportunity to get in touch with officials of Yemen in Sanaa, Taiz and Hodeida, according to the former order of the Ministry of Foreign Affairs. The visited ministers were cordial and expressed their hope that the relations between Yemen and Hungary would become wider and wider.³⁸

After visiting Sanaa and Hodeida, Veres saw the Minister of State on 11th March again. During his absence al-Amri got an approval from the Imam concerning the continuation of the negotiation, so the second talk was more cordial. He said that they would hand over their conversation planning to Veres, in which it was about the strengthening of the friendship and co-operation between Yemen and Hungary. Furthermore, they talked about Veres's experiences during his tour and they parted from each other, agreeing that Veres would receive the plans of Yemen on the 11th of the month.

Hungary's delegate received it on the 12th at night from the protocol boss. Veres could not sign or initial the plan for lack of authorisation, which he tried to explain to the

³⁸ The visited ministers were: Kadi Abdurrahman as-Sayagi, Minister of Finance; Kadi Mohamed al-Amri, Minister of Agriculture; Sayyid Ali ibn Ibrahim, deputy Minister of War, and Saif al-Islam Ali ibn Yahya, Minister of Education. Beside the ministers Veres managed to get acquainted with Sayyid Ali Zabaa, the royal governor of the city and province, Sanaa and with royal Kadi Ibrahim al-Hadrani, the leader of the local office of the Ministry of Foreign Affairs in Sanaa, who had the task to have connections with experts and diplomats from abroad. Hungary's chargé d'affaires in Karthoum visited in Taizz Sayyid Ahmed Zabara, the supreme judge and Kadi Abdullah al-Mudjahid, the governor of Taizz. On occasion of a dinner, which has been arranged in honour of the ambassador of Sudan in Djidda, the ambassador of the USA in Cairo and Hungary's chargé d'affaires in Karthoum, Veres met Sayyid Hamed al-Visali, the royal governor of Taizz, with Kadi Abdallah Savkami, the secretary of the royal council, with Kadi Abdallah al-Hadjiri, the Minister of Transport and with prince Hassan ibn Ali. Veres met and negotiated during the establishment of diplomatic relations with some of the officials of the Ministry of Foreign Affairs which resided in Taizz: with the director, Ali Radzsaa, with the head of protocol, Sayyid Abdallah Sarafi and with the secretary, Ahmed Mufarrah. Hungary's delegate made a formal call in Hodeida by Sayyid Mohamed Ahmed, The royal governor and by Hassem Taleb, the official of the Ministry of Foreign Affairs. (*Beszélgetések Jemenben* 1959. Április 8. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-146-79/4/szig. titk. 1959.)

protocol boss. The Imam seemed to have ordered his delegates to make the Hungarian party initial the plan, as the protocol boss kept his ground and brought another plan that night, which contained particular prescriptions concerning the legal protection of the citizens of one country in the other country and vica versa; this second plan put the friendship between the two countries in the background.

Following this Veres said to the protocol boss that he was unwilling to initial the first plan because the Hungarian party had not prepared for this and he had not been given any authorisation to initial a document. To dissipate the suspicion of the Yemenites he added that he was sure that Hungary would be ready to sign the agreement of friendship and co-operation.³⁹

They had to discuss the "phase shift" between the declaration of the diplomatic relations and the handing over the credentials. The protocol boss thought that the diplomatic relations were established after the handing over of the credentials and the setting up of the embassy. They parted from each other, agreeing that another meeting would be organised on the evening of 13th by al-Amri, the Minister of State.

It was not necessary to discuss the issues again on the 13th as al-Amri asked Hungary's representative to draft a statement-plan, which he would show the Imam and which would be signed. Following this Veres asked for an agrément for Lajos Sziijgyártó and handed over the relevant reminder.

Al-Amri had shown Veres a statement-plan in Arabic on the 15th and he said he would send it to the Imam in this form. Because of the long processes of the approval on the Imam's side the arrangements got on very slowly. It was not sure that the Hungarian party could go home on 17th March from Taiz. When Veres mentioned al-Amri his intention to go home, he was surprised that the Hungarian wanted to go home, but he did his best to make the Imam approve all the documents by the evening of 16th.

On 16th at 1 o'clock at the night al-Amri arrived with a prince in the house of Veres from the king's palace. Al-Amri regretted to inform him that the Imam could not receive the Hungarian negotiating delegation because of his sickness, but he charged the Minister of State that he should transmit his cordial greetings to the President of the Presidential Council and the Hungarian Government. Before the signing of the statement al-Amri, the Minister of State announced it orally that the Imam did not object to the accreditation of the Hungarian ambassador on Yemen's side. He said that they would ask Hungary for an agrément for one of their ambassador in Europe. The Minister of State set the date of the handing over of the credentials on the end of May or beginning of June.

The Minister of State transmitted the Imam's wish that the agreement of friendship and co-operation between Yemen and Hungary should be signed in Taiz at the same time when the credentials were handed over.

³⁹ It was obvious that the Yemenites stuck to their practices, lacking in wider experiences. Yemen established diplomatic relations with the socialist countries in a special way: the crown prince signed the agreement of friendship and co-operation with the visited socialist countries, which contained the possibility of the establishment of diplomatic relations between the given country and Yemen. Yemen wanted to sign such an agreement with Hungary, too.

Al-Amri told him about his visit in Hungary, the cordial reception there and following this they signed the statement.⁴⁰

On 12th March, 1959 a letter was sent to the secretary of the Council of Ministers. It contained that the decision of the Presidential Council No. 4/1959 should be published in the Magyar Közlöny on 21st March or in its next issue: „*The Presidential Council of People's Republic of Hungary decided to establish diplomatic relations with the Kingdom of Yemen.*”⁴¹

Handing over of the credentials

On 8th May, 1958 Lajos Sziogyártó gave an account in his report that in spite of Yemen's joining to the United Arabic Republic the former diplomatic representations remained and Yemen's foreign representations functioned like before additionally some new representations were established in further countries.

Zoltán Széphelyi, deputy leader of the Ministry's of Foreign Affairs 4th Political Department informed Lajos Sziogyártó on 8th May, 1959 that according to the reports of János Veres the Ministry took the necessary steps to appoint him an ambassador in Taiz. According to this the credentials of the Hungarian ambassador were sent and the Hungarian and English version of the speech which should be made on occasion of the handing over of the credentials.⁴²

Reading the report-copies of János Veres it turned out for the Hungarian foreign politics that the Government of Yemen expects the conclusion of the agreement of friendship and co-operation between the two countries as a stipulation of the establishment of diplomatic relations. As according to the expectations the agreement should have been signed on Sziogyártó's visit in Yemen, the Ministry of Foreign Affairs took a motion to the Council of Ministers to authorise the Hungarian negotiating ambassador in Yemen to have talk on the issue of the agreement and to sign it. According to the expectations the plan of the agreement of friendship and co-operation and the credentials should have been sent by July, after the Council of Ministers had made the relevant decisions. Because of this Hungary's ambassador in Cairo was ordered not to go to Yemen until the message arrives in June; then they will come back to that again.

It was told that Sziogyártó would be accompanied by János Veres on his way to Yemen, as the ambassador could make use of Veres's former experiences and his contacts.

As the Yemen party requested on occasion of Veres' visit in March that it would hand over the credentials of the Hungarian party at the end of May or at the beginning of June,

⁴⁰ *Tárgyalások Jemenben* 1959. Április 6. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-116-56/1/. szig. titk. 1959.

⁴¹ *Tárgyalások Jemenben* 1959. március 19. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-116-00329/10/ 1959.

⁴² *Diplomáciai kapcsolatok felvétele Jemennel* 1959. április 24. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-116-001764/ 1959.

Lajos Sziogyártó visited Hassan Ibrahim, the Imam's representative in Cairo, who said that the Imam's absence would not hinder to hand it over, because crown prince al-Badr would take the credentials over as a regent.

On 11th May Sziogyártó went to Khartoum to continue his journey to Yemen accompanied by Veres, as it had been ordered. He could depart from Khartoum to Asmara only on 20th May. They had to stay there for two days because of Veres' sickness. They arrived on 22nd May in Taiz, the capital of Yemen of that time.

Arriving in Taiz it turned out that the whole government was absent. The majority of the leaders went to Rome according to the direction of the Imam. Some of them accompanied crown prince al-Badr on his tour in the country. No one stayed in Yemen, whom Veres consulted with in March. They learnt soon that military riots broke out one after the other in the different regions of the country.⁴³

Under these circumstances did the Hungarian delegation stay in Taiz for three weeks waiting for the decision of the crown prince whether they should go to Sanaa or he will come to Taiz. After three weeks Sziogyártó sent a telegram to the crown prince requesting him to receive them in Sanaa. The crown prince replied on 8th June that they should go to Sanaa with the following plane.

The crown prince received Lajos Sziogyártó in Sanaa on the 12th with all due ceremony. Sziogyártó handed over the credentials to the crown prince after a short speech. Then they had a talk of 45 minutes during which the crown prince al-Badr said he saw it clearly that Yemen was a cultural and economic underdeveloped country. It was obvious for him that Yemen could not change the situations without help of other countries. Yemen could only count on the helping hand of socialist countries. Al-Badr expressed his hope that Hungary could also help Yemen. Sziogyártó offered the crown prince to send a limited number of students – literally five students – to Budapest for the school year 1960/1961. Al-Badr answered it was a great help for them.⁴⁴

In the morning of the day when the credentials were handed over, the director of the Ministry of Foreign Affairs announced that the crown prince had decided that the signing of the agreement of friendship should be postponed.⁴⁵

⁴³ About the riots of the army in Sanaa and Taizz and their consequences see more: *Diplomáciai Kapcsolatok Yemennel* 1959. Július 25. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-116-186/szig. titk.-1959.

⁴⁴ *Beszélgetés Badr yemeni trónörökösével* 1959. Július 25. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-14-188/szig. titk.-1959.

⁴⁵ According to the assumption of the ambassador of Cairo the crown prince didn't want to sign the agreement instead of the Minister of State, which has been compiled by the king's surroundings, and about which he didn't know until it was handed over without consulting the Imam (*Diplomáciai Kapcsolatok Yemennel* 1959. Július 25. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-116-186/szig. titk.-1959.)

Epilogue

The Ministry of Foreign Affairs informed the embassy in Cairo on 10th October about the reception of the scholarship students of Yemen, they announced that the Ministry of Education began to size up the conditions of the reception scholarship students.⁴⁶ On 10th November, 1959 the Ministry of Foreign Affairs announced the conditions of the Ministry of Education concerning the reception of the students. They asked the ambassador, Sziogyártó to inform the competent organs of Yemen about this.⁴⁷

On 15th March the deputy Foreign Minister of Yemen, Abdel Rahman Abu Taleb visited Lajos Sziogyártó in his embassy. This issue of the scholarship students was brought up, talking about the assistance of the economic undeveloped countries. The deputy Foreign Minister of Yemen said that the Soviet Union, The People's Republic of China and Czechoslovakia had received numerous students from Yemen and he kept pressing for the enlargement of the number of the scholarship students. Sziogyártó mentioned that Hungary offered five scholarship, but he was unaware whether it was made use of. Abu Taleb was surprised that he did not know about this. He expressed his wish that we should preserve these places for Yemen. He suggested that Hungary should let them send ten scholarship students in September, 1959 or when the teaching of the Hungarian language begins. These students could begin their studies at a Hungarian University in 1961, after they had acquired the Hungarian language. The majority had studied agriculture, only one or two student had pursued industrial studies.⁴⁸

The Ministry of Foreign Affairs announced on 22nd March 1960 in its letter addressed to the Ministry of Education that the delegate of Yemen's Government turned to the Hungarian ambassador in Cairo again on the issue of the scholarship students of Yemen. They requested that we should receive 10 scholarship students from Yemen for the school year of 1960/1961, who could study in Hungary in 1961/1962 after having allowed the usual one-year language course. The Ministry of Foreign Affairs supported this request.⁴⁹

On 14th April, 1960 ambassador Sziogyártó was informed that the competent Hungarian authorities were ready to receive the ten scholarship students from Yemen. The conditions were the following:

a./ The date of their arrival is 1st September 1960.

⁴⁶ *Beszélgetés Badr Yemeni trónörökösével* 1959. Október 10. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-14-005114/szig. titk.- 1959.

⁴⁷ According to this, Hungary could have received the five scholarship students in 1959, if they had arrived by 1. January 1960 at the latest. Otherwise they couldn't be received until the next school year, because according to the Ministry of Public Education the time hasn't been enough for the students to master the Hungarian language by September 1960, when the school year at university begins. (*Ösztöndíjasok fogadása Yemenből* 1959. November 12. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-14-005114/1/szig. titk.- 1959.)

⁴⁸ *Yemeni Külügyminiszter - Helyettes kérése* 1960. március 16. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-533-90/szig. titk.- 1960.

⁴⁹ *Ösztöndíjasok Fogadása Yemenből* 1960. Március 22. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-722.3.

b./ In the first year they have to take part in a language course and they could start their studies in the school year 1961/1962.

c./ Their scholarship is 850 HUF for one month, out of which 50 HUF should be paid monthly for the students hostel (room, lightning, heating, washing); the canteen costs 238 HUF a month (meal three times a day). They do not have to pay school fees and receive medical treatment and hospital care gratis.

d./ The government have not met to costs of their travel here.

Szijgyártó informed the Imam's delegate in Cairo about the offering of the ten places, who thanked for this noble act. The Yemenites wanted to send five students to the Faculty of Agriculture, to the Faculty of Medicine and to the Faculty of Geology.

On 26th May the Imam's delegate in Cairo announced in his note that his government accepted the offered ten places and they would announce the list of the students and the majors at the beginning of August.⁵⁰

The relations between Yemen and Hungary had no significant results apart from the scholarship students of Yemen in Hungary. It was a success on the diplomatic side and a failure on the economic side. Hungary's commercial relations with Yemen stayed on a low level. It restricted on selling of medicines in the value of a few thousand HUF and a few Hungarian products which reached Yemen through Aden. The heads of state got rarely in touch with each other by sending greeting cards on occasion of celebrations.

The revolution of September, 1962 and the liquidation of the monarchy contributed to the developing of the relations. Hungary acknowledged the republican government which was set up after the revolution on 3rd October, 1962. On 28th February, 1963 the diplomatic relations grew into ambassadorship. The civil war in the country caused lacks. Hungary could compensate these after having acknowledged the Republic. The former superficial relations were deepen in 1963 when Hungary sent medicament assistance which was one million HUF. The culmination of the relations between the two countries wolvess the negotiations in Budapest between 26th and 31st May, 1964, when the first treaties, the agreement of friendship, a trade agreement, credit pact and aid programmes, agreement of cultural and scientific co-operation were signed. This point can be regarded as the beginning of the co-operation in practice between Hungary and Yemen. The introduction and itemisation of this process could be the topic of a new study.

⁵⁰ *Ösztöndíjasok fogadása Yemenből* 1960. Június 9. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-722.3.-131/szig.titk.-1960; *Ösztöndíjasok fogadása Yemenből* 1960. június 25. MOL Küm. Jemen 1945-64. Tük. XIX-J-1-j 1. doboz IV-722.3.-002833/2/szig. titk.-1960.

Történetírás és modernizáció. Montesquieu római történetének példája

Olga PENKE
Université de Szeged

„Hogy a modern korokat jól megismerjük, jól kell ismernünk a régi időket; a törvények működését a különböző korok szellemét követve tudjuk csak megérteni. Nem sárkányfogvetemény az ember, aki a föld alól bújt ki, hogy törvényeket adjunk neki.”¹

A francia felvilágosodás történetírói közül Montesquieu-nek sikerül elsőként megvalósítania *A rómaiak nagysága és hanyatlása* című művében azt a fajta történetírást, amely a múlt és a jelen közötti folyamatos dialógust helyezi a mű középpontjába. Újdonságát már a kortársak észrevették, ha nem is fogadta azonnal olyan kitörő siker, mint a *Perzsa leveleket*. A kortársak felrötták Montesquieu-nek, hogy homályos, ellentmondásos és hogy bizonyos forrásokat nem ismert, vagy éppen nem használt fel, mivel azok nem illettek koncepciójába. Hibájaként említik, hogy túlságosan negatív színekkel festi meg a rómaiakat, úgy vélik, igazságtalan velük.² Voltaire véleménye a legérdekesebb a kortárs értékelések közül, azért is, mivel Montesquieu mellett éppen ő volt Franciaországban a történetírás műfajának másik megújítója. Voltaire a mű elolvasása után inkább csak meglepetését fogalmazta meg, furcsának és töredékesnek érezte a művet, amelyben ugyanakkor felismerte a remekmű vonásait: „nem is könyv igazán, inkább zseniális tartalomjegyzék, különös stílusban megírva.”³ Voltaire a műről alkotott véleményét azonban a későbbiekben újfogalmazta, egyre inkább hangsúlyozva értékeit, sőt arra is kitért, hogy a kortárs kritika is megváltozott a mű megjelenését követő

¹ Montesquieu „Mes Pensées,” *Oeuvres*, éd. par Masson, Paris, Nagel, 1950-55. 795. sz. „gondolat”. Idézi: Céline Spector, „Montesquieu et l’histoire: théorie et pratique de la modération”, *Sens du devenir et pensée de l’histoire au temps des Lumières*, sous la dir. de Bertrand Binoche et Franck Tinland, Éd. Champ Vallon, Seyssel, 2000, 58.

² A kortárs történetírók levélváltásukban nehezményezik, hogy a rómaiakat „csöcselékként” jeleníti meg. A levelekből idéz: Robert Shackleton, *Montesquieu. Une biographie critique*, Grenoble, P.U.G., 1977, 121-122.

³ Angol nyelvű, 1734-ben Thieriot-hoz intézett levelében találjuk ezt a megfogalmazást: *Œuvres complètes* de Voltaire, nouvelle édition, conforme à l’édition de Beuchot, Paris, Garnier-Frères, 1883-1885, XXXIII. köt. 446.

évtizedekben: „Először valamennyien megrészegültünk a *Perzsa levelektől*. [...] Nem tulajdonítottunk jelentőséget a szerző *Rómaiak dekadenciájáról* írt kis művének; míg most látom, hogy mindenki, aki józanul gondolkodik, megérti ennek a kitűnő – noha először csak megvetésre méltott – könyvnek kivételes jelentőségét.” „A művekről alkotott ítéleteink – teszi hozzá – hosszú távon a kisszámú, felvilágosult olvasó véleményét követik...”⁴ XIV. Lajosról írt történeti művében már tömör műfaji meghatározást is ad az értekezésnek (*traité*) nevezett írásról: Montesquieu „a római birodalom politikatörténetét” hozta létre.⁵ A művet mai értékelői filozofikus történetírásnak nevezik és a politikai értekezéssel valamint a szónoki beszéddel rokonítják.⁶ Sajátos érdekességeként kiemelik, hogy „különös újraírás, melyben egyetlen szöveggé formálódnak más történetírók sajátosan csoportosított és gyakran implicit módon bírált szövegtörödékei.”⁷ Megegyeznek ugyanakkor abban, hogy a történeti erudíciót mindenképpen elhibázott dolog keresni benne. A mű fő érdeme ugyanis éppen az, hogy megújítja a történetírás tárgyát, célját és módszerét; Montesquieu írásmódja és forráshasználata ezzel a koncepcióval harmonizál.⁸

A mű létrejöttét közvetlenül megelőzi az író európai körútja, 1728 és 1731 között, melynek során szerzett ismeretei és tapasztalatai az antik történelemhez fűzött értelmezéseit is áthatják. A személyesen szerzett tapasztalatok jelentősége alapvető szerepet játszik abban, hogy Montesquieu elődjeinek forrásanyagától és történelemfilozófiájától el tud szakadni és önálló koncepció kialakítására vállalkozik.⁹ Az ismeretanyag és a gondolkodásmód hasonlósága a művet összekapcsolja az ugyanakkor keletkezett *Réflexions sur la monarchie universelle en Europe* (Elmélkedések az egyetemes monarchiáról Európában) című írással és *A törvények szelleme* Anglia alkotmányáról írt fejezete első változatával, amelyek témája kifejezetten Európa jelene és jövője. Az 1734 körül keletkezett művek nyilvánvalóvá teszik, hogy a szerzőt Franciaország európai szerep(vesztés)e és Európa sorsa egyaránt nyugtalanítja. A történetírás megújítása és a társadalom modernizálása egymással összefüggő programot jelent.

⁴ Voltaire levele Vauvenargue-nak, 1743. április 15-én. Uo., XXXVI. 204.

⁵ „Le Siècle de Louis XIV. Catalogue de la plupart des écrivains français qui ont paru dans le siècle de Louis XIV, pour servir à l'histoire littéraire de ce temps”, *Œuvres historiques*, édition par René Pomeau, Paris, Gallimard, 1957, 1187.

⁶ Shackleton, *Montesquieu*, 122-130; Catherine Volpilhac-Augier bevezetője a *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, Paris-Genève, 1996-os kiadásához: 7-16; Judith Skhlar, *Montesquieu*, Budapest, Atlantisz Kiadó, 1994, 67-87.

⁷ Georges Benrekassa, *La politique et sa mémoire. Le politique et l'historique dans la pensée des Lumières*, Paris, Payot, 1983, 73-89.

⁸ Céline Spector, „Montesquieu et l'histoire: théorie et pratique de la modération”, *I.m.*, 55.

⁹ Montesquieu olaszországi (1728–29) és angliai (1729–31) utazásai a legfontosabbak témánk szempontjából. Élményeiről, személyes kapcsolatairól, az őt ért hatásokról lásd: Shackleton, *Montesquieu*, 79-114. Benrekassa tanulmánya az empirikus tapasztalatok jelentőségét emeli ki: *I.m.*, 40.

A század első felében Róma története Franciaországban a kultúra és a történeti gondolkodás alapját képezi.¹⁰ Montesquieu célja azonban ezzel a művel nem az volt, hogy az antik korról szóló történetírások számát gyarapítsa. Találónan írják a mű kritikai kiadásának bevezetőjében, hogy ez a mű nem a rómaiakról íródott, sokkal inkább azokkal a történetírókkal szemben, akik Rómáról írtak.¹¹

Montesquieu célja nem az, hogy eseményeket meséljen el, nem akarja a korábbi tradíciókat és a hozzájuk kapcsolódó tévedéseket továbbadni, hanem éppen a téves, megrögzött gondolatokat kívánja helyesbíteni. Ez különösen fontos Róma történetéről szólva. A filozófus számára Róma azért jelent alapvető példát, mert nagyságáról és hanyatlásáról elmélkedve a francia történelemről és főleg XIV. Lajosról, a világalom kérdéséről és a nemzetközi kapcsolatokról mondhat véleményt. Ez nem azt jelenti, hogy Róma pusztán ürtűgy lenne arra, hogy a modern történelemről gondolkodjon, azt viszont igen, hogy a mű a modern történetírásnak azt a műfaját hozza létre, amely a politikaelméletre épül.

A történetíró tisztában van azzal, hogy hiába kutatja az elődei által feltárt forrásokat: „a császárok kora óta nehezebbé vált a történetíró dolga, mivel minden titokban folyt; – idéz egyetértéssel egy római történetírót – [...] megtudni csak azt lehetett, amit a zsarnok őrülsége és arcátlansága nyilvánosságra jutni engedett, vagy amit maguk a történetírók kikövetkeztettek.”¹² Ezért személyes és bizalmasabb jellegű írásokat is felhasznál művében, így Cicero levelezését, vagy éppen a saját utazásai során szerzett ismeretekre támaszkodik.¹³

1733-ban Montesquieu még úgy tervezi, hogy az egyetemes monarchiáról írt gondolatait és a rómaiakról szóló elmélkedéseit egy műben adja ki. Ezért azt is gondolhatjuk, hogy az előbbi művet nyitó kérdés – azaz, hogy a XVII–XVIII. század modern Európájában létre lehet-e hozni a rómaiakéhoz hasonló birodalmat – az utóbbiban is alapvető probléma marad a filozófus számára. Itt azonban nem elsősorban a birodalmak

¹⁰ A témáról lásd: Chantal Grell, *Le XVIII^e siècle et l'Antiquité en France. Étude sur les représentations sociales et politiques, littéraires et esthétiques de la Grèce et de la Rome païennes*, *Studies on Voltaire* (330-331), Oxford, 1995; *Dix-huitième siècle*, 27, (1995), „L'Antiquité” c. különszám és Penke Olga, *Filozofikus világtörténetek és történetfilozófiák. A francia és a magyar felvilágosodás*, Budapest, Balassi Kiadó, 2000, „A görög-római példa” c. fejezet: 117-122.

¹¹ *Oeuvres complètes de Montesquieu*, t. 2., Oxford-Napoli, Voltaire Foundation, 2000, 15. A kiadásnak ez a kötete a *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* és a *Réflexions sur la monarchie universelle en Europe* című műveket közli, jelentős kritikai apparátussal (a szövegkiadás Françoise Weil és Cécile Courtney, a bevezetők és kommentárok P. Andrivet és C. Volpilhac Auger, illetve C. Larrère és F. Weil munkája). Itt jegyezzük meg, hogy ennek a kritikai kiadásnak az az érdekessége, hogy alapszöveggént a *Considérations* 1734-es (nehezen fellelhető) kiadást választja, jegyzetekben közli ugyanakkor az 1748-as, jelentősen átdolgozott változatot is, amely a legtöbb fordítás (így az általunk használt magyar fordításé) és tanulmány forrása.

¹² Montesquieu, *A rómaiak nagysága és hanyatlása*, Budapest, Kossuth Kiadó, 1997, XIII. fejezet, 91. (Szávai János fordítása)

¹³ „...mindez sokkal jobban tükröződik e levelekben, mint a történészek munkájában.” Montesquieu, *A rómaiak*, XI. fejezet, 77.

sorsa érdekli, hanem a népeké, amelybe beletartozik a polgár és a katona, de amelynek fontos alkotóeleme a „nagy ember” is. Utóbbi szerepét különösen jelentősnek látja a változásokban, illetve azok elindításában és ezzel a kortárs filozófus-történetírókhoz hasonló véleményt fogalmaz meg, de gondolatmenete érdekesen el is tér tőlük, amikor úgy vélekedik, hogy „a polgárháborúk során gyakran bukkannak fel nagy emberek, mert a zűrzavarban a felszínre kerülnek az arra érdemesek...”¹⁴

A téves gondolatokat helyesbítendő, Montesquieu merőben új módszert alkalmaz. Művében egyetlen évszámot sem találunk, nem a kronológia jelenti az írás vázát. De nem is az uralkodók egymásutánja adja meg a gondolkodás keretét. Az író a mű első mondatától kezdve nyilvánvalóvá teszi olvasója számára, hogy a múlt történetének felelevenítése a jelennel való dialógusban kap értelmet. A cél az, hogy az olvasó képes legyen a múltat megérteni, mivel saját korának mélyebb megértését a múlt elemzése teszi csak lehetővé.

A szerző a nagy olvasóközönség számára akarja a társadalom mozgásának rejtett okait feltárni: nem az uralkodóknak, nem a hadvezéreknek és a politikusoknak szóló tanításként fogalmazza meg történetírását. Ugyanakkor nem is pusztán az elgondolkodtatás a célja. Legalább annyira fontosnak tartja azt is, hogy olvasójának érzelmeit befolyásolja, hogy együttérezzen vele, amikor megcsodálja a nemes cselekedeteket, vagy amikor elborzad a bűnök láttán. Érdemes megvizsgálni, hogy a mű szerkezetét hogyan alakítja Montesquieu annak érdekében, hogy olvasói figyelmét, érdeklődését megragadja, érzelmeit befolyásolja. Az első mondat a múlt összehasonlítása a jelen tapasztalataival: „Róma, a megalapítása utáni időkben, egészen másfajta látványt nyújtott, mint a mai városok; inkább azokra a krími városokra emlékeztetett, amelyek a hadizsákmány, az összeharcsolt állatok és termények megőrzésére épültek.”¹⁵ A mű középpontja a tragikus változások első jeleinek regisztrálása, ahol a személyes hangvétel és kérdések sora irányítja a figyelmes olvasót: „És ha azt kérdik, miért nem támadták meg nyíltan, vagy törvények útján, nem bűneinek az okát kérdik-e mindjárt?”¹⁶ A művet befejező mondat lezárás vagy konklúzió helyett az író érzelmeinek magas fokát tanúsítja: „Nincs bennem elég bátorság, hogy beszámoljak az ezután következő bajokról...”¹⁷

A mű legérdekesebb elméleti újítása az, hogy a történelmet összefüggések rendszereként fogja fel, amelyben minden együtt mozog. Ez a gondolat jelenti az összetartó erőt az időrend linearitását tiszteletben tartó írásban. Montesquieu szerint egyetlen eseményt sem lehet önmagában vizsgálni. A modern történetírásnak ezért eseménytörténet helyett civilizációtörténetnek kell lennie. Úgy véli, ha tudni akarjuk, hogyan épült fel, hogyan működött Róma városa, ismerni kell az emberek gondolkodását, szokásait, az intézményeket: „Minden olyat el kell mondanom, ami segít megismernünk a római nép szellemét. A rómaiak [...] hozzászoktak az engedelmességhez [...] A

¹⁴ Uo., XI. fejezet, 74.

¹⁵ Uo., I. fejezet, 5.

¹⁶ Uo., XI. fejezet, 67, 78.

¹⁷ Uo., XXIII. fejezet, 170.

hatalomból kiszorult, csaknem teljesen rabszolgákból vagy munkanélküli és közpénzen élő emberekből összetevődő római nép jól érezte tehetetlenségét...”¹⁸

A tartósan sikeres nemzetek nagysága a nemzet sajátos jellegét biztosító harmónia, egy „általános alapeszme” szerencsés létrejöttének és fenntartásának köszönhető – fogalmazza meg a mű központi gondolatát Montesquieu –, erre épül a hatalom, és amíg ezt az alapeszmét a hatalom tiszteletben tartja, és az általa biztosított korlátokat nem hágja át, a nemzet virágzik.¹⁹

Az új típusú történetírás megalkotása közben azt az ideális társadalmi formációt keresi, amelyben a különböző elemek egyensúlyban álló rendszert alkotnak. Róma nem mint köztársaság vagy mint egyeduralom érdekli, sokkal inkább mint egy sok nemzetből álló rendszer, amelynek élén Róma áll. Montesquieu hasonlóságot vél felfedezni az antik korban létező rendszer és a modern Európa között: „Feltehetjük a kérdést, vajon Európa jelenlegi állapotában megtörténhet-e, hogy egy nép, a rómaiakhoz hasonlóan, tartósan a többiek fölé kerekedjen.” – ez a római történelemmel párhuzamosan keletkezett mű, a *Réflexions sur la monarchie universelle* első mondata.²⁰ Itt röviden meg kell vizsgálnunk, mit is jelent Montesquieu számára címben szereplő terminológia.²¹ Az „egyetemes monarchia” szókapcsolat gyakran előfordul a XVII. század végétől a nemzetközi joggal foglalkozó művekben (így Pufendorfnál vagy Saint-Pierre abbénál), illetve a spanyol vagy a francia nagyhatalmi törekvéseket elemző művekben.²² Megvalósulása az európai egyensúlyt veszélyezteti, az európai egyensúly pedig a politikáról gondolkodók számára a kontinens békéjének záloga. Az elmélet szerint a múltban egyetemes monarchiára törekedtek Nagy Károly, a normannok, a pápaság, a tatárok, a törökök, V. Károly és utódai. 1688-tól kezdve az európai nemzetek azzal vádolják XIV. Lajost is, hogy az egyetemes monarchia megvalósítására való kísérletei csak nagyhatalmi ambícióit, Európa dominálására való törekvéseit takarják. Montesquieu annak okát keresi, miért hiúsultak

¹⁸ Uo., XIV. fejezet, 95. Az eredeti szövegben a „génie du Peuple Romain” kifejezést találjuk. *Oeuvres complètes de Montesquieu*, 197.

¹⁹ „Minden népnek megvan a maga sajátos gondolkodásmódja, amely tulajdonképpen a hatalom alapját képezi, amikor ezt a gondolkodásmódot megsérti, akkor önmagát sérti meg és így szükségképpen megtorpan.” Uo., XXII, 162. A magyar fordítás nem adja jól vissza az eredeti gondolatot, az „esprit général” ugyanis általános szellemet, alapeszmét jelent, ezért franciául is közöljük a szövegünkben szabadon idézett mondatot: „Il y a dans chaque Nation un esprit général sur lequel la puissance même est fondée; quand elle choque cet esprit, elle se choque elle-même et elle s’arrête nécessairement.” *Oeuvres complètes de Montesquieu*, 277.

²⁰ *Oeuvres complètes de Montesquieu*, 339.

²¹ A műből készült magyar fordításnak Rózsahegyi Zoltán az *Európa egységéről* címet adja, amely Montesquieu művére csak nagyon távolról utal és a címben szereplő, a XVII-XVIII. században sajátos jelentést kapó terminológia lefordítására nem vállalkozik. A fordítás egyébként sem igazán hűséges, de a cím ilyen jellegű megváltoztatása 1943-ban bizonyára nem véletlen, ahogy a fordítás alapját képező mű kiválasztása sem lehet az (Montesquieu, *Európa egységéről*, Budapest, Phönix, 1943).

²² Montesquieu könyvtárában megtalálható Campanella, Bilain és Lisola spanyol, illetve francia politikát elemző műve, valamint Gregorio Leti 1689-ben megjelent könyve, amelynek már a címe is tartalmazza a vitatott fogalmat: *La Monarchia universale de rè Luigi XIV*, Shackleton, Montesquieu, 116.

meg a múltban ezek a törekvések és hogy a megvalósulás érdekében követett politika, valamint annak sikertelensége milyen hatással volt az illető nemzet sorsának alakulására. Kijelenti, hogy a modern Európában lehetetlen ezeknek a nagyhatalmi terveknek a megvalósulása, de ugyanakkor aggódva keresi a tartós európai megoldást, amely a különböző nemzetek számára előnyös lehet és amely lehetővé teszi a pusztító háborúk elkerülését. Eredetisége, hogy az egyensúly biztosításának lehetőségét a kereskedelemben véli megtalálni, a katonai hódításokkal szemben.²³ Montesquieu azonban a kereskedelmet nem tartja elegendő biztosítéknak arra, hogy a modern európai államok jólétét biztosítsa. A „kormányok bölcsessége”, a polgárok „műveltsége” is szükségesek ahhoz, hogy a (külső) gazdagodást követő (belső) hanyatlás ne következzen be. Reménykedik, hogy a modern Európa művelt (police) népei valamiféle „nagy köztársasággá” formálódnak, amelyben a változó gazdasági és hatalmi viszonyok háborúk nélkül kiegyensúlyozódnak.²⁴

Montesquieu már ebben a művében határozottan megfogalmazza történelemfilozófiájának alap gondolatát, amely a véletlennek a történelem menetében korlátozott szerepet juttat és szükségyszerű okokra vezeti vissza az egyes eseményeket: „Nem a szerencse irányítja a világ sorsát [...] Vannak általános okok, erkölcsiek vagy materiálisak, amelyek minden monarchiában érvényesülnek: felemelik, fenntartják, vagy veszélybe taszítják [...], egyszóval van egy fő irányzat, mely magával sodorja a nem lényeges egyedi eseményeket.”²⁵ Ezt a gondolatot *A törvények szelleme* című művében bontakoztatja majd ki. Jelentősége az, hogy azt a szkeptikus történelemfelfogást tudja segítségével elutasítani, mely szerint az emberiség történelme nem más, mint visszatérő ciklusok sora, amelyben a tévedések és tévelygések ismétlődnek, és lehetővé teszi, hogy rejtett okokat vagy törvényszerűségeket tárjon fel az emberiség történelmének látszólagos káosza mögött. A harmincas években keletkezett két mű politikai elemzéseiben háttérbe kerülnek az elődeinél még fontos szerepet játszó pszichológiai indítékok, és a morális okokat is szigorú logikai rendszerbe foglalja. A történelmi és politikai események mozgását, fő mozgatóit úgy kommentálja, hogy az egyes események mögött feltáruljon a létrejöttüket lehetővé tevő kapcsolatrendszer, amelyben jelentős helyet kapnak a kiemelkedő egyéniségek is.²⁶ Az első művekben tehát a gondolat magja található, vagyis, hogy általános okok határozzák meg a birodalmak nagyságát és hanyatlását, és az események menetének mozgatóit politikai „tervekben” és alapeszmékben, általános szellemben keresi. *A törvények szelleme* megőrzi ezeket a gondolatokat, de bővebben és

²³ *Oeuvres complètes* de Montesquieu, 332. Ennek a gondolatnak legjelentősebb elméletirői a korszakban Jean-François Melon, Victor Riqueti Mirabeau márki, Gabriel Bonnot de Mably, David Hume.

²⁴ *Oeuvres complètes* de Montesquieu, 341-343.

²⁵ Montesquieu, *A rómaiak*, XVIII. fejezet, 126. Robert Shackleton szerint a gondolatot közvetlenül Montesquieu barátjának, Paolo Mattia Doriának *La Vita civile* (Augsburg, 1710, Naples, 1729) című műve ihlette, idézi is az olasz szöveget, amely a francia filozófus forrása volt (Montesquieu, 129, 133).

²⁶ A gondolat részletes kifejtése szempontjából fontos Benrekassa idézett könyvének a *Considérations*-ról írt egész fejezete: „L'intelligence de l'historique: constitution, théorie, et mise en oeuvre de la notion de causalité historique dans les *Considérations*...” Lásd főleg: 44-64.

módszeresebben fejti ki a heterogén okok együttesének érvényesülését, amelyek között kiemelt szerepet kapnak a klíma, a vallások, a törvények, a kormányzás elvei, a múlt tapasztalatai, az erkölcsök változásai.²⁷

Montesquieu azt kísérel meg nyilvánvalóvá tenni, hogy az igazi érdekeit félreismerő és semmibevevő hatalom nagysága nem tartós. Izgalmas párhuzamot von Róma, Egyiptom meghódítója és kifosztója és az Amerikát leigázó és kincseit rosszul felhasználó Spanyolország hanyatlása között. Nem feltétlenül szükséges azonban a hasonlat mindkét részét kibontania ahhoz, hogy a modern történelemmel az analógia megvonható legyen, hiszen Montesquieu – ahogyan ezt a korábbiakban hangsúlyoztuk –, az általános jellemzőket kívánja megragadni, a konkrét példa elméleti jelentősége fontos igazán számára. Olyan példát idézünk, ahol már a személyes hang, a felfűtött írásmód is mutatja, mennyire fontos a felvetett kérdés a filozófus számára: „Kérem, engedjék meg, hogy elfordítsam a tekintetem Marius és Sulla háborúinak szörnyűségeiről [...] Oka a két vezér féltékenységén, becsvágyán és kegyetlenségén kívül” a katonák „megrontása”, „a szabadság birodalmának” meggyalázása, melynek következtében a „polgárok elfeledték, hogy ugyanabban a köztársaságban élnek.”²⁸

A *Perzsa levelektől* kezdve szükségszerű kapcsolatot tételez fel Montesquieu a szabadság, az emberi cselekedetek erkölcsisége, a társadalmi hatalom és az általános szellem vagy eszme között. „A rabszolgaság lealacsonyítja, letöri és széttroncsolja ezt a szellemet – írja 1736-ban –, míg a szabadság felemeli, gazdagítja és megerősíti.” Úgy véli, hogy a „barbár” népek ilyen szempontból teljes sötétségben éltek, és ennek a szellemnek a kialakulása és jellege sokkal inkább függ a morális okoktól, mint például a külső, fizikai meghatározóktól. Ezért is hangsúlyozza a törvényhozó, a moralista, a politikus, a történetíró felelősségét.²⁹

Róma hanyatlása polgárai szabadságának egyre nagyobb korlátozásával párhuzamos. A szolgaság a megalázással, a megvesztegetéssel, azaz a szellem megfélemlítésével és az erkölcsök lealacsonyításával kezdődik, amelyet a hatalom egyre erőteljesebb összpontosítása követ. A szabadság megőrzését a modern államokban is csak a mérsékelt államformáktól, a jó törvényektől, az ellenőrzést lehetővé tevő intézményektől lehet remélni.³⁰

A pesszimista lezárású műnek a modern korra vonatkozó tanulságai bizonyos bizakodást mutatnak. A filozófus a posta, a könyvnyomtatás, a folyóiratok elterjedésétől reméli az „általános szellem” érvényesülését, amely az erkölcsök és a közvélemény előnyös változásait biztosíthatná. Utóbbiak szerepét Montesquieu éppen olyan fontosnak tartja, mint a törvényekét.³¹ A modern történelemről írt gondolatokat azonban némi

²⁷ A kérdéstről lásd: Céline Spector, „Montesquieu et l'histoire: théorie et pratique de la modération”, *I.m.*, 52-75.

²⁸ Montesquieu, *A rómaiak*, XI. fejezet, 67.

²⁹ Az idézet és a gondolatmenet: Montesquieu, „Essai sur les causes qui peuvent affecter les esprits et les caractères”, *Oeuvres complètes*, éd. par R. Callois, Paris, Gallimard, 1951, II, 53-60.

³⁰ A kérdéstről lásd: Paul Hoffmann, *Théories et modèles de la liberté au XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1996, 207-255.

³¹ Franciául idézzük Montesquieu gondolatát, mivel a magyar fordítás nem pontos: „Plusieurs exemples reçus dans la Nation en formerent l'esprit général, et firent les mœurs qui regnent aussi

íroniával zárja le, mivel nem feltétlenül a nemes erkölcsök elterjedését kapcsolja a modern diplomácia és politika újdonságaihoz: „Amióta a könyvnyomtatás és a vésés feltalálása mindenki számára hozzáférhetővé tette a könyveket és a térképeket, s amióta a politikai napilapok elterjedése révén az egyes államok érdekei mindenki előtt ismertté lettek, a titokzatos események megértése is jóval könnyebbé vált. Összeesküvést szervezni is jóval nehezebb, mert a posta feltalálása óta mindenki tudomást szerezhet mások titkairól.” A modern történetírás számára rendelkezésre álló források vonatkozásában ugyanez a kettősség jellemzi véleményét: „Nem lehet eltitkolni egyetlen tervet sem, mert a nemzetek közti kapcsolatok jellege folytán minden uralkodónak minden udvarban van egy követe, s ráadásul minden kabinetben akadnak árulók.”³²

A római történelemben Montesquieu-t a hódító, világalomra törekvő hatalom sorsa, a birodalom nagysága, a korrupció és a szabadság összefüggésének kérdései foglalkoztatják. Olyan gondolatmenet követésére invitálja olvasóját, amelyben Róma „tükrében” saját kora Európájának egyensúlyáról, a politikai hatalmak törekénységéről elmélkedhet. Úgy véli, a történetíró felelőssége megnövekedett, szerepe megváltozott a modern korban, amelyet az információk gyors áradásával, a nemzetek közötti gazdasági és államügyek szoros összefonódásával jellemez. Feladata az, hogy feltárja a múltban és a jelenben a változások mélyén rejtőző alapvető okokat, amelyek a múlt és a jelen megértését lehetővé teszik és fogódzókat adnak a jövő megtervezéséhez.

Szeretnénk itt még egyszer visszatérni arra a kérdésre, hogy milyen olvasóra akar hatni és milyen eszközöket használ erre Montesquieu. A *rómaiak* olvasója igazi partner, aki az íróval egyenrangú, képes követni és megérteni gondolatait, amikor a múlt és a jelen idősíkjait váltogatja: „A modern történelemben is találunk példát arra, ami akkor Rómával történt [...] VII. Henrik angol király, hogy a nagyurakat megalázza, növelte a parlament alsóházának hatalmát; Servius Tullius, jóval előtte, kiterjesztette a nép előjogait, hogy megtörje a senatust.”³³ Ez az eljárás az általánosítás lehetőségét biztosítja az elbeszélőnek, ezáltal írását meggyőzőbbé is teszi, mivel az olvasó a hozzá közelebb álló eseményekhez hasonlíthatja a múltbelit. Az író először azt a benyomást kelti az olvasóban, hogy az antik szerzőktől szerzett információkat közvetíti számára: „El kell itt mondanom, mit írnak a szerzők a római katonák kiképzéséről.” Ezután kommentálja és a jelenhez közelíti a forrásokban találtakat: „A mai háborúban az egyén mindig a sokaságba veti bizalmát; az ellenfélnél erőteljesebb és edzettebb római viszont elsősorban mindig önmagára számított...”³⁴ Mondanivalóját azáltal is megpróbálja meggyőzőbbé tenni, hogy az olvasóval közös fogalmakra, ismeretekre utal: „nem ismerték azt a fogalmat, amit ma emberiségnek nevezünk,” „Vagyunk ma szerényebb, de biztosabb.”³⁵ Feltárja előtte gondolkodásmódját, érzelmeit. „Az ember titokban örül, ha erről a császárról beszél; ellágyul, ahogy élete történetét olvassa, s hatására jobb véleménye lesz önmagáról, mert

impérieusement que les Loix,” *Oeuvres complètes* de Montesquieu, t.II. Oxford-Napoli, 2000, Chapitre XXI, 263.

³² Montesquieu, *A rómaiak*, XXI. fejezet, 150-151.

³³ Uo., I. fejezet, 7.

³⁴ Uo., II. fejezet, 14, 16.

³⁵ Uo., XV. fejezet, 96.

jobb véleménye lesz az emberi nemről.” – írja Antoninus császár történetéről szólva.³⁶ Felhívja olvasói figyelmét az egyes fejezetek közötti logikai kapcsolatokra, bevallja bizonytalanságait.³⁷ Megfogalmazza azokat a kérdéseket, amelyek olvasóiban felvetődhetnek, ezáltal azt az illúziót keltve benne, hogy részt vesz a szöveg megformálásában, és hogy lehetősége van párbeszédet folytatni az íróval: „Mindazok után, amit a görög birodalomról elmondtam, jogosan vetődik fel a kérdés: miképpen maradhatott fenn oly sokáig ez a birodalom. Azt hiszem, meg tudom adni az okait.”³⁸

A személyes hangvételű írás, amelyben a filozófus történetíró a római történelmet bemutatva és kommentálva Franciaország és a modern Európa sorsa fölött érzett aggodalmát is kifejezi, az állam harmonikus működésének, a polgárok szabadságának, a nemzetek együttélésének, a hatalom korlátainak titkait kutatja. Elmélkedésének legfontosabb célja az, hogy feltárja, miben áll a kortárs Európa modernitása, milyen elvekre kell épülnie az új politikai kapcsolatrendszernek. A történetírás új formájának választása – amely a megnövekedett számú olvasótábor meggyőzését van hivatva elérni – azt is mutatja, hogy a társadalom átalakításában, modernizálásában nem az uralkodóra, hanem az intézményekre és a társadalmi mozgásokat megértő, elindító és szabályozásukra vállalkozó, bennük aktív szerepet vállaló egyénekre számít.

³⁶ Uo., XVI. fejezet, 105.

³⁷ Gyakoriak történetírásában a „talán”, a „valószínű”, az „úgy látszik”, az „azt hiszem” kifejezések.

³⁸ Uo., XXIII. fejezet, 163.

Magyar ügyek spanyol szemmel

Ágnes KACZÚR
Université de Szeged

Ahogy az azt tanulmányom címében is megfogalmaztam, azon dokumentumok, követi instrukciók és követjelentések egy részének a bemutatása a célom, amelyeket a bécsi spanyol követség munkatársai valamint az éppen felelős miniszter váltottak egymással, az Osztrák–Magyar Monarchiával és azon belül is a magyar ügyekkel kapcsolatosan 1894 és 1913 között.¹ Annak ellenére, hogy két, egymástól földrajzilag igencsak távol eső területről, Spanyolországról és Ausztria–Magyarországról van szó, közöttük a középkortól kezdve folyamatos volt az érintkezés, a kor jellegzetes külpolitikai kapcsolatfelvételi formájának megfelelően elsősorban dinasztikus házasságokra épülve. Amikor felidézzük pl. a spanyol–magyar kapcsolatok történetének 13. századi eseményeit, az aragón–magyar házasságokat, még két önálló, erős királyság útkereső külpolitikai lépéseiről beszélünk.² A századok folyamán mind Aragónia, mind pedig Magyarország egy-egy nagyobb birodalmi egység részeként léteztek tovább, és a közvetlen érintkezések a más-más kül-, és belpolitikai orientációk útját járva megritkultak. A magyarok és a spanyolok a 16–17. század során a hatalmas és befolyásos Habsburg-család uralma alatt elsősorban a török elleni harc miatt figyeltek egymásra Európa végein, a nyugati kereszténységet védve.

A spanyol–osztrák diplomáciai kapcsolatok 19. századi történetével tanszékünk és Kutatócsoportunk évek óta foglalkozik. Forrásfeldolgozó munkánk a madridi levéltári

¹ Spanyolország és Ausztria (ill. a Habsburg-monarchia, majd az Osztrák–Magyar Monarchia) kapcsolatainak kérdéskörét illetően a madridi levéltárak spanyol követségi anyagainak feldolgozására spanyol részről csak néhány tanulmány tett kísérletet, pl. Oppl, Ferdinand – Rudolf, Karl: *España y Austria*. Madrid, 1997. A madridi osztrák követek bécsi levéltárakban őrzött jelentései az 1759 és 1808 közötti időszakra vonatkozóan feldolgozottabbak, ezek Madridban, 1970-ben, 18 kötetben meg is jelentek. Lásd: Anderle Ádám: *Spanyol külügyi instrukciók a bécsi követeknek (1809–1856)*. In: *AETAS*, Szeged, 1999/1-2. 166–186. Jelen tanulmány a madridi Archivo General del Ministerio de Asuntos Exteriores történeti forrásanyagainak (a továbbiakban: A(H)MAE), a 1372-es és 1373-as jelzettel ellátott gyűjteményei alapján készült. (A teljes anyag az 1809 és 1920 közötti időszakra vonatkozó követi instrukciókat és jelentéseket tartalmazza.)

² Erről részletesebben: Anderle Ádám: *Kalandozók és zarándokok. Magyar témák a középkori spanyol történelemben*. Szeged, 1992.; Ugyanő: *En Contacto. Historia de las relaciones húngaro-españolas*. Szeged-Budapest, 1992.; Brachfeld F. Olivér: *Árpád-házi Jolánta, Aragónia királynéja*. Szeged, 1993.; Anderle Ádám: *Aragóniai Konstancia a spanyol történetírásban*. In: *Világtörténet*, 1994. Tavasz–nyár. 32–38.; Ugyanő: *Az aragón kapcsolat (V. Alfonz, el Magnánimo és a magyar trón)*. In: *Történelmi Szemle XXXVIII*. 1996/4. 401–411.; *Kutatási Közlemények III. A katalán–magyar kapcsolatok 1000 éve*. MTA-SZTE Hispanisztika Kutatócsoport. Szeged, 2001.

anyagok, elsősorban az Archivo General del Ministerio de Asuntos Exteriores dokumentumainak feltárását, feldolgozását és bemutatását jelenti. Több tanulmány és szakdolgozat is született a spanyol diplomáciának a Habsburg birodalom felé irányuló külpolitikai lépéseiről, a diplomáciai kapcsolatok újrafelvételéről, a bécsi követség működéséről és ezen belül a magyar ügyekről írott jelentésekről is, amelyek először az 1848/49-es forradalmi események miatt kerültek a spanyol diplomaták látószögébe,³ és a későbbiekben, főleg 1867 után a magyar kérdés, a magyar ügyek elemzése a továbbiakban is igen jelentős szerepet kapott a nagykövetek jelentéseiben. Felvetődik a kérdés: mi volt, mi lehetett az oka ennek a néha apró részletekre is kiterjedő odafigyelésnek?

A 19. század Spanyolország számára birodalmiságának hanyatlását hozta. A Napóleon elleni heroikus népi küzdelemből hiába került ki a győztes oldalon, a trónjára visszakerült VII. Ferdinánd diplomáciai apparátusa, amelyet a spanyol szakirodalom a legfinomabb kifejezéssel élve is dilettánsnak minősít, a Bécsi Kongresszuson háttérbe szorult. 1815 után egyértelművé vált, hogy Spanyolország gazdaságilag legyengült, pénzügyi forrásait megtartani képtelen, túlszervezett, de katonailag egyre kevésbé számottevő, másodrendű hatalommá vált. Sem szövetségesként, sem ellenséggként nem képviselt jelentős erőt.⁴ Ez abból is kitűnik, hogy a trónját is csak francia segítséggel megtartani képes VII. Ferdinánd halála után a polgárháborúba, katonai felkelésekbe sodródó, kiegyensúlyozatlanul, visszaesésekkel liberalizálódó Spanyolország megerősítésében, elismerésében egyik európai hatalom sem volt igazán érdekelt. II. Izabella trónját Anglia, Franciaország és több más kis ország ismerte el, míg a többi nagy, konzervatív monarchia a carlisták oldalára állt. A Habsburg-monarchia és Spanyolország között még a diplomáciai kapcsolatok is megszakadtak 1836 és 1848 között. A kapcsolat újbóli felvételére igen jelentős diplomáciai erőfeszítések és az európai hatalmi viszonyok átrendeződése során került sor.⁵ Ebben elsősorban Spanyolország volt az érdekelt. Ki akart tömni abból az elszigeteltségből, amelybe belekényszerült. Lazítani kívánt az angol és francia érdekektől

³ A legfontosabb, a témára vonatkozó szakdolgozatok és publikációk a következők: Anderle Ádám: El carlismo y la corte de Viena. In: *ACTA HISPANICA*, T. III. 1998. 5–9.; Ugyanő: Spanyol külügyi instrukciók a bécsi követeknek (1809–1856). In: *AETAS*, 1999/1-2. 166–186.; Ébert Anett: A Carlismo a korabeli magyar és bécsi sajtóban. Szakdolgozat. Szeged, 1999.; Csuka Bettina: La política española en la prensa húngara entre 1836 y 1874. Szakdolgozat. Szeged, 1999.; Illikman Anita: A magyar szabadságharc spanyol megítélése (1849 március–október). In: *AETAS*, 2000/1-2. 249–276.; Babos Krisztina: La diplomacia española del siglo XIX y la Legación de Viena, entre 1848 y 1878. Szakdolgozat. Szeged, 2000.; Palkovics Andrea: Az osztrák-magyar konfliktus a bécsi spanyol követ jelentéseiben (1859–1861). In: *Kutatási Közlemények* II. Magyarország és a hispán világ. MTA-SZTE Hispanisztika Kutatócsoport. Szeged, 2000.; Krivik Nóra: La legación española de Viena y los asuntos húngaros (1867–1878). Szakdolgozat. Szeged, 2000.; Ugyanő: Relaciones diplomáticas entre la Monarquía Austro-Húngara y España en la segunda mitad del siglo 19. Szakdolgozat. Szeged, 2000.; Palkovics Andrea: La cuestión húngara en los despachos de legados españoles en Viena entre 1850 y 1867. Szakdolgozat. Szeged, 2001.

⁴ Ezzel kapcsolatban lásd: Tuñón de Lara, Manuel: Historia de España. Tomos VII-VIII. Barcelona, 1980. Vonatkozó fejezetek.; Oliu, Fernando: La herencia de un imperio roto. Dos siglos de política exterior española. Madrid, 1992.

⁵ Lásd: Anderle Ádám: Spanyol külügyi instrukciók... 171–172.

való függésen és mintegy önálló külpolitikai lépésként volt szükség arra, hogy rendezze viszonyát Ausztriával. Ez a kapcsolat inkább csak diplomáciai jellegű volt, kölcsönösen követségeket állítottak fel Madridban és Bécsben. Sem összehangolt szövetségi politikáról, sem szerteágazó kereskedelmi kapcsolatokról nem lehet beszélni. A diplomáciai levelezés és a külpolitikai szándékok kipuhatólása a két fél között elsősorban a fontosabb európai események, a krími háború, a porosz-osztrák háború és a keleti kérdés ügyében élénkült meg.

A Habsburg-monarchia számára sem volt eseménytelen a 19. század, bár pozícióiból csak 1866 után veszített, a nagyhatalmak azonban továbbra is számoltak létével. Külpolitikai érdekei a török birodalom hanyatlásával egyre inkább a Balkán felé irányultak, ahol azonban számolnia kellett Oroszország, Nagy-Britannia és Franciaország érdekeivel is. A 19. század végére mindkét fél mozgásterét behatárolták tehát a nagyhatalmak, ezért elsősorban Spanyolország számára fontos volt egy olyan diplomáciai kapcsolat fenntartása, amely- ha nem is közvetlenül, de segíthetett egy kicsiny külpolitikai mozgáster megtartásában. Erre világít rá az a külügyi instrukció, amelyet 1894. június 20-án Madridból küldött Sigismundo Moret y Prendorgast, felelős miniszter Juan Valera bécsi nagykövetnek, aki 1893 és 1896 között töltötte be azt a posztot.

„Nagyméltóságú uram! Nagy érdeklődéssel olvastam legutóbbi jelentéseit, főleg azokat, amelyek a Kálnoky gróffal történt találkozásokról számolnak be. (...) Amint azt Ön is jól látta és összegezte legutóbb írt jelentésében, az Osztrák–Magyar Birodalom nem nyújthat nekünk közvetlen segítséget és nem is tud beleszólni a Spanyolországot közvetlenül érintő ügyekbe, főleg a Marokkót érintő kérdésekbe. Ez a típusú együttműködés nem más, mint törekedni azon nézeteltérések és antipátiák elkerülésére, amelyek megnehezíthetik az amúgy sem kötetlen spanyol diplomáciai lépések megtételét, azon lépéseket, amelyek országunkat jelenleg leginkább érdekli. (...) Érdeklünkben áll a barátság és az bizalmas kapcsolat fenntartása a kontinens azon hatalmaival, amelyek tulajdonképpen semmit sem akarnak és nem is várnak Spanyolországtól, de különböző okokból szimpátiával és fokozott figyelemmel viseltetnek irányában. (...) Különleges hangsúllyal bír tehát, hogy a hármass szövetség egy másik nemzete, amely a spanyol érdekeltségekben abszolút érdektelen, de sok politikusa és családi szimpátiák révén erkölcsileg egyet ért Spanyolországgal, helyettesítheti azt, hangját hallattathatja és Spanyolország számára segítő szándékú tanácsokkal szolgálhat azon kormányoknál, amelyeknél a befolyása elismert.”⁶

Főleg az 1898-as sokk után vált ez fontossá, amikor az utolsó, valamikori gyarmattartó, nagyhatalmi státuszt jelképező Kuba és a többi sziget elvesztése után nem maradt más külpolitikai pozíciómegtartási lehetőség, mint az észak-afrikai érdekeltségek, ahol azonban az angol, francia hagyományos igények mellett igen erőteljesen megjelentek az olasz és német igények is. Mint két, alapvetően konzervatív keresztény monarchia a

⁶ A(H)MAE 1372/1894. június 20. Madridból Sigismundo Moret y Prendergast miniszter külügyi instrukciója. Ez a dokumentum azért is különleges, mert a vizsgált időszakban ez az egyetlen megtalált ilyen jellegű dokumentum, amely viszont pontos képet ad a spanyol kormányzat külpolitikai orientációjáról, még 1898 előtt és felvázolja azokat a törekvéseket, amelyek 1898 után, az utolsó latin-amerikai gyarmatok elvesztése után váltak igazán fontossá.

földrajzi távolság ellenére is tartotta tehát a kapcsolatot éppen ezen alapértékek minél további megőrzése érdekében. Ezekre az értékekre épült a canovasi restauráció és az osztrák-magyar kiegyezés is. Ezért a Bécsbe érkező spanyol nagykövetek élénk figyelemmel kísérték azokat a belpolitikai eseményeket is, amelyek ezeket az értékeket veszélyeztethették. Így került a magyar kérdés a követek jelentéseibe, és az 1890-es évek konfliktusokkal teli időszakában igen előkelő helyet kaptak azokban. Az, hogy a követek mennyire voltak tájékozottak a magyar ügyekről, honnan szerezték az információikat, mennyire tudták átlátni és elemezni az Osztrák–Magyar Monarchia közös ügyeit, valamint az újabb és újabb pártpolitikai konfliktusokat, az nagyban függött a követek képességeitől, képzettségétől és kapcsolataiktól.

A Guía de Forasteros adatai alapján Bécsben, az ekkorra már nagykövetségi – azaz legáció helyett embajada – szintre emelt misszió 1893 és 1896 között Juan Valera, 1896 és 1899 között Hoyos márki 1899 és 1902 között José Gutiérrez de Agüera, 1905-ig Wenceslao Villaurutia, 1907-ig Bailen herceg, 1909-ig Justin de Arellano, majd 1912-ig Herrera márki töltötték be a nagykövetségi tisztséget.⁷ Mindannyian több éves diplomáciai tapasztalattal rendelkeztek már, amikor megkapták kinevezésüket a bécsi követségi posztra, amely ahogy az Villa Urutia márki visszaemlékezéseiben is olvasható, mint „császári város” a kiemelten jó diplomáciai posztok közé tartozott.⁸ Az udvar és a birodalmi politika központjában élénk társadalmi életet lehetett élni és így megszerezni információkat. A magyar ügyekre vonatkozóan azonban többnyire csak közvetetten tudtak tájékozódni. Jelentéseikben megemlítik a bécsi sajtót, a klubokat, szalonokat és az udvart, ahonnan azonban egyfajta szűrőn keresztül, kész kommentárokkal kapták a híreket. Az iratokban szó esik az 1873 óta működő budapesti konzulátusról is, amelynek külön iratanyaga még bemutatásra vár. A követek jelentéseihez a konzulátusról érkező hírek szolgáltak közvetlenebb információkkal.

Az általam feldolgozott anyag a magyar történetírás számára újdonságokkal nem szolgál, de Juan Valera, Bailen herceg és Justin de Arrellano értékelő, és elemző jelentései igen érdekes képet festenek nemcsak az eseményekről, hanem készítőik gondolkodásmódjáról is. Hármuk jelentései abban is különböznek a többiekétől, hogy némelyiket saját kézzel írták, jóval mélyebb, terjedelmesebb elemzést nyújtanak pl. az Agliardi afférra, azaz a Nuncius-ügyre vagy az 1905–1907-es koalíciós válságra vonatkozóan. Az 1907 októberétől írott jelentések száraz, tömör, tényleíró stílusúak, már géppel írták őket, és feltűnő, hogy – bár íróik igen szorgalmas tudósítók voltak –, a korábbi elemző kézség eltűnt a diplomatákból. Jelentéseik gyakoriságát az eseményeknek általuk megítélt fontossága szabta meg. Külön instrukciókat ugyanis nem kaptak a magyar ügyekre vonatkozóan. Így azt, hogy egy-egy esemény mennyire volt számukra fontos jelentéseik gyakorisága mutatja.

Három fontos dologra lehetünk figyelmesek a jelentések olvasása során. A pozíciójukhoz kötődő elvárások mellett, a nagykövetek monarchista és konzervatív beállítottsága miatt a magyarokról mint az elért autonómiájukkal örökké elégedetlen,

⁷ Guía de Forasteros, a külügyi szolgálatot teljesítők névsora, és ennek az 1890 és 1914 közötti időszakra vonatkozó mutatói.

⁸ Marqués de Villa-Urutia: Pálique diplomático. Recuerdos de un Embajador. Madrid, 1916. 119.

intrikus és gőgös népről írnak Ezt számtalan odavetett megjegyzés vagy a lekicsinylő stílus is jelzi. Ferenc Józsefről igen gyakran írnak, de portréja nagyon kevésbé árnyalt, egyértelműen pozitívan elfogult.⁹ Talán a soknemzetiségű Habsburg birodalom állapotáról rajzolt kép az egyetlen ami hitelesnek és reálisnak tűnik.

Juan Valera, aki bécsi megbízatása idején már hetven éves volt és nevét szépíróként ismerjük elsősorban pontos, terjedelmes és elemző beszámolókkal szolgált a spanyol külügyminisztériumi feletteseinek. Saját kezű jelentéseinek olvasásához helyenként szinte paleográfiai ismeretekre is szükség van. Kiválóan tájékozott a dualista monarchia politikai rendszerének egyensúlyát megbolygató ügyekben, például az 1893-ban kibontakozott egyházpolitikai küzdelmekben. Nem kevesebbről volt szó, mint hogy Magyarországon milyen fokú maradjon a katolikus egyház hagyományos szellemi és politikai befolyása. A Szilágyi Dezső által benyújtott törvényjavaslat a polgári házasságról, amelyet a Wekerle-kormány is támogatott, csak az első lépés volt a szabad vallásgyakorlásért és a zsidó vallás egyenjogúsításáért folytatott küzdelemben, amely jó taktikai érzékkel a 67-es közjogi alapon álló kormány mellé fel tudta sorakoztatni a függetlenségek legjobbjait is. Eközben a püspöki kar egyértelműen elutasította ezeket és a bécsi udvar legbefolyásosabb személyiségei, például a nagytekintélyű Kálnoky külügyminiszter, de maga Ferenc József sem rokonszenvezett a liberális egyházpolitikával. Valera 1894 december 23-án, szinte az egész esztendő eseményeit elemzi.

„Kálnoky gróf és több udvari főúr a bécsi udvarban befolyást próbálnak gyakorolni és hatni próbálnak Őfelsége, a Császár és Király szándékaira a magyar kormányzat politikája ellen, amely véleményük szerint túlságosan radikális és nagyon veszélyes, nem csak Szent István királyságában. Nem megfelelően hatna egy olyan jellegű valláspolitikai törvény, amely befogadja és elismeri még az ateizmust is, és veszélyes a birodalom számára is, ahol nagyon könnyen elterjedne a rossz példa.”¹⁰

Valera beszámol arról is, hogy a magyar sajtó nem mutat kellő tiszteletet a korona iránt.

„Néhány személynek az a véleménye, hogy a magyarok többségének, főleg az alsóbb népcsoportoknak nem tetszik a liberális párt politikája, amely csak időleges többséget gyűjtött maga köré, és amely nem felel meg az ország nagyobb része vallásos

⁹ Főleg akkor érzékelhető ez, ha összevetjük azzal a portréval, amelyet a fiatal Ferenc Józsefről 1857. április 24-én írt Manuel Bermudes de Castro „Néhány információ I. Ferenc József császár személyes értékeiről és jelleméről, valamint kormányzati terveiről” címmel. (Magyarul megtalálható Anderle Ádám: Spanyol külügyi instrukciók... 183–186.) Ebben a jelentésben az elemző igen reális és nem csak kizárólagosan pozitív véleménnyel ír a fiatal uralkodóról, arról, hogy milyen kemény kézzel és féltékenyen vigyáz hatalmára. Ezzel kapcsolatban bírálja a Magyarországgal szembeni osztrák politikát. „Nem jó elsietni és erőltetni a központosítást oly mértékben, hogy egyetlen nyelvvél akarjanak irányítani egy olyan országot, mint Magyarország: nem ésszerű kiváltani az arisztokrácia elégedetlenségét, eltörölve előjogait és a jobbágyok munkájához való jogát, miközben megsértjük őket, lerombolva az ősi intézményeiket, megterhelve őket súlyos adókkal is.” Ehhez a véleményhez képest vált ilyen egysikűvé a Ferenc Józsefről alkotott kép a későbbi jelentésekben és 1867 után – ehhez képest – a Magyarországgal kapcsolatos liberálisabb megítélés is gyökeresen megváltozott.

¹⁰ A(H)MAE 1372/1894. december 23. Juan Valera, Bécsből.

érzelmeinek. A magyaroknak még kevésbé tetszene bármiféle törekvés vagy annak gyanúja, ami osztrák beavatkozást sejtetne. Nem tetszene a beavatkozás, mert zavarná a kicsinyes (quisquilloso) és hagyományos ragaszkodását autonómiájukhoz...”¹¹

December 31-én, Szilveszter napján küldött jelentésében a Werkerle kormány lemondásával Khuen-Héderváry gróf kinevezésével és a magyar parlamenti csatározásokkal kapcsolatban a következő megjegyzést teszi: „Mi külföldiek, akik olyannyira különböző nemzetiségűek, érzésűek és gondolkodásúak vagyunk, olykor-olykor értetlenül állunk ezek előtt a dolgok előtt, mert amennyiben Őfelsége, a Császár és Király ellenérzése egy olyan katolikus érzelmű nép ellenérzésén alapul, mint a magyar, törvénnyel akadályoztatna meg, hogy egy megvetett (aborrecido) nép, mint zsidók, bebocsátást nyerjenek a különböző állásokba, hivatalokba és méltóságokba és az a mozgalom is, amely nem csak a szabad vallásgyakorlásért, hanem egészen az ateizmus legalitásátért indult...”¹² Ezt a megjegyzést egyébként kilenc nappal azután írta, hogy Alfred Dreyfust elítélte a francia katonai bíróság, tehát az európai antiszemizmus egyik győztes pillanatában. Az 1894-es válságból a Werkerle-kormányzat végül is egyfajta politikai harakirival került ki győztesen, úgy, hogy maga Werkerle lemondott, és 1895 januárjában Bánffy Dezső került a kormány élére. Bár ő sem élvezte a korona teljes bizalmát, átmenetileg mégis a megbékélés útjára terelhette a vitás kérdést, ugyanis programjában elkötelezte magát az egyházpolitikai törvények mérsékelt és körültekintő végrehajtása mellett. Ekkor érkezett meg az új pápai nuncius, Agliardi, aki bemutatkozó látogatása során nem túl nagy diplomáciai tapintatról téve tanúbizonyságot, pohárköszöntőiben és szószéki beszédeiben nyíltan a Vatikán harcosabb, újkonzervatív vonalát képviselve, elítélte a modern törvényhozást és támogatásáról biztosította a magyar egyházfőknek az egyházpolitikai törvények elleni küzdelmét. Miután a magyar kormányzat ezt a belügyekbe való nyílt beavatkozásnak, hatásköri túllépésnek minősítette, kérték Kálnoky grófot, hogy mint illetékes, tegye meg a kellő diplomáciai lépéseket. Kálnoky hajlandónak is mutatkozott arra, hogy tiltakozzon a Szent széknél. Ezt azonban Bánffy a magyar Képviselőházban már mint tényt közölte, remélve, hogy a közvélemény előtt ez a kemény visszavágás rokonszenvet kelt. Kálnokyt kínosan érintette a nyilatkozat, amely megtörténtnek állított be egy szándékolt diplomáciai lépést, és hosszú pályafutása során talán először elveszítette hidegvérét, ahogyan ezt Valera is megfogalmazta. Ugyanis egy sajtónyilatkozatban igen határozottan meghazudtolta Bánffyt. Emiatt közjogi csatározás lett az ügyből, amelynek során gróf Kálnoky lemondásra kényszerült, a Bánffy kormány fényes győzelmet aratott és 1895 őszére sikerült az összes egyházpolitikai javaslatot törvényerőre emeltetni. Ezekről az eseményekről Juan Valera szinte naponta beszámolt. Jelentéseiből kitűnik, hogy igen érzékenyen érintette Kálnoky lemondása, mert személyesen is jó kapcsolatban volt vele, az európai egyensúly egyik oszlopának tartotta. Fájalta lemondását, és jelentéseiből kitűnik, hogy bosszantotta a magyarok izgágasága, akik miatt egy ilyen értékes személynek távoznia kellett. Leírja személyes találkozását is az általa gyanútlanak minősített Agliardival, aki mindvégig ártatlannak érezte magát az okozott politikai vihar előidézésében: „Bárá Bánffy, akihez képest dr. Werkerle egyre

¹¹ Uo.

¹² A(H)MAE 1372/1894. december 31. Juan Valera Bécsből.

jelentéktelenebbnek tűnik, így gyors népszerűsége tett szert és energikusan ki is használja ezt a győzelmet, amelynek Monseñor Agliardi lesz az áldozata és trófeája,¹³ – írja nem kevés szarkazmussal 1895 május harmadikán. Az események során Valera mindig csodálattal említi Ferenc József hozzáállását, „...aki megszokott, jóindulatú energiával és szimpatikus lélekjelenlétével sikert ér el a lelkek megbékítésében és sikerül majd véget vetnie a rengeteg ellentmondásnak, vitának és ennek az oly annyira visszatetsző zűrzavarnak.”¹⁴

A magyarok viselkedésével és a kialakult helyzettel kapcsolatban nosztalgiával emlékszik a korábbi évszázadokra, mert „...akkoriban a király király volt, a nagyok nagyok voltak, a kicsik pedig kicsik, rend és szófogadás uralkodott és, ha voltak is problémák, elégedetlenség nem vezetett felkelésekhez, zűrzavarhoz.”¹⁵

Ez az abszolutisztikus hatalmat visszasíró konzervatív nosztalgia igen korszerűtlennek tűnik a 19. század legvégén és inkább egy idősödő, az egyre kaotikusabb világban némi kiábrándultsággal szétnéző diplomata megjegyzésének tűnik. Hamarosan át is adta követi posztját Hoyos márkinak, aki 1896. november 27-i jelentésében részletesen beszámol az Osztrák–Magyar Monarchiában régióként megtartott választásokról, elemzi azt a helyzetet, amely az igen eltérő eredmények után kialakult Ausztria–Magyarországon, hiszen: „...az, hogy Ausztriában a liberálisok ennyire háttérbe szorultak, Magyarországon pedig ugyanez a konzervatívokkal történt meg, igen nagy veszélyeket rejtget magában az elkövetkezendőkre nézve, főként miután olyan országokról van szó, amelyeknek közös az uralkodójuk és a legfontosabb ügyeik is közösek, miközben akkora az eltérés gondolkodásban és az együttes cselekvést illetően is. (...) A széthúzó erők egyre erőteljesebbek és nem csak a belpolitikában jelentenek óriási különbségeket, hanem napról napra erősödve, akár nyílt rivalizálásba és ellenségeskedésbe is átcsaphatnak. A kiegyezés megújítása, amely a következő évben esedékes, igen súlyos problémákat vethet fel, a birodalom két felének harcát hozhatja a politika, a gazdaság és a bevételek terén, valamint olyan alapkérdésekben, mint a közös kiadások a hadsereg valamint a vámszerződés megújítása. (...) A nemzeti érdekek és érzések csatározását jelentheti mindez, hiszen különböző és egymásnak ellentmondó elképzelésekről, parlamentekről és népekről van szó, amelyek szinte minden nap megmérgezik felfokozott szenvedélyükkel a hangulatot. (...) A gyűlölet, amely a gyűléseken és a parlamentekben is uralkodik, szomorú kampány, amelynek során érezhetően Magyarországot terheli a nagyobb felelősség, nem csak azért, mert Magyarország a kezdeményező a legtöbb esetben, hanem azért is, mert a magyarokra igen jellemző a cselekedeteiket és nyelvüket illető nyersesség, ridegség már nem csak a kormányok és más népek ellen, hanem – ha csak közvetetten is – már a dinasztia ellen is. (...) Ennyi ellentmondás, érdekkülönbség és eszmei harc közepette csak egyetlen egy nagy tekintély, egyetlen kiemelkedő személyiség áll szerencsére a talpán, Őfelsége, a Császár és Király. (...) Még jó, hogy politikai képessége, tekintélye és tapasztalatai alapján Őfelségétől sokat lehet remélni. Az is szerencse, hogy egészsége egészen kitűnő és fizikai és szellemi képességeinek teljessége nem hanyatlík

¹³ A(H)MAE 1372/1895. május 3. Juan Valera Bécsből.

¹⁴ Uo.

¹⁵ Uo.

előrehaladott kora ellenére sem. Az, hogy mindig a kellő pillanatban és a kellő módon avatkozik az ügyekbe (...), reményt ad arra, hogy továbbra is fennmarad ennek a hatalmas monarchiának az egysége és harmóniája, amely hatalmas kiterjedésének, népességének, gazdagságának és óriási hadseregének köszönhetően – főleg, ha ez utóbbit nem gyengítik tovább a nézeteltérések – igen nagy és áldásos befolyással bírhat a továbbiakban is a nagyhatalmak között.”¹⁶

Tény és való, hogy az előbbi idézet jó képet fest a Monarchia állapotáról és felsorolta mindazokat a problémákat, amelyek a dualista monarchia két felének további politikai csatározásait hozták magukkal az elkövetkezendő esztendőkből.

Az egymást váltó spanyol nagykövetek beszámolóí még ha hiányosak is, pontos látélellettel szolgálnak az eseményekről, mint említettem 1907 októberéig elemző stílusú, terjedelmes, még kézzel írt jelentésekben. Ezeket olvasva kitűnik, hogy a követek jól látták a koalíciós válság háttérében meghúzódó politikai sakkjátszmát, amelynek alapvető kérdései a hadsereg „magyarosítása” illetve az ez ellen a korona által családtekként felhasznált általános választójog bevezetése voltak. Bailen herceg 1905. november 27-én írt jelentésében így írt erről: „A magyar nacionalistákon egyetlen dologgal lehetne felülkerekedni, amely teljes megoldást jelentene. Ez az általános választások bevezetése lenne, bár ezt a reformot, sohasem jegyeznék be egyik jelenlegi választott Ház sem, mint választási reformot, mivel ez egyet jelentene a Magyarországon gyakorolt magyar népi többség felszámolásával és a népesség többségét kitevő szláv faj javára szolgálna. Más szempontból pedig nem könnyű ezt a válság megoldásaként elképzelni, hiszen igazán nem nehéz átlátni, milyen súlyos veszélyeket rejthet magában az általános választásoknak a klasszikus demokrácia iskolája szerinti bevezetése, azok között a körülmények között, amelyek jelenleg adóttak ebben az országban.”¹⁷ Bailen herceg, miközben igen szorgalmasan, ha kell másnaponta küldött a magyar parlament gyakran viharos eseményeiről tájékoztatókat és a fentiekhez hasonló megjegyzésekkel fűszerezte azokat, néhány mondatral jellemezte a kor kiemelkedő politikusait, például Kossuth Ferencet, Wekerlét és másokat is. A válság időszaka alatti eseményekről szólva megemlíti Magyarország esetleges fegyveres megszállását, ami bizonyítja jól informáltságát, hiszen erről csak a legfelsőbb politikai körök tudtak. A koalíciós válságot lezáró tárgyalások eredményeit 1907. október 17-én úgy értékeli, mint amelynek során Magyarország, ha lehet, még szélesebb autonómiát és kiváltságokat kapott, főleg gazdasági téren, miközben nem túl jelentős engedményeket tett Ausztria irányában.

Az ilyen és hasonló megjegyzések a spanyol diplomaták jelentéseiben alátámasztják azt a feltételezést, amely szerint a magyar ügyekre nem csak azért figyeltek ennyire, mert a kiegyezéssel Magyarország politikai súlya megnőtt a birodalomban, hanem azért is, mert a magyar kiegyezés például szolgálhatott más, ezért küzdő kis népek, például a katalánok számára. Spanyolországban ugyanis ekkor a kismemzeti autonómiatörekvések jelentettek veszélyt a centralizmust képviselő kormányokra. Miközben tehát Magyarország mintá lehetett a föderális autonómiát illetően például a katalánok számára, a spanyol kormányzat az osztrák–magyar kiegyezést és a magyarok viselkedését, mint

¹⁶ A(H)MAE 1372/1896. November 27. Hoyos márki, Bécsből.

¹⁷ A(H)MAE 1373/1905 november 27. Bailen herceg, Bécsből.

kísérletet szemlélhette.¹⁸ Figyelemmel kísérhették, hogyan működhet a gyakorlatban egy ilyen típusú megoldás. Egy biztos. A jelentések hangvételéből és a későbbiek ismeretében már tudjuk, a spanyol nagykövetek nem igazán pozitív benyomásokat szerezhettek, inkább riasztotta őket ez a modell.

¹⁸ Ezt alátámasztandó lásd: Gyeraj Mónika: Magyarország a L'Avenc katalán folyóiratban. In. *Kutatási Közlmények* II. Magyarország és a Hispán világ. MTA-SZTE Hispanisztika Kutatócsoport. Szeged, 2000. 38–43.

Resumen

Los asuntos húngaros por los ojos españoles

Como lo mencioné en el título de mi estudio, mi objeto es presentar y analizar una parte de los documentos, informes, y despachos que fueron escritos entre los años 1897 y 1907 por los legados españoles de Viena de una parte y por los ministros responsables por otra parte, manteniendo correspondencia sobre los asuntos de la Monarquía Austro - Húngara y de los asuntos húngaros.

A finales del siglo XIX tanto la Monarquía Española como la Monarquía Austro-Húngara (incluso después de 1867) tenían sus espacios de moverse acotados en el terreno de los asuntos exteriores por los grandes poderes por eso fue muy importante para ambos países mantener las relaciones diplomáticas que les ayudara obtener un poco la independencia.

Tomando en cuenta los hechos y los acontecimientos que tanto interesaban a los escritores de los despachos e informes se ve y se asegura que los asuntos húngaros les interesaban a ellos y a su gobierno no sólo porque el peso político de Hungría se aumentaba dentro del Imperio, sino porque el dualismo, el compromiso austro-húngaro habría podido servir como ejemplo para las naciones - como por ejemplo los catalanes - que luchaban por tener más independencia. Es decir, mientras Hungría podía servir como modelo de la autonomía federal para los catalanes, el gobierno español podía contemplar e investigar este tipo de compromiso y el comportamiento de los húngaros. Podían observar cómo funcionaba la convivencia de este tipo en la práctica. Es seguro una cosa: conociendo los hechos y según el atmósfera de los despachos podemos afirmar que los embajadores españoles de Viena no tenían muy buenas impresiones, más bien se quedaban espantados por este modelo.



B 201661

23670

EGY-Lh



Kiadja a JATEPress
6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30-34.
<http://www.jate.u-szeged.hu/jatepress/>

Felelős kiadó: Dr. J. Nagy László egyetemi tanár
Felelős vezető: Szőnyi Etelka kiadói főszerkesztő
Méret: B/5, példányszám: 100, munkaszám: 76/2004.